

**AU LENDEMAIN DE LA GENTRIFICATION : L'APPARTENANCE DES
FRANCOPHONES DE LA BASSE-VILLE D'OTTAWA**

Rosalie Thibeault

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences
du programme de maîtrise en géographie

Département de géographie
Faculté des arts
Université d'Ottawa
30 juillet 2015

RÉSUMÉ

Situé au cœur de la capitale fédérale, Ottawa, le quartier de la Basse-Ville était originellement un bastion francophone. Au cours des cinquante dernières années, ce quartier a subi plusieurs changements qui se rapportent à ceux d'une gentrification. Entre autres, une nouvelle population, plus anglicisée, éduquée, occupant des professions à meilleur revenu s'y est installée. Cette étude cherche à voir si les francophones de la Basse-Ville Ouest d'Ottawa forment toujours une communauté et si oui, sur quels fondements elle se repose. À partir des résultats obtenus des soixante-sept personnes qui ont participé à notre enquête par questionnaire, l'analyse révèle qu'une communauté existe toujours, bien que les bases sur lesquelles elle est construite ont évolué. L'étude révèle aussi que certaines caractéristiques telles que l'identification linguistique, le statut de propriété et la durée de résidence jouent un rôle dans le degré d'appartenance à la communauté. Le passage de cet ancien village francophone à un quartier urbain n'a tout de même pas fait oublier à ses habitants l'héritage de la Basse-Ville.

ABSTRACT

Located in the heart of the nation's capital, Ottawa, the neighbourhood of Lowertown was originally home to many francophone families. Over the last fifty years, this area has undergone a number of changes that relate to the process of gentrification. Among other changes, a new population that is more anglicized, educated and that occupies professions with higher incomes has moved there. This study aims to examine whether the Francophones in Lowertown West still form a community today, and if so, what is the foundation upon which it is constructed. The analysis of the survey results of sixty-seven participants reveals that a community still exists;

however, the basis on which it is built has changed. The study also found that characteristics such as language identification, property status, and length of residency play a role in the degree to which a resident feels a sense of belonging to the community. Nonetheless, the transition of this historic francophone village to an urban neighbourhood has not made its inhabitants forget the heritage of Lowertown.

REMERCIEMENTS

Je souhaite souligner et remercier tous ceux qui m'ont appuyé dans la réalisation de cette thèse. Je voudrais d'abord adresser ma gratitude à Anne Gilbert, ma directrice de thèse, pour ses conseils judicieux, son support continu et sa disponibilité. Peu de directeurs auraient passé de porte-à-porte avec son étudiante pour la distribution du questionnaire, surtout lors de journées automnales plus froides. Merci aux membres de mon comité de thèse, Kenza Benali et Luisa Veronis, pour leurs conseils et encadrements. Je souhaite également remercier Brian Ray, pour son aide et ses conseils statistiques. J'aimerais exprimer ma gratitude envers les membres du Chantier Ottawa avec qui j'ai eu l'occasion d'avoir des discussions au sujet de la francophonie et la situation d'Ottawa; celles-ci m'ont énormément aidé à approfondir mes réflexions. De plus, merci au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et au Régime de bourses supérieures de l'Ontario (BÉSO) pour leur appui financier qui m'a permis d'entreprendre cette recherche. En fin, le support et l'encouragement que j'ai reçu de mes ami(e)s et ma famille pendant ce processus étaient indispensables. Pour cela, je vous remercie.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	ii
ABSTRACT	ii
REMERCIEMENTS	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
TABLE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX	viii
CHAPITRE 1 - INTRODUCTION	1
1.1 Problématique - Gentrification d'un quartier, d'une communauté	1
1.2 L'objet de recherche	3
1.3 Un mot sur la méthodologie	4
1.4 Le contenu de l'étude	5
CHAPITRE 2 - LE CONTEXTE	6
2.1 Un temps propice aux transformations	7
2.2 Le paysage physique	11
2.2.1 Le mariage de l'ancien et du nouveau.....	15
2.2.2 Densification.....	17
2.3 Caractéristiques de la population	19
CHAPITRE 3 - CHAMP THÉORIQUE	23
3.1 Revue de la littérature	23
3.1.1 La gentrification et ses répercussions.....	23
3.1.2 Les approches de la communauté.....	27
3.1.3 Définir le sentiment d'appartenance à partir d'un regard géographique.....	30
3.1.4 Le sentiment d'appartenance et la gentrification.....	31
3.2 Cadre conceptuel - Faire communauté dans un quartier gentrifié	33
3.3 Questions de recherche	38
CHAPITRE 4 - LA MÉTHODOLOGIE	40
4.1 La collecte de l'information	41
4.1.1 L'usage du questionnaire dans la recherche sociale.....	41
4.1.2 Notre questionnaire.....	42
4.1.3 L'échantillon visé.....	44
4.1.4 Déontologie.....	45
4.1.5 La procédure d'enquête.....	46
4.1.5.1 Publicité.....	46
4.1.5.2 Enquête.....	47
4.2 Les modalités de l'analyse	49
4.2.1 Première étape.....	49
4.2.2 Deuxième étape.....	49
4.3 Le profil des participants	51
4.3.1 Profil général.....	51
4.3.2 Profil socio-économique.....	52

4.3.3 Profil linguistique.....	53
4.3.4 Profil résidentiel.....	55
4.3.5 Profil approfondi des participants.....	56
CHAPITRE 5 - RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.....	60
5.1 Les relations entre habitants.....	60
5.1.1 Les fréquentations.....	61
5.1.2 Les relations de voisinage.....	62
5.1.3 Les relations interpersonnelles.....	64
5.1.4 Les traits communs.....	65
5.1.5 Les perceptions de la communauté.....	66
5.1.6 Une expérience variable de la communauté.....	68
5.2 L'engagement communautaire	72
5.2.1 La connaissance des enjeux.....	73
5.2.2 La participation communautaire.....	76
5.2.3 La participation politique communautaire.....	77
5.2.4 Une expérience variable de l'engagement communautaire.....	79
5.3 L'attachement aux lieux.....	79
5.3.1 Le confort.....	80
5.3.2 La satisfaction.....	82
5.3.3 La volonté de rester dans le quartier.....	87
5.3.4 Une expérience commune de l'attachement aux lieux.....	89
5.4 Pour conclure.....	91
CHAPITRE 6 - LA COMMUNAUTÉ.....	93
6.1 Le passage de la Basse-Ville Ouest de « village » à quartier.....	93
6.2 La Basse-Ville Ouest d'Ottawa en tant que communauté.....	97
6.2.1 La communauté comme nœud de relations.....	98
6.2.2 La communauté comme foyer d'appartenance.....	100
6.2.3 La communauté comme territoire vécu.....	102
6.3 La communauté de la Basse-Ville Ouest est-elle toujours francophone?.....	105
6.3.1 Du noir et blanc au gris pour la communauté francophone.....	105
6.3.2 Quelle importance donner à l'homogénéité?.....	107
6.4 En guise de conclusion.....	110
CHAPITRE 7 - CONCLUSION : UNE COMMUNAUTÉ DYNAMIQUE.....	113
7.1 Les limites de la recherche.....	115
7.2 La portée de la recherche.....	116
BIBLIOGRAPHIE.....	119
ANNEXE 1 : ACCEPTATION ÉTHIQUE.....	126
ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE.....	128
ANNEXE 3 : ANNONCE PUBLICITAIRE.....	133

ANNEXE 4 : CARTE DE LA RÉGION D'ANALYSE D'APRÈS LES SECTEURS DE RECENSEMENT	135
--	-----

ANNEXE 5 : LANGUE MATERNELLE ET CONNAISSANCE DES LANGUES CHEZ LA POPULATION DE LA BASSE-VILLE OUEST ET À OTTAWA	137
--	-----

TABLE DES FIGURES

Figure 2.1 Carte situant la Basse-Ville à l'intérieur de la ville d'Ottawa.....	7
Figure 2.2 Photographies aériennes de la Basse-Ville Ouest en 1960 (gauche) et 2011 (droite)..	11
Figure 2.3 Logements démolis et rénovés entre 1953 et 1963.....	12
Figure 2.4 Valeur médiane des logements à Ottawa et la Basse-Ville Ouest de 1971 à 2006.....	18
Figure 2.5 Nombre d'habitants de la Basse-Ville Ouest et d'Ottawa selon la profession (1961 à 2011)	20
Figure 2.6 Pourcentage des habitants ayant un diplôme, certificat ou degré postsecondaire à Ottawa et à la Basse-Ville Ouest (1961 à 2011)	21
Figure 2.7 Revenu moyen des ménages d'Ottawa et de la Basse-Ville Ouest (1971 à 2011).....	22
Figure 3.1 Construction de la communauté.....	36
Figure 4.1 Âge des participants, en pourcentage.....	51
Figure 4.2 Identification des participants à un groupe linguistique, en pourcentage.....	54
Figure 4.3 Nombre d'année(s) vécues dans la Basse-Ville, en pourcentage.....	55
Figure 4.4 Nombre d'année(s) vécues à la Basse-Ville selon l'identification linguistique, en pourcentage	56
Figure 4.5 L'âge selon le nombre d'année(s) vécues à la Basse-Ville, en pourcentage.....	57
Figure 4.6 Statut de propriété selon l'identification linguistique, en pourcentage.....	57
Figure 4.7 L'âge des participants selon l'identification linguistique, en pourcentage.....	58

Figure 5.1 Type de personnes avec lesquels les participants socialisent dans le quartier, en nombre absolu.....	61
Figure 5.2 Sentiment d'être accepté et soutenu par les habitants, en nombre absolu	64
Figure 5.3 Sentiment d'être lié et d'être un bon ami pour les habitants, en nombre absolu.....	65
Figure 5.4 Traits communs des participants avec leurs voisins et les habitants du quartier, en nombre absolu.....	66
Figure 5.5 Le sentiment de faire partie de la communauté selon l'identité linguistique, en pourcentage	70
Figure 5.6 Sentiment de faire partie de la communauté selon la durée de résidence, en pourcentage.....	71
Figure 5.7 Le sentiment de faire partie de la communauté, en pourcentage.....	71
Figure 5.8 Les participants qui connaissent les enjeux, en pourcentage.....	74
Figure 5.9 Les participants qui font partie d'association(s) selon l'emplacement, en nombre absolu.....	77
Figure 5.10 Les participants selon leur degré d'aise dans le quartier, en nombre absolu.....	80
Figure 5.11 Les participants selon leur degré de satisfaction, en nombre absolu.....	87

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 4.1 Catégories des professions énumérées par les participants, en pourcentage.....	53
Tableau 5.1 L'âge selon la fréquence demandée pour de l'aide, en nombre absolu.....	63
Tableau 5.2 La description de la communauté, par catégorie.....	69
Tableau 5.3 Lieu(x) pour lesquels les participants ressentent une affection particulière.....	81
Tableau 5.4 Ce que les participants aiment le plus de leur quartier.....	83
Tableau 5.5 Ce que les participants aiment le moins de leur quartier.....	85
Tableau 5.6 Raisons pour lesquelles les participants déménageraient hors du quartier.....	88
Tableau 5.7 Résultats significatifs des tests statistiques non paramétriques selon le type d'habitant.....	90

1. INTRODUCTION

1.1 Problématique - Gentrification d'un quartier, d'une communauté

La gentrification est un processus complexe, voir même chaotique à cause de sa nature qui diffère, non seulement d'une ville à l'autre, mais aussi d'un quartier à l'autre. Présente à travers le monde, la gentrification n'a pas échappé aux villes canadiennes. De Vancouver à Halifax, la modification de la composition sociale, du paysage physique et le réinvestissement du capital ont caractérisé plusieurs quartiers et transformé ainsi la structure des villes. À partir des années 1970, les quartiers centraux canadiens sont perçus comme lieux de tolérance, de diversité et de libération et attirent alors une population désirant échapper à la vie de banlieue et à ce que cette dernière représente. Ainsi, des artistes, des étudiants, de jeunes intellectuels et des ménages non conventionnels, déclenchent souvent, sans le savoir, la gentrification alors qu'ils suscitent une revitalisation sociale, physique et économique des quartiers qu'ils investissent (Clay, 1979; Ley, 1994).

Des effets sont alors être ressentis sur la communauté présente sur le territoire gentrifié et ces transformations affecteront la communauté. L'arrivée d'une nouvelle population parmi les habitants anciens impose une cohabitation entre des personnes qui ont souvent des valeurs et des intérêts différents. Ceci peut engendrer des conflits sérieux entre ceux qui désirent maintenir la communauté telle qu'ils l'ont connue et ceux qui veulent y apporter des changements pour refléter et répondre aux nouveaux besoins. Le contraire est tout aussi possible : la gentrification peut transformer le territoire en milieu de rencontre entre différentes populations et ainsi permettre à de nouvelles formes de communauté d'émerger, tout en répondant aux besoins des différents groupes, nous permettant alors d'étudier les sociabilités contemporaines en milieu urbain.

Quoi qu'il en soit, il pourrait être important pour certains habitants d'un quartier (ou tout autre milieu) gentrifié de développer et de maintenir l'appartenance à son milieu de vie ainsi qu'à la communauté qui s'y retrouve. Nous proposons que cette appartenance puisse se manifester à travers trois dimensions : le sentiment d'appartenance, les pratiques d'appartenance et les lieux d'appartenance. Ceux-ci permettront aux habitants d'avoir de bonnes relations entre eux et d'avoir un plus haut niveau d'engagement communautaire, dans des lieux pour lesquels ils ressentent une affection particulière.

Plusieurs villes à travers le Canada ont été gentrifiées (Toronto, Vancouver, Montréal, etc.). Certains quartiers de la ville d'Ottawa n'ont pas échappé à ce processus. Le gouvernement fédéral a décidé d'instaurer un projet d'embellissement de la capitale nationale à partir des années 1960. Cette vision selon laquelle il fallait améliorer l'image d'Ottawa a eu des répercussions sur plusieurs de ses quartiers. Situé à deux pas du Parlement, le bastion francophone qu'était le quartier de la Basse-Ville a été l'objet d'une vaste entreprise de revitalisation urbaine dès les années 1960 qui avait comme but d'éradiquer les nombreux taudis qui s'y trouvaient, tout en facilitant la circulation qui traversait le quartier. Alors que la partie Est du quartier a connu de nombreuses expropriations et démolitions, la partie Ouest et ses nombreux édifices historiques ont pour leur part été préservés et revitalisés, permettant une plus grande stabilité du quartier (Ottawa Planning Branch, 1967). Des changements au niveau social ont accompagné ces transformations : le nombre d'enfants et de familles diminue, le niveau d'éducation augmente et le type d'emploi change. De nouveaux habitants gentrificateurs se sont ajoutés aux habitants dits de souche, qui sont restés dans le quartier. Aujourd'hui encore, des habitants de souche, les premiers gentrificateurs et ceux nouvellement arrivés à la faveur de la construction récente de plusieurs immeubles résidentiels se côtoient à l'intérieur du quartier. Au fil de ces

transformations, ce quartier qui était jusque là majoritairement francophone s'est énormément anglicisé. La Basse-Ville Ouest accueille toujours des francophones, bien que leur nombre les qualifie maintenant de minoritaires.

Avant que la gentrification ne touche la Basse-Ville Ouest, le partage de caractéristiques personnelles, de traits culturels, de conditions sociales et bien sûr, d'une même langue avait comme effet de rassembler les habitants francophones du quartier et favoriser leur sentiment d'appartenance à la communauté. Plus encore, la participation à la vie sociale, économique, culturelle et politique du quartier contribuait au développement de ce sentiment. Bien que la nouvelle cohorte d'habitants francophones qu'entraîne la gentrification partage une même langue avec les francophones de souche du quartier, il est possible, à cause de différences d'ordre social, économique, politique et culturel, que les deux groupes ne s'identifient pas l'un à l'autre. Tout au moins dans les premières années, tant que le fait de partager un même milieu de vie, de se rencontrer et d'échanger n'ait rapproché les habitants anciens et nouveaux, favorisant l'émergence d'une nouvelle communauté, plus diversifiée, mais non moins solidaire. C'est ce que nous voulons explorer dans cette thèse.

1.2 L'objet de recherche

Notre objectif de recherche est d'étudier si les habitants de la Basse-Ville, un quartier en état de post-gentrification, forment toujours une communauté et ainsi d'explorer comment les francophones s'y rattachent. La Basse-Ville Ouest est un cas de gentrification parmi plusieurs. Cependant, ce qui rend la Basse-Ville Ouest particulièrement intéressante à étudier est le fait qu'il s'agit d'un quartier qui était originellement à forte densité francophone et qui formait une communauté dynamique (Andrew, n.d.; Barnes, 1999; Faucher, 2011). Les changements qu'a

entraînés la gentrification, dont l'arrivée d'une population différente, nous donnent raison de croire que les relations entre les habitants ont été affectées, ce qui aurait eu un impact sur leur appartenance à la communauté. Une analyse de ce qui est advenu de la communauté qui existait au sein du quartier une cinquantaine d'années après que la gentrification ait débuté peut éclairer les processus qui concourent à son maintien, tout en illustrant les tendances de son évolution. Effectivement, un changement d'une telle ampleur dans un quartier ne peut être resté sans effets sur les appartenances de la population ancienne comme nouvelle.

1.3 Un mot sur la méthodologie

L'approche utilisée dans le cadre de cette étude est de nature quantitative. L'outil que nous avons utilisé et développé pour faire la collecte de données est le questionnaire. Nous cherchions à obtenir des informations qui seraient les plus représentatives possible de l'ensemble de la population visée par notre étude, soit celle des francophones qui habitent dans la partie résidentielle de la Basse-Ville Ouest d'Ottawa. Pour des raisons méthodologiques, les participants de l'étude habitent tous au nord de, et incluant la rue St Patrick (les individus habitant la section du Marché By ne font pas partie de l'échantillon). De plus, nous avons seulement visé les individus qui habitent des maisons et les immeubles qui n'ont que quelques étages, dont il était possible de sonner la clochette ou cogner à la porte. Pour alimenter nos connaissances de la Basse-Ville Ouest et de ses habitants, nous avons également agi en tant qu'observateur informel et avons fait la recension des sources primaires et secondaires sur le quartier.

1.4 Le contenu de l'étude

Cette thèse comprend six chapitres. Le chapitre 2 établit le contexte dans lequel se situe notre étude : le quartier de la Basse-Ville Ouest et la gentrification qui l'a touché. Nous présentons le contexte historique de l'époque, suivi par la description du paysage physique, puis nous caractérisons la population du quartier de 1961 à 2011. Dans le chapitre 3, nous abordons les concepts clés de l'étude. Dans un premier temps, nous revoyons la littérature qui porte sur les thèmes abordés de cette étude : la gentrification et ses répercussions, les fondements de la communauté, le sentiment d'appartenance selon la géographie et le sentiment d'appartenance en lien avec la gentrification. Dans un deuxième temps, nous présentons notre cadre conceptuel, soit la façon dont nous définissons les concepts clés ainsi que notre vision de la façon dont une communauté se maintient à l'intérieur d'un quartier gentrifié. Dans un troisième et dernier temps, nous formulons les questions de recherche qui sont au cœur de cette thèse. Le chapitre 4 se penche sur la méthodologie de notre étude, à partir de la collecte de l'information et des modalités d'analyse jusqu'au profil des participants. Dans le chapitre 5, nous présentons les résultats de notre enquête auprès des résidents. Ce chapitre est divisé en quatre sections : les relations entre habitants, les assises matérielles de la communauté, l'engagement communautaire et un mot de conclusion sur ce que l'enquête révèle au sujet de la communauté formée par les habitants francophones de la Basse-Ville Ouest. Pour le chapitre 6, nous nous sommes inspirée des travaux portant sur l'histoire pas si lointaine de la Basse-Ville et de nos résultats pour discuter de la communauté retrouvée dans le quartier à l'heure actuelle. Enfin, nous concluons la thèse par un retour sur les concepts et résultats importants de l'étude ainsi que les limites et la portée de notre recherche.

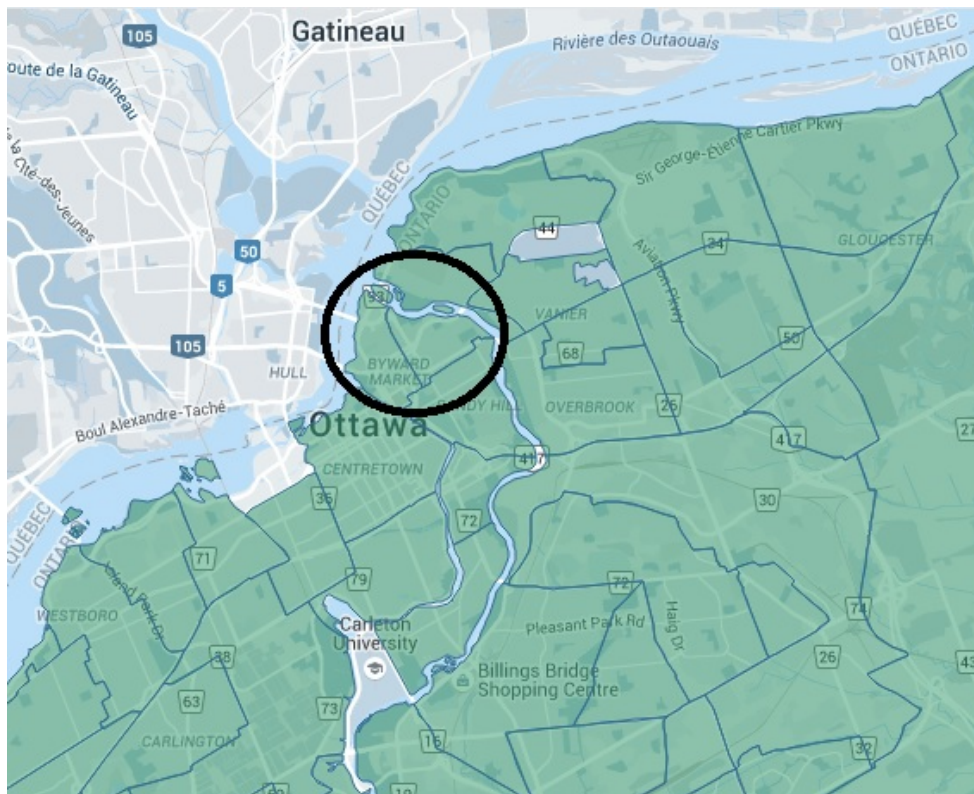
2. LE CONTEXTE

« When Ottawa became the national capital, Lower Town continued to develop in its own way, almost independently of the government town. Civil servants chose to live in Centretown or Sandy Hill, and the working people remained here. The civil servants' avoidance of the area lasted until the present decade, when the new Lester B. Pearson Building brought members of the foreign service into the area. Recent years have also seen many other changes. The improvement of Sussex Drive and the building of the MacDonald-Cartier Bridge eradicated the northern edge of Lower Town, and the new Lower Town East redevelopment project did much the same to the area east of King Edward Avenue. The heart of Lower Town has remained physically intact, but has seen a massive 'gentrification' as professionals and civil servants found the historic area attractive and moved into the neighbourhood they once shunned. The new face of Lower Town is particularly visible in the By Ward Market area, where the preponderance of kitchenware shops, chic restaurants, and wine bars tell the story. The 'natives' of Lower Town, great-grandchildren of the nineteenth century pioneers, mostly lower income and French-speaking, still form the majority, but one can only wonder for how long. » (Kalman et Roaf, 1983, p.26-27)

Située au cœur de la ville d'Ottawa, la Basse-Ville est délimitée par la rue Rideau au sud, la rivière des Outaouais et la promenade Sussex au nord-ouest et la rivière Rideau au nord-est. On distingue souvent la Basse-Ville Est de la Basse-Ville Ouest (Figure 2.1). C'est l'avenue King Edward qui agit comme barrière entre les deux parties du quartier. Ce quartier parmi les plus anciens et les plus francophones de la ville d'Ottawa a vu plusieurs changements se produire sur son territoire. Dans le cadre de cette étude, seule la portion Ouest du quartier dont la transformation se rapporte davantage à la gentrification fera l'objet de l'analyse. Plusieurs sources ont été consultées, pour dresser le portrait de cette transformation, parmi lesquelles les travaux de Peter J. M. Franklin (1972), Lucien Brault (1981) et Tim Colfe (1988). L'analyse des cartes de zonage, des cartes d'utilisation du sol, des photographies aériennes ainsi que des études et plans de développement préparés par la firme Murray et Murray et le département de planification de la ville d'Ottawa a permis de mesurer l'ampleur des changements dans le paysage. Les données brutes du recensement canadien, compilées à l'échelle des *secteurs de recensements* de la Basse-

Ville Ouest ainsi qu'à l'échelle de la ville d'Ottawa de 1961 à 2011¹ (par tranche de dix ans, sauf entre 2001 et 2011, où nous avons inclus les données du recensement de 2006) démontrent les changements au niveau de la population et du logement.

Figure 2.1
Carte situant la Basse-Ville à l'intérieur de la ville d'Ottawa



Source : Ottawa Neighbourhood Study, 2015

2.1 Un temps propice aux transformations

Pour mieux comprendre les transformations qui se sont opérées à l'échelle du quartier étudié, un retour sur les enjeux plus larges du développement d'Ottawa est utile.

¹ Une analyse des données du recensement canadien, compilées à l'échelle des secteurs de recensement de la Basse-Ville Ouest ainsi qu'à l'échelle de la ville d'Ottawa (subdivision de recensement) de 1961 à 2011, par tranche de dix ans, a été menée. Bien que les données du recensement de 2011 soient incluses dans l'analyse, il est à mentionner que les données ne sont pas exactement comparables aux années précédentes puisque le format du recensement a changé. C'est pour cette raison que nous avons aussi considéré le recensement de 2006. Les secteurs de recensements considérés sont les secteurs 16 et 19 pour 1961, renommés 54 et 55 pour les recensements suivants. De plus, ces secteurs ne recoupent pas parfaitement le quartier de la Basse-Ville. Les chiffres utilisés démontrent alors un portrait approximatif de la Basse-Ville Ouest. L'annexe 4 présente les cartes de la région d'analyse d'après les secteurs de recensement.

Comme capitale nationale, Ottawa se distingue dès lors des autres villes canadiennes. Plusieurs acteurs interviennent en relation avec son développement. Au palier fédéral, le gouvernement fédéral et plus particulièrement la Commission de la capitale nationale (CCN) travaillent pour faire d'Ottawa « a handsome and efficient National Capital » (Ottawa Planning Branch, 1967, p.iii). Cette société d'État du gouvernement fédéral est établie le 6 février 1959 par une nouvelle loi fédérale, la *Loi sur la capitale nationale*, qui complète sa transition de la Commission du district fédéral². La CCN est mandatée pour l'aménagement, la préservation et l'amélioration de la région de la capitale nationale (Commission de la capitale nationale, n.d.). Puisque son pouvoir ne s'étend que sur les terrains qu'elle possède, la CCN a progressivement acquis plusieurs terrains dans la région, par achat ou par expropriation. Le rythme de ces acquisitions a augmenté après la Deuxième Guerre mondiale pour mettre en œuvre les recommandations du plan Gréber. Ce plan, déposé par l'architecte-urbaniste français Jacques Gréber en 1950, visait l'amélioration et l'embellissement de la région de la capitale nationale. Il comprenait un ensemble de recommandations sur les espaces verts, les voies de transport automobile et le réseau ferroviaire. Il a été adopté, bien qu'en principe seulement, par la Ville d'Ottawa. La mise en œuvre du plan a accéléré le passage de la ville en déclin industriel à une capitale moderne (Gordon, 2001). Les besoins d'espace de bureaux, de logements pour les employés du service public et de services ont également aidé à faire émerger une volonté de changement, parmi les acteurs locaux. Sans oublier la célébration du centième anniversaire de la Confédération en 1967, événement d'importance nationale où les yeux se tourneraient vers la capitale, dont on voulait que le paysage traduise le prestige (Benali et Ramirez, 2012).

² La Commission du district fédéral (CDF) est créée en 1927, remplaçant la Commission d'embellissement d'Ottawa (CEO) qui était en place depuis 1899. Pour de plus amples renseignements sur l'évolution de l'embellissement de la ville, veuillez consulter l'ouvrage de John Taylor (1986), *Ottawa: An Illustrated History*.

Au niveau de la municipalité, les années 1950 ont aussi été marquantes. La Ville se donne une structure de planification efficace avec la fusion du département de planification et développement et du département de *Works*. La rénovation urbaine à Ottawa est officiellement lancée le 18 août 1958, lorsque le conseil municipal postule pour de l'assistance financière de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) (Ottawa Planning Branch, 1967). En plus du relevé aérien du territoire de la ville en 1957, quatre études spécifiquement orientées vers la rénovation urbaine sont effectuées, avec l'appui financier de la CCN et de la SCHL. La première, réalisée en 1958, a comme but d'identifier les logements qui ne satisfont pas aux exigences municipales en matière de salubrité. Elle couvre différentes dimensions du problème, depuis la délinquance juvénile, le bien-être social, les appels aux pompiers et la condition des bâtiments. Le *1959 Urban Renewal Survey* (Ottawa Planning Branch, 1967) est mené l'année suivante. Cette étude s'intéresse aux caractéristiques physiques de différents secteurs de la ville, et plus particulièrement à la condition des logements, à la qualité des installations des ménages ainsi qu'au type et à l'intensité de l'utilisation de la propriété et du bâtiment. Le *1962 Urban Renewal Study* (Ottawa Planning Branch, 1967) mesure les changements qui se sont produits depuis 1959 – développement et redéveloppement se produisaient à une vitesse surprenante – dans les zones étudiées. L'enquête ne s'est penchée que sur l'extérieur des édifices, assumant, selon la confirmation de cette hypothèse sur un échantillon, que les changements à l'extérieur de l'édifice reflèteraient bien les changements à l'intérieur. Elle a aussi enregistré la démolition et la construction des édifices. Une dernière enquête, menée en 1963, s'intéresse à la population des secteurs visés par la rénovation : caractéristiques socio-économiques, attitudes et aspirations envers la maison et le quartier, etc. (Ottawa Planning Branch, 1967). Ces enquêtes ont permis de

classer les quartiers selon leur besoin respectif de rénovations; la Basse-Ville Ouest s'est classée en septième position.

Selon la Ville d'Ottawa (Ottawa Planning Branch, 1967), trois stratégies pouvaient être retenues en matière de rénovation urbaine : le redéveloppement, la réhabilitation et la conservation. Ces stratégies pouvaient être utilisées seules ou en combinaison de deux ou des trois. Le *redéveloppement* se caractérise comme étant la stratégie la plus radicale, dispendieuse, perturbatrice et productive des trois. Elle se définit par l'expropriation et la destruction des logements³. La *réhabilitation* fait en sorte de réparer et de renouveler les édifices. Ceci évite alors le délogement direct des habitants. Il en vient souvent au propriétaire de faire cette réhabilitation à l'extérieur et l'intérieur de sa maison. Afin que cette stratégie soit réussie, les autorités publiques doivent toutefois démontrer son importance et fournir du soutien aux propriétaires. La réhabilitation concerne autant les logements individuels que le quartier comme tel, avec l'ajout ou le renouvellement des parcs, par exemple. Elle exige que les initiatives qui sont prises soient cohérentes avec le plan officiel adopté pour le quartier (Ottawa Planning Branch, 1967). La *conservation*, quant à elle, est la stratégie la plus sensible, subtile, moins dispendieuse et qui crée le moins de dérangement social. Cette stratégie est utilisée dans les zones qui se conforment déjà au plan officiel, mais qui ont besoin de protection et parfois de certaines améliorations pour maintenir leurs qualités et garder leurs valeurs. Autrement dit, elle protège les bâtiments en bonne condition. Afin que cette stratégie soit efficace et respectée, le développement intelligent et contrôlé doit se faire à travers des règlements de zonage (Ottawa Planning Branch, 1967). Tel que nous allons le voir dans ce chapitre, la Basse-Ville Ouest a été l'objet de réhabilitation et de conservation par l'entremise d'un programme du gouvernement fédéral d'amélioration de quartier.

³ La Basse-Ville Est a été l'objet de ce type de rénovation urbaine au courant des années 1960 et 1970.

2.2 Le paysage physique

L'emplacement du quartier sur le bord de la rivière des Outaouais et le prestige de la promenade Sussex ont attiré l'attention du gouvernement fédéral. Dès les années 1960, la CCN acquiert de nombreuses propriétés situées du côté est de la rue Sussex et des édifices anciens dans les rues adjacentes ainsi que dans le Marché By, dans le but de créer un quartier historique et mettre en valeur l'époque de la Confédération. Les façades des maisons acquises furent alors restaurées et leur aménagement intérieur fut modifié pour répondre aux normes de confort et de sécurité. C'est en 1967 que la rue Sussex est renommée « promenade » Sussex. Cette route qui relie la Colline du Parlement et la résidence du gouverneur général est aussi connue comme le « mille historique ». Lors du centième anniversaire de la Confédération, elle était redevenue une

Figure 2.2
Photographies aériennes de la Basse-Ville Ouest en 1960 (gauche) et 2011 (droite)

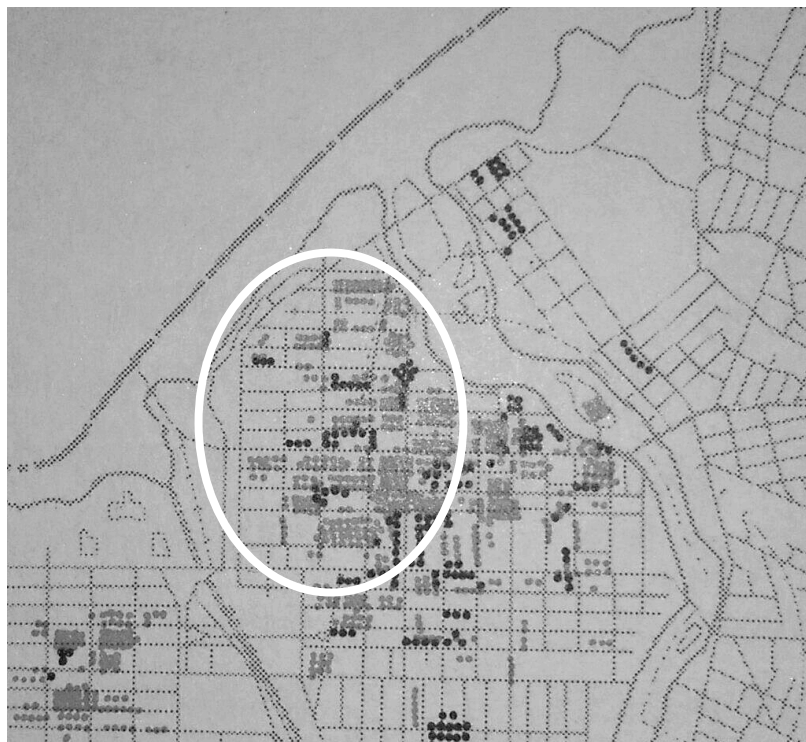


Sources : Energy, Mines and Resources Canada, 1960 et Ville d'Ottawa, 2014

rue importante non seulement pour le commerce, mais aussi pour les cérémonies officielles (Brault, 1981). Les commerces haut de gamme, la Monnaie royale canadienne, le Musée des beaux-arts du Canada et l'ambassade des États-Unis ne sont que quelques exemples qui démontrent le prestige de la promenade Sussex encore aujourd'hui.

Le début des années 1960 a marqué l'expropriation des familles situées au nord du quartier. Les quatre rues situées au nord de la rue Boteler, soit McTaggart, Redpath, Baird et Earnscliffe, furent expropriées et détruites (voir la Figure 2.2). Le déplacement des voies ferrées hors du centre-ville, tel que proposé dans le plan Gréber, a aussi changé le paysage du quartier : la voie ferrée qui aboutissait parallèlement à la rue McTaggart fut enlevée et avec elle, la première gare de chemin de fer de Bytown, le *Ottawa-Prescott Railway Station*. Tout cela pour permettre l'accès au nouveau pont Macdonald-Cartier, construit entre 1963 et 1965, et la

Figure 2.3
Logements démolis et rénovés entre 1953 et 1963
Légende : cercle gris - logements démolis ; cercle noir - logements rénovés



Source : Ottawa Planning Branch, 1967, p.59

construction de l'édifice *Lester B. Pearson*, construit entre 1968 et 1973. La partie nord du quartier est alors sujette à une stratégie de redéveloppement, passant d'une zone résidentielle à une zone polyvalente générale. Ces actions ont constitué l'atteinte la plus drastique au quartier durant la période d'étude, de par le nombre élevé de logements démolis. Déjà avant cette période, un grand nombre de logements auraient été démolis et rénovés (Figure 2.3).

Le renouvellement du reste du quartier se fera de façon moins brutale grâce à des stratégies de réhabilitation et de conservation menées par les résidents, mais aussi par l'investissement public et immobilier. Cette réhabilitation a été possible, en partie, par la désignation de la Basse-Ville Ouest⁴ comme le premier secteur de la ville qui recevrait l'aide du Programme d'amélioration de quartier (PAQ)⁵ pour la période 1975-1976. Le Conseil de la Ville d'Ottawa a donné son approbation au projet le 18 août 1975, alors que celui des gouvernements fédéral et provincial a été obtenu le 29 octobre 1975. Le Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL) (Community Development Committee, 1976) a aussi eu un rôle important. Selon les informations tirées de l'étude de Tim Colfe (1988), les objectifs principaux du PAQ étaient de conserver et d'améliorer les quartiers plus vieux ainsi que d'encourager le développement de l'environnement communautaire de qualité supérieure. Le PAQ fournissait les fonds et l'expertise de planification aux quartiers urbains qui avaient les six caractéristiques suivantes : (1) la région est majoritairement résidentielle, (2) une proportion importante des logements est en besoin de réhabilitation, (3) d'autres éléments du paysage physique ont besoin de réhabilitation, (4) la région est habitée par des personnes ayant un revenu bas ou moyen, (5) il

⁴ La région désignée sous le PAQ était délimitée par la rue Boteler au nord, l'avenue King Edward à l'est, la rue St Patrick au sud et la promenade Sussex à l'ouest.

⁵ Le Programme d'amélioration de quartier (PAQ) a été créé par des amendements à la Loi nationale sur l'habitation au mois de juin 1973, au milieu des plaintes sur la nature de la rénovation urbaine, jugée excessive, insensible et dispendieuse. Le PAQ avait un mandat d'opération de quatre ans : de 1974 à 1977.

y a un manque dans les installations du quartier et (6) la région montre des signes de stabilité quant à l'utilisation du sol. Le programme voulait encourager la confiance et la fierté communautaire à travers des stratégies de planification de quartier. Celui qui vise la Basse-Ville Ouest a été développé autour des thèmes de la promotion et du développement de l'environnement familial et du maintien et de l'amélioration du caractère historique du quartier. Il a bénéficié d'un budget de 1,3 million de dollars. Les projets qui feraient partie du plan d'action du PAQ furent décidés à partir d'un questionnaire envoyé à chaque foyer de la Basse-Ville Ouest. Les citoyens étaient invités à rêver et à partager comment ils aimeraient voir leur communauté se faire développer. Un comité de citoyens composé de résidents de la Basse-Ville Ouest et de planificateurs a été formé pour encadrer le processus. Ce furent toutefois ces derniers qui ont imposé les procédures, dont la décision d'engager la firme Murray & Murray pour le processus de planification sans avoir à priori consulté les citoyens du comité (Colfe, 1988).

Le Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL) a également été conçu par des amendements à la Loi nationale sur l'habitation en juin 1973, en même temps que le PAQ. Le PAREL était un programme disponible aux propriétaires (de maisons ou d'appartements) des zones désignées sous le PAQ qui ne pourraient entreprendre la rénovation de leur logement sans aide. Le PAREL donnait accès à un prêt, parfois en partie ou complètement « pardonnable » (Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1979).

Alors que les résidents de la Basse-Ville Ouest voulaient promouvoir la réhabilitation des logements à travers le financement du PAREL, les objectifs nationaux tentaient plutôt de promouvoir d'autres types de réhabilitations afin de rendre le quartier délimité par le « mille historique » et le Marché By plus chic. C'est ainsi qu'on a procédé à des changements dans les critères d'admissibilité au PAREL en 1976, en abolissant notamment le seuil de revenu maximal

exigé pour recevoir une subvention – il était originellement fixé à 11 000 \$. Entre le 8 décembre 1977 et le 29 octobre 1985, 121 subventions PAREL ont été traitées, dont cinquante sont allées à des propriétaires de logements locatifs (Colfe, 1988). Puisque la confidentialité des données rend impossible d'évaluer avec certitude le pourcentage des logements qui ont été améliorés à travers le PAREL, il est tout de même raisonnable d'assumer que ce programme, en combinaison avec le PAQ, a amélioré la condition physique du quartier. L'examen de la condition des logements démontre qu'il y a eu une augmentation de 53 % entre 1974 et 1981 des logements classés⁶ sous « bonne condition », passant de 43 % à 96,6 %, respectivement⁷.

2.2.1 Le mariage de l'ancien et du nouveau

Les habitants voulaient également préserver le caractère historique du quartier. Ce désir et besoin de protection, conservation et restauration du quartier était, et est encore d'une importance unique par le fait que le quartier est le site original de ByTown. De nouveaux règlements de zonage furent adoptés, pour préserver les résidences historiques. Autrement dit, seulement les développements « infill » qui avaient une hauteur maximale de trente-cinq pieds étaient permis dans les zones résidentielles. De tels changements aux règlements de zonage, permettant les déclarations de zones patrimoniales, dans la Basse-Ville Ouest, ont été les premiers à se faire en Ontario. Les nouvelles règles ont été conçues par George Bédard, conseiller municipal pour Bay-Rideau, selon une promesse électorale de 1974, qui a veillé à leur application (Colfe, 1988). Le Règlement 43-76 a institué la désignation de zonage « résidentiel patrimonial » (HR) à travers une grande partie de la Basse-Ville Ouest en février 1976. Ce

⁶ Le classement se fait sur une échelle à trois niveaux : (1) « bon état » : le logement demande que de petites réparations, (2) « état passable » : logement exige une restauration et (3) « mauvais état » : le logement est irréparable (Murray & Murray, 1974).

⁷ Selon le rapport de Murray & Murray des conditions existantes de la Basse-Ville Ouest en 1974 et le recensement canadien de 1981, respectivement, pour le secteur de recensement 55.

règlement limite le développement de logements à plus haute densité à la périphérie du quartier. D'après Colfe (1988), son adoption a beaucoup aidé les habitants à garder confiance dans le maintien de leur communauté et il a accéléré les améliorations des maisons individuelles (Colfe, 1988). Cependant, ce n'est qu'en août 1994 que la Basse-Ville Ouest a été reconnue comme zone de conservation patrimoniale par la Ville d'Ottawa⁸ (Parc Canada, n.d. a). La désignation porte plus particulièrement sur les édifices catholiques, dont elle reconnaît l'importance patrimoniale. Elle s'applique aux bâtiments individuels, ainsi qu'à l'ensemble du district de conservation patrimoniale de la Basse-Ville Ouest. La basilique Notre Dame a été l'objet d'une rénovation importante au tournant de l'année 2000; l'Académie De-La-Salle, ancienne école privée et troisième plus vieille construction à Ottawa (après le musée Bytown et le Rideau Hall), a été acquise en 1973 par le gouvernement fédéral pour le rénover et le transformer en bureaux (Brault, 1981); l'hôpital général Elisabeth Bruyère est devenu un centre de soins palliatifs; et l'école Guigues est devenue un édifice à condominium (Local Architectural Conservation Advisory Committee, 2000).

Quant au Marché By, c'est en 1991 qu'il a été caractérisé comme zone de conservation patrimoniale par la Ville⁹, alors délimitée par la rue Clarence au nord, la rue Dalhousie à l'est, la rue George au sud et la promenade Sussex à l'ouest (Parc Canada, n.d. b). Cette zone se caractérise par des édifices bas en hauteur, typiques de ses origines du XIX^e siècle. On retrouve à l'intérieur du secteur plusieurs édifices désignés comme sites du patrimoine par la Ville d'Ottawa, dont la maison Thomas Brûlé construite circa 1842 (288-290 rue St Patrick) et l'Institut canadien français d'Ottawa construit en 1876 (18-20 rue York) (Local Architectural Conservation Advisory Committee, 2000).

⁸ Reconnue sous la partie V de l'acte de conservation de l'Ontario par la Ville d'Ottawa (Règlement 192-94).

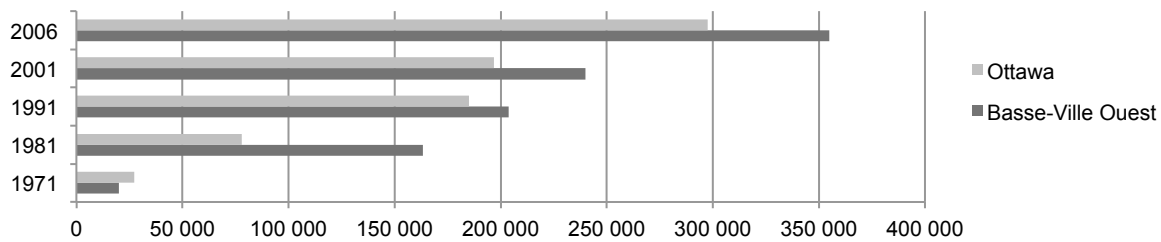
⁹ Reconnue sous la partie V de l'acte de conservation de l'Ontario par la Ville d'Ottawa (Règlement 60-91).

2.2.2 *Densification*

L'utilisation du sol a peu changé à la Basse-Ville Ouest des années 1960 jusqu'à aujourd'hui. Deux remarques sont cependant nécessaires, à cet égard. La première est qu'un type d'utilisation du sol a disparu du quartier : l'utilisation industrielle. Jusqu'aux années 1970, on pouvait retrouver à la Basse-Ville Ouest de petites industries çà et là, entre les logements et les commerces. La plus grande industrie du quartier, le *Florence Paper Company*, qui était située dans le périmètre délimité par la promenade Sussex et les rues Boteler et Dalhousie, n'était plus compatible avec l'utilisation résidentielle du quartier dès les années 1960. La Ville suggérait en 1963 que cet îlot fasse l'objet d'un redéveloppement pour accueillir des logements (Planning Branch, 1963). Nous y retrouvons plutôt aujourd'hui des ambassades.

La deuxième remarque concerne le zonage, qui est mieux défini après les années 1970. Le zonage du quartier reste majoritairement résidentiel, comme il l'était en 1974, lors d'une évaluation des conditions existantes effectuée par la firme d'urbanistes-architectes Murray et Murray, quoiqu'aux abords de la rivière des Outaouais, on permette l'utilisation gouvernementale, les loisirs et des immeubles résidentiels en hauteur. L'aire du marché By, était et reste, pour sa part, classée comme zone d'utilisations polyvalentes générales et zone de parcs et d'espaces verts ainsi que comme site de patrimoine. L'aire intérieure du quartier est majoritairement classée comme zone résidentielle, maintenant à densité plus élevée, et, comme nous l'avons vu, zone de patrimoine (Ville d'Ottawa, 2014 a). Les parcs, dans cette aire, ont soit connu leur création ou un important renouvellement au fil des années. Le parc Cathcart, par exemple, qui était auparavant séparé en deux par la rue Cumberland a été « soudé » ensemble durant les années 1980, déplaçant alors la rue Cumberland de quelques mètres vers l'est. Le parc

Figure 2.4
Valeur médiane des logements à Ottawa et la Basse-Ville Ouest de 1971 à 2006



À noter : il n'y a pas de données disponibles pour le secteur de recensement 54 dans le recensement de 2001 (seul le secteur 55 est inclus).

Source : Statistique Canada

Bingham, lui, a également connu une revitalisation au cours des années 1980 (à travers le PAQ) et encore en 2013-2014.

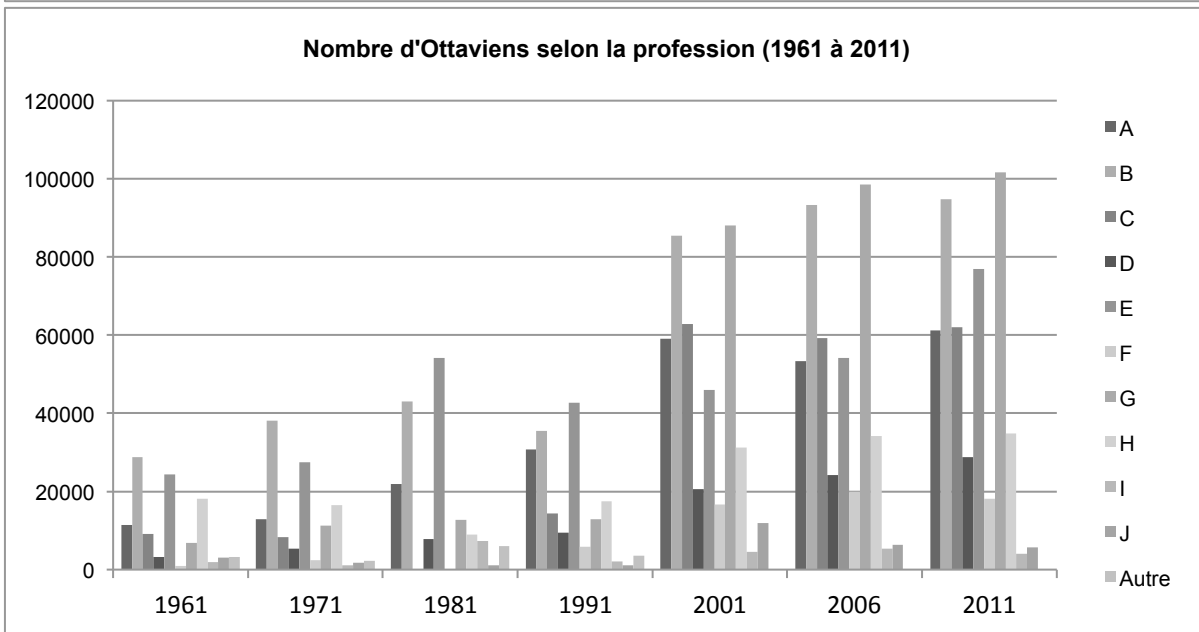
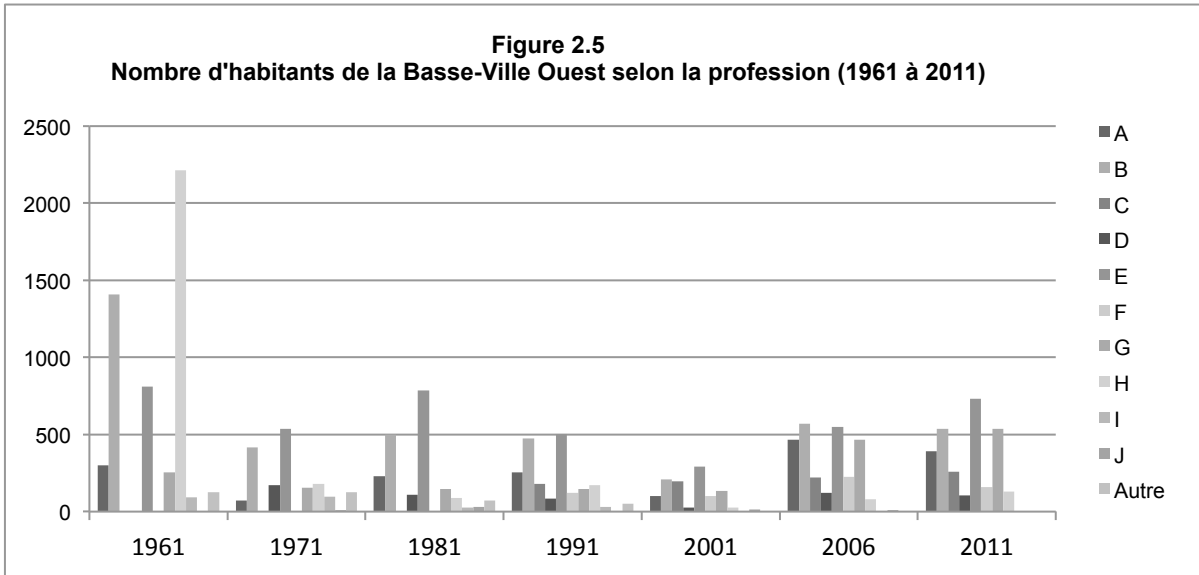
Le quartier n'en a pas moins un visage différent aujourd'hui que dans les années 1960. Il est nettement plus dense, et ses logements ont vu leur valeur de beaucoup rehaussée. Alors qu'en 1961, les appartements comptent pour 57,6 % des logements de la Basse-Ville, leur proportion a atteint 89,8 % en 2011 (les logements simples détachés représentent 1,8 % du stock du logement et les logements simples attachés en représentent 8,4 %). Cette haute proportion de logements multifamiliaux peut être attribuée au fait que plusieurs logements qui auparavant accueillait une seule famille ont été transformés pour accueillir plusieurs familles ou individus, ainsi qu'au fait que plusieurs petits immeubles résidentiels ont été construits après 1962 (Ottawa Planning Branch, 1967). C'est à partir de 1981 que la valeur médiane du logement de la Basse-Ville dépasse celle de l'ensemble de la ville (Figure 2.4). Si l'écart s'est résorbé en 1991, il ne cesse de croître depuis, avec l'ajout de logements haut de gamme, dont les prix dépassent largement la moyenne à l'échelle de la ville. En 2006, un logement à la Basse-Ville a une valeur médiane de 354 794 \$, alors qu'à l'échelle de la ville, sa valeur médiane est de 297 718 \$.

2.3 Caractéristiques de la population

Bien que la population totale de la Basse-Ville Ouest ait chuté drastiquement entre 1961 et 1971 (de 8531 à 2455, respectivement), elle est depuis en croissance, passant de 2455 en 1971 à 4835 en 2011. Cette croissance de la population s'est accompagnée de modifications majeures de ses caractéristiques culturelles et socio-économiques. Originellement, le quartier était à prédominance francophone (voir Annexe 5 pour un tableau complet des données sur la langue au fil des années de l'analyse). En 1961, 85,9 % de la population était de langue maternelle française et 92,8 % connaissait le français. Les francophones sont beaucoup moins nombreux dans le quartier en 2011 : seulement 21,4 % d'entre eux ont le français comme langue maternelle alors que 39,1 % des habitants connaissent le français; des pourcentages qui sont plus ou moins comparables à ceux de la ville dans son ensemble (Statistique Canada, 1961, 1971, 2011).

La structure professionnelle des habitants de la Basse-Ville illustre les changements qui se sont opérés. À partir des années 1980, le nombre d'habitants de la Basse-Ville Ouest occupant les professions de fabrication, de montage et de réparation de produits finis a beaucoup diminué alors que celui des habitants occupant une profession de direction et d'administration a augmenté en pourcentage (Figure 2.5). En général, les professions attirant les plus hauts taux de travailleurs de la Basse-Ville Ouest sont l'éducation et les arts, le travail administratif ainsi que les professions de direction et d'administration. Aujourd'hui, ces professions représentent bien la tendance à l'échelle de la ville alors qu'elles étaient très différentes il y a à peine quarante ans.

La montée des professions « cols blancs » reflète le niveau de scolarité des habitants du quartier (Figure 2.6). En 1961, seulement 3 % de la population âgée de 15 ans et plus de la Basse-Ville Ouest ainsi qu'à l'échelle de la ville avait une scolarité postsecondaire. En 1981, ce taux avait augmenté à 15,1 % dans le quartier, alors que celui-ci s'élevait à 33,5 % à l'échelle de



Légende

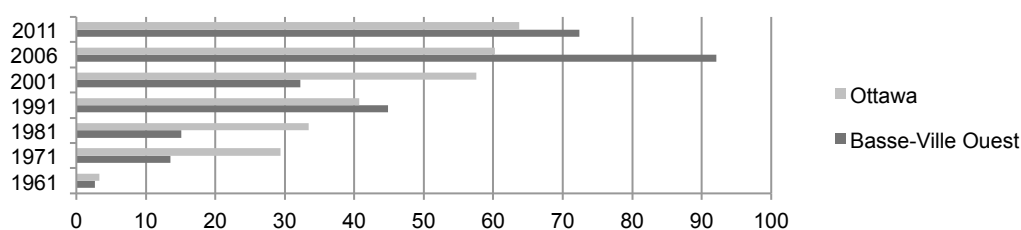
- A – Direction, administration et professions connexes
- B – Travail administratif et secteurs connexes
- C – Sciences naturelles, génie et mathématiques
- D – Médecine et santé
- E – Sciences sociales, religion, éducation et gouvernementaux
- F – Arts plastiques, décoratifs, littéraires, d’interprétations et connexes
- G – Commerce
- H – Fabrication, montage et réparation de produits finis
- I – Industrie primaire
- J – Transformation, fabrication et services d’utilité publique

À noter : il n’y a pas de données disponibles pour le secteur de recensement 54 dans le recensement de 2001 (seul le secteur 55 est inclus).

Source : Statistique Canada

la ville. En 1991, la situation s'est tout à fait inversée. La proportion de personnes qui ont une scolarité postsecondaire dans la Basse-Ville Ouest a surpassé celle de la ville : elle atteignait maintenant 44,8 % dans le quartier et 40,7 % à l'échelle de la ville. Ce pourcentage ne cesse de croître : en 2011, alors que 63,7 % des Ottavians avaient un certificat, diplôme ou degré postsecondaire, 72,4 % des habitants de la Basse-Ville Ouest avaient ce niveau de scolarité (Statistique Canada, 1961, 1971, 1981, 1991, 2006, 2011). Visiblement, une transformation s'est produite dans le quartier au cours des années 1980, signe d'une nouvelle population.

Figure 2.6
Pourcentage des habitants ayant un diplôme, certificat ou degré postsecondaire à Ottawa et à la Basse-Ville Ouest (1961 à 2011)



À noter : il n'y a pas de données disponibles pour le secteur de recensement 54 dans le recensement de 2001 (seul le secteur 55 est inclus).

Source : Statistique Canada

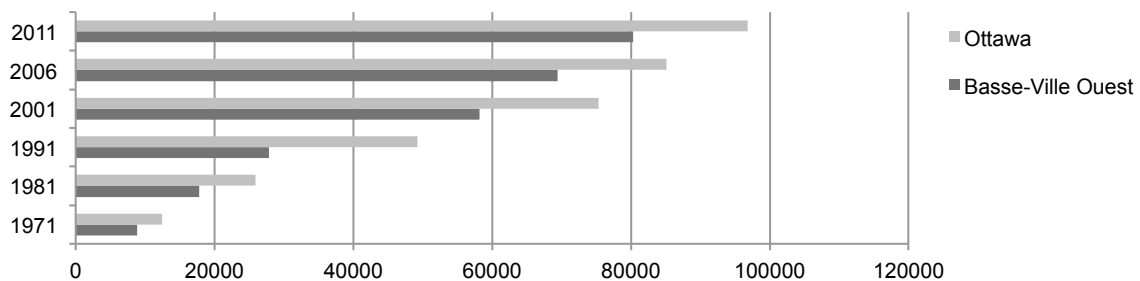
Avant que s'amorce la gentrification, le revenu moyen¹⁰ des ménages de la Basse-Ville Ouest était beaucoup moins élevé que celui de la ville dans son ensemble (Figure 2.7). En 1971¹¹, alors qu'un ménage ottavien typique gagne 12 412 \$, le ménage de la Basse-Ville Ouest gagne seulement 8 820 \$. Cette tendance se maintient encore en 2011 : le revenu moyen du ménage ottavien est de 96 815 \$ alors que celui de l'habitant de la Basse-Ville Ouest est de 80 321 \$. On peut s'en surprendre, la valeur des logements ayant beaucoup augmenté. Il faut

¹⁰ Les données du revenu moyen ont dû être utilisées au lieu des données du revenu médian (qui est une meilleure statistique descriptive pour décrire le centre puisqu'elle n'est pas influencée par les valeurs aberrantes) étant donné que cette donnée n'a pas été calculée avant le recensement 1981. Puisque la gentrification a déjà été amorcée par cette année, nous voulions montrer le portrait monétaire avant le déclenchement de ce processus.

¹¹ Les données pour le revenu moyen en 1961 n'ont pas été recueillies lors de ce recensement.

cependant tenir compte du fait que le quartier accueille plusieurs étudiants (qui n'ont qu'un salaire étudiant ou minimum) ou de jeunes professionnels qui n'ont pas encore monté dans l'échelle salariale. Le revenu de ces populations affecterait les moyennes. Aussi, le loyer des logements loués, qui se trouve être le type de logement majoritaire dans le quartier, reste abordable pour les habitants ayant un revenu modeste, permettant alors à ces personnes de pouvoir habiter à la Basse-Ville.

Figure 2.7
Revenu moyen des ménages d'Ottawa et de la Basse-Ville Ouest (1971 à 2011)



À noter : il n'y a pas de données disponibles pour le secteur de recensement 54 dans le recensement de 2001 (seul le secteur 55 est inclus).

Source : Statistique Canada

Finalement, ces changements pointent tous vers la direction d'un quartier qui a non seulement changé au fil des années, mais qui s'est également gentrifié. Bien que la gentrification se soit produite au gré d'un processus qui diffère un peu des étapes traditionnelles mises de l'avant par Timothy Pattison en 1977 (et reprises par d'autres auteurs tels que Phillip L. Clay en 1979), elle répond aux critères de ce qu'est la gentrification mis de l'avant par Davidson et Lees (2005) et que nous avons repris dans notre propre définition de la gentrification.

3. CHAMP THÉORIQUE

Le but de ce chapitre est d'aborder les concepts qui guident notre recherche. La première partie porte sur la revue de la littérature. Afin de bien comprendre ce qui est venu modifier le caractère de la Basse-Ville Ouest, nous discutons premièrement des travaux sur la gentrification et ses effets. Ce qui nous intéresse particulièrement à l'égard de ce quartier gentrifié est la communauté qu'on y retrouve. Plusieurs auteurs ont mis de l'avant divers types de communauté et ce en quoi elles consistent; nous allons explorer ceux-ci et discuter des fondements de la communauté. Une des composantes principales de la communauté est le sentiment d'appartenance. Nous allons aborder ce sentiment selon une perspective géographique. Étant donné que le sentiment d'appartenance comme tel est rarement discuté dans la littérature sur la gentrification, nous allons faire un survol des quelques études et recherches sur la gentrification qui étudient le sentiment d'appartenance. Cette recension de la littérature nous a guidée dans l'élaboration de la deuxième partie de ce chapitre : notre cadre conceptuel. Nous allons présenter la façon dont nous définissons les concepts clés de notre étude et illustrer notre vision des processus à l'œuvre dans le maintien de la communauté de la Basse-Ville Ouest d'Ottawa. Nous terminons le chapitre avec nos questions de recherche.

3.1 Revue de la littérature

3.1.1 La gentrification et ses répercussions

Le terme gentrification fut utilisé pour la première fois en 1964 par la sociologue Ruth Glass pour décrire un phénomène urbain apparemment nouveau qui se déroulait à Londres : la classe moyenne déménageait dans des quartiers habités par la classe ouvrière. Cette dernière dut majoritairement quitter le quartier en raison de ne plus pouvoir se permettre d'y vivre (Glass,

1964). Mais ce n'est que depuis les années 1980 que la gentrification a commencé à faire véritablement l'objet de recherches géographiques au Canada comme ailleurs (Ley, 1985; Rose, 1984; Smith, 1979). La gentrification a été depuis au centre de plusieurs débats. Il n'y a cependant toujours pas de consensus sur sa définition. Dans les premiers travaux, on y référerait simplement comme la réhabilitation de logements détériorés et à faible revenu par une nouvelle classe moyenne qui s'établissait dans les villes centrales. Puis, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, une conceptualisation plus large est apparue, liant la gentrification avec d'autres processus de restructuration spatiale, économique et sociale (Lees, Slater et Wyly, 2008). Dans les années 2000, on la présente de plus en plus comme un processus urbain où la classe moyenne s'installe sur des propriétés rénovées ou revitalisées à l'intérieur de quartiers centraux plus anciens (Gregory et cie, 2009). Selon Smith (2002), la gentrification est présente en Amérique du Nord, Amérique du Sud, en Europe, dans les Caraïbes, en Afrique du Sud, en Asie et même sur l'île de Tenerife. Le processus ne se limiterait plus seulement aux milieux urbains, aux zones résidentielles et à la réhabilitation. Tel que l'indique Clark (2005), la gentrification se produit également, par exemple, dans des villages de pêche en Scandinavie et dans divers autres types de régions rurales.

Davidson et Lees (2005, p.1170) soutiennent que les caractéristiques principales de la gentrification contemporaine ne devraient pas être rattachées à un paysage ou à un contexte particulier et qu'il faut tenir compte des différentes formes de gentrification (rurales, des banlieues, etc.). Ils insistent sur quatre éléments : le réinvestissement du capital; la revalorisation sociale du local par de nouveaux groupes à revenus élevés; le changement du paysage; et le déplacement direct ou indirect de groupes à revenus plus faibles.

Récemment, le *New-Build gentrification* a suscité plusieurs débats à savoir s'il s'agit bel et bien d'une forme de gentrification ou plutôt d'une simple réurbanisation et d'une résidentialisation (Davidson et Lees, 2005, 2009; Lambert et Boddy, 2002). Le *New-Build gentrification* se caractérise par la construction de nouveaux édifices de luxe d'appartements ou de condominiums, où la gentrification est menée par les développeurs. Puisque ces édifices sont habituellement construits sur des friches ou des terrains abandonnés, elle n'implique pas de déplacement direct des habitants. Selon Lambert et Boddy (2002), ce nouveau processus ne tombe pas sous la catégorie de la gentrification puisqu'il s'agit d'un processus différent de celui décrit par les premiers utilisateurs du concept. Cependant, tel que l'indiquent Davidson et Lees (2005, 2009), la gentrification contemporaine prend différentes formes et engage différents acteurs. Quoi qu'il en soit, il est clair que la gentrification est un processus complexe, voir même chaotique grâce à sa nature qui diffère, non seulement d'une ville à l'autre, mais d'un quartier à l'autre. C'est un processus qui entraîne plusieurs répercussions, négatives comme positives, pour les habitants et les paysages physique, culturel, social et économique. Selon la thèse de la ville émancipatrice, la gentrification est porteuse de conséquences positives. La thèse de la ville revanchiste insiste au contraire sur les conséquences négatives.

Parmi ses aspects positifs, la gentrification diminue le taux d'inoccupation résidentielle grâce à l'arrivée de nouveaux habitants; la valeur des propriétés augmente en raison de la revitalisation du quartier; il y a une nouvelle stabilité dans un quartier qui était auparavant en déclin; diverses forces de développement dans le quartier ou les environs sont encouragées; et l'intérêt d'habiter au centre-ville est renouvelé (Lees et cie., 2008).

La littérature sur la ville émancipatrice insiste sur les gentrificateurs et leurs formes d'agentivité. Bien que Ley (1994, 1996) en parle, c'est le travail de Jon Caulfield (1989, 1994)

qui explore le mieux cette thèse. Il démontre à travers l'étude de cas de Toronto (1994) que la gentrification unit les individus au centre-ville et crée une atmosphère de tolérance, d'interaction sociale et de diversité culturelle, tout en créant des conditions pour des activités sociales à l'intérieur du quartier. Selon lui, les gentrificateurs évitent la banlieue à cause de ses « possibilités étouffées » face aux différents styles de vie (Caulfield, 1994, p.623). Cela dit, cette thèse a été critiquée par plusieurs auteurs (voir par exemple Lees, 2000; Zukin, 1995).

La gentrification est également source de conséquences négatives. Elle a, premièrement, un impact sur les habitants originaux du quartier. Tel que décrit par Benali (2013), ceux-ci sont délogés, déracinés, perdent leur milieu de vie et leurs repères sociaux sont détruits. De plus, les commerçants originaux du quartier font face à une nouvelle clientèle qui ne désire ou n'a pas besoin de leurs produits. Ceci a un effet sur leur chiffre d'affaires (Ley, 1985). Betancur (2002) ajoute que la gentrification est responsable de luttes, de pertes, d'hostilités et de conflits entre les classes sociales. Ce processus n'est pas sans rappeler le colonialisme, alors que les résidents les plus vulnérables font face à un déplacement par les classes plus aisées.

Neil Smith (1996) a mis de l'avant la thèse de la ville revanchiste pour expliquer la condition urbaine dans laquelle se trouvait la ville de New York, suite à sa désintégration des politiques urbaines libérales. S'inspirant du mot français *revanche*, il fait référence à la vengeance de la classe moyenne envers ceux qui ont « volé » la ville. Celle-ci prend sa revanche à travers des politiques urbaines répressives qui visent à chasser définitivement les populations marginales des quartiers centraux (Smith, 1996). De ce fait, celles-ci sont exclues du centre-ville puisque la classe moyenne croit que cet endroit lui appartient de droit. Smith applique cette thèse à la gentrification par le fait que les gentrificateurs sont confrontés à un ensemble de problèmes

(violence, crimes, etc.) à l'intérieur de leur nouveau quartier. Ils réclament de leurs dirigeants des mesures qui vont améliorer la qualité de vie de la classe moyenne.

Cette thèse de la ville revanchiste s'applique particulièrement aux villes américaines, où la gentrification est synonyme de résistance, de controverse et de malaise. Du côté canadien, la thèse de la ville émancipatrice semble mieux refléter la réalité alors que les villes canadiennes projettent une image de liberté, tolérance, diversité, convivialité et d'interaction entre les classes sociales (Slater, 2005). Quoi qu'il en soit, la gentrification est porteuse de répercussions importantes sur les communautés des différents quartiers qu'elle transforme. Non seulement vient-elle changer profondément leur cadre de vie, mais elle remet en question l'unité autour de laquelle elles s'étaient construites.

3.1.2 *Les approches de la communauté*

Bien que ce soient les sociologues qui ont le plus réfléchi sur le concept de la communauté, les géographes n'y sont pas étrangers. Andrew Blowers (1972, cité dans Tremblay, 2000) a été l'un des premiers géographes à jeter les bases théoriques de la communauté en géographie. À travers son étude de communautés rurales et de banlieue en Grande-Bretagne, il propose que la communauté est composée d'au moins trois aspects, soient (1) l'interaction sociale qui prend place à l'intérieur d'une (2) région géographique, de laquelle se développe un (3) sentiment d'identité.

Différentes typologies de la communauté ont été proposées. Davies et Herbert (1993) en distinguent cinq à partir des différentes recherches existant au moment de la publication de leur texte : (1) *Community as an Association* (regroupement de personnes qui participent à un groupe, une institution); (2) *Community-of-Interest Areas* (regroupement autour d'une activité en

commun, une église, par exemple); (3) *Communities as Territorial Units: Whole or Partial* (regroupement de personnes selon une unité territoriale); (4) *Community as Ideal or Utopia* (regroupement de personnes ayant les mêmes valeurs et idéaux) et; (5) *Place Communities in Cities* (regroupement sur la base de quartier). Ils insistent par ailleurs sur cinq éléments descriptifs de la communauté : *Areal Content*, *Behaviour (Interactions)*, *Conceptual Identity (i. Perception & Cognition et ii. Affective)*, *Dynamic Change* et *Externality or Spatial Scale*. Nous allons reprendre ces éléments dans notre cadre conceptuel. De leur côté, Warren et Warren (1977, cités dans Davies et Herbert, 1993) mettent de l'avant six types de communautés, déterminés selon trois caractéristiques : identité (sentiment d'appartenance), interaction (comportement actif) et liens (contacts extérieurs). Ils distinguent ainsi entre les communautés *integral*, *parochial*, *diffuse*, *stepping stone*, *transitory* et *anomic* (voir Davies et Herbert, 1993, p.57).

Ces typologies reconnaissent sensiblement les mêmes caractéristiques de la communauté. Entre autres, on y retrouve l'intégration, la cohésion, l'harmonie, la solidarité, des liens communs, le soutien social et émotionnel, l'identité sociale, des interactions étroites, l'interdépendance, le sentiment d'appartenance et le partage d'un territoire. Plus généralement, trois composantes demeurent : les traits communs des individus, un territoire partagé et le sentiment d'appartenance.

Ce sentiment d'appartenance en est un qui est subjectif. La communauté est ce qu'en font les individus ainsi que la façon dont ils la perçoivent. La communauté offre un foyer d'appartenance à ses membres. Les pratiques qu'exercent les individus aident à cimenter la communauté. Davies et Herbert (1993) font ressortir sept types de pratiques qui forment la communauté. Elles sont la participation aux activités, l'interaction informelle, la coopération

mutuelle, les organisations formelles, la participation politique, le soutien du milieu plus large et le flux économique. Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes intéressée aux cinq premières, qui relèvent davantage des dimensions sociales et culturelles de la ville.

Quant au territoire comme caractéristique de la communauté, celui-ci fait l'objet de débats. Les innovations technologiques (tel qu'Internet et les nouveaux moyens de transport) et la décompartementalisation (la vie sociale n'étant plus structurée par l'Église) ont fait en sorte qu'une communauté peut regrouper des individus de plusieurs régions (Delanty, 2010). À travers une étude de East York à Toronto, Barry Wellman (1979) a cherché à examiner la communauté à travers la perspective des réseaux en étudiant les liens entre lieux et solidarités. Les résultats obtenus ont remis en question le postulat que communauté et quartier soient des synonymes. Ils récuse le fait que ces deux concepts ont longtemps été si entremêlés que lorsqu'une communauté ne correspond pas au quartier, il est assumé qu'elle n'existe pas. Wellman et Leighton (1979) attribuent cette façon de pensée à l'École de Chicago, notamment à Robert E. Park et sa théorie de « natural areas » dans les villes (Cater et Jones, 1989). Wellman a démontré que les interactions sociales s'étendaient à l'extérieur du quartier et même de la ville, transformant alors le quartier en simple lieu de résidence plutôt qu'en un endroit à fonctions diverses (sociales, économiques, etc.). De ce fait, il a établi la distinction entre *personal network communities* et *local place communities*. Andrée Fortin (1988) a illustré que les deux types de communauté peuvent cohabiter sur le même territoire lors de son enquête sur les pratiques sociales dans douze quartiers de Québec. Elle a démontré notamment que les classes inférieures et moyennes ont un réseau territorialisé alors que celui de la classe supérieure est plus déterritorialisé.

3.1.3 Définir le sentiment d'appartenance à partir d'un regard géographique

La communauté n'existerait pas sans le sentiment d'appartenance de ses membres. *Sense of place* et *belonging* sont deux concepts assez voisins lorsqu'il est question d'appartenance. Le premier concept, *sense of place*, réfère aux sentiments subjectifs qu'entretiennent les individus envers certains lieux, qui se construisent à travers leurs expériences quotidiennes. Ce *sense of place* participe à la construction de leur identité (Garneau, 2003; Mendoza et Morén-Alegret, 2013; Moquay, 1997). De plus, Mendoza et Morén-Alegret (2013) le caractérisent par deux dimensions principales : l'identité au lieu (signification émotionnelle et symbolique associée à un lieu particulier) et la dépendance envers le lieu (l'utilité fonctionnelle d'un endroit pour atteindre les objectifs de l'individu). Il combine donc, selon eux, « une perspective interprétative *sur* l'environnement et une réaction à l'environnement » (traduction libre, Mendoza et Morén-Alegret, 2013, p.764).

En ce qui a trait au concept de *belonging*, ce dernier peut être vécu de deux façons, soit de façon positive ou de façon négative. Du côté positif, il fait référence à la sécurité, à l'affinité et au confort. De l'autre côté, il peut être caractérisé par l'exclusion, la non-conformité et la lutte. De ce fait, *belonging* est un terme ambivalent. Il concerne l'identification à un groupe, mais également le fait d'être accepté par ce même groupe (Vasta, 2013). Il fait intervenir un ensemble de règles et de normes établies par des acteurs sociaux qui exercent un pouvoir (Nagel, 2011). Caroline Nagel (2011) aborde le concept de *belonging* dans le contexte particulier de la migration qui se déroule à diverses échelles (internationale, nationale, régionale, etc.). Cette approche nous intéresse particulièrement puisqu'on peut voir les gentrificateurs comme « migrants » d'un quartier à un autre. Elle définit l'appartenance comme

le sentiment de faire partie de quelque chose et d'un lieu, et dont son absence est fortement ressentie. Ce sentiment est structuré à travers des lois, des politiques et

des normes, et inclut une négociation entre les groupes dominants et dominés qui peut mener à une reformulation des termes d'adhésion (traduction libre, Nagel, 2011, p.110).

Nagel ajoute que l'appartenance reste souvent incomplète puisqu'il se peut qu'un individu ait un sentiment d'appartenance que pour certains éléments du lieu et non pour d'autres. Bien qu'elle mette de l'avant quatre dimensions de *belonging*, seulement trois seront retenues dans le cadre de cette recension étant donné qu'ils s'appliquent mieux, selon nous, à l'appartenance dans un quartier gentrifié¹². Ces dimensions sont (1) émotionnelle : l'attachement au lieu et la façon dont l'individu développe un sens d'appartenance à ce lieu; (2) normative : comprend les pratiques informelles du quotidien à travers lesquelles les acteurs sociaux construisent leur appartenance aux lieux; et (3) négociée : les façons dont les groupes marginaux contestent leur exclusion de certains lieux et l'interaction entre eux et les groupes dominants (Nagel, 2011).

3.1.4 *Le sentiment d'appartenance et la gentrification*

Le sentiment d'appartenance comme tel est rarement abordé dans la littérature sur la gentrification. Certains auteurs y réfèrent toutefois, implicitement. Par exemple, dans le cadre de l'étude qui portait sur les discours et les expériences vécues de la mixité sociale dans les quartiers gentrifiés de Montréal, Damaris Rose (2004) indique que l'individualisme caractérise souvent les gentrificateurs. De ce fait, leur participation à la vie communautaire et civique est rare et ces derniers demandent davantage de services de récréation et d'éducation privés. Certains d'entre eux vont même jusqu'à refuser de participer aux négociations communautaires concernant le partage des ressources du milieu entre les différentes populations du quartier. De plus, certaines tactiques identitaires, telles que renommer le quartier ou redéfinir les frontières, accentuent la

¹² La dimension formelle de l'appartenance n'est pas incluse puisqu'elle réfère à la façon dont la citoyenneté, l'immigration et les politiques de contrôle des frontières créent des paramètres formels pour le *membership* des communautés nationales.

différence entre les nouveaux résidents et ceux de souche (Rose, 2004). Fortin (1988) remarque qu'il peut alors y avoir « un dédoublement de réseaux, aussi bien personnels qu'institutionnels, et donc de la vie de quartier » (Fortin, 1988, p.12) lorsque les gentrificateurs demandent de « nouveaux » services qui existent déjà. Elle fait aussi remarquer qu'entre les groupes, il peut soit y avoir une indifférence polie, au mieux, ou un affrontement, au pire, bien que ceux-ci fonctionnent semblablement et qu'ils sont liés à l'espace. Jean-Yves Authier (2006) souligne le fait que les relations de sociabilités sont toujours importantes dans les quartiers gentrifiés. Elles sont cependant prédominantes entre amis plutôt qu'entre les voisins ou les membres d'une même famille. Ces relations seront vécues essentiellement à l'intérieur de la maison et dans les commerces (restaurants, bars) huppés du quartier.

Par ailleurs, la gentrification accentue parfois la ségrégation entre les différentes classes sociales et ethnies, malgré le fait que les citoyens se disent en faveur du multiculturalisme et la diversité (Butler, 2003). L'étude du quartier d'Islington à Londres par Tim Butler (2003) démontre qu'un fossé peut par exemple se créer entre les résidents de différentes classes sociales par le fait que les parents de classe moyenne conduisent leurs enfants vers une école située hors du quartier afin qu'ils reçoivent une éducation de meilleure qualité. Ceci ne favorise donc pas les rapports entre ces derniers et les autres résidents du quartier. Les habitants de classe moyenne disent qu'il existe un sentiment de cohésion et que le quartier a un bon groupe de pairs et de camaraderie, mais cela se produit à l'intérieur de cette même classe sociale. De leur côté, les habitants de souche disent qu'ils ne connaissent pas les nouveaux arrivants et qu'ils n'ont pas avec eux les mêmes relations qu'ils ont avec leurs concitoyens de classe ouvrière. Bien que les discours mettent de l'avant la différence, la diversité et le multiculturalisme à l'intérieur du

quartier, l'expérience vécue par les résidents, divisés par leur classe sociale, est toute autre (Butler, 2003).

Finalement, Loretta Lees (2000) soutient que la diversité sociale et la liberté d'expression personnelle que recherchent bon nombre de résidents des centres-villes suscitent parfois des réactions virulentes chez certains groupes. Certains résidents (de souche comme gentrificateurs) n'acceptent pas de cohabiter avec des gens qui ne leur ressemblent pas et auxquels ils doivent s'adapter aux comportements qui diffèrent des leurs. La rencontre des cultures dans les quartiers gentrifiés crée des tensions avec le résultat que tant les résidents plus anciens que les nouveaux venus auront du mal à former une communauté.

Ces quelques études sont les seules que nous avons pu repérer. Notre thèse vise à pallier cette lacune dans la littérature. Nous nous inspirerons de ces différents travaux pour analyser comment se construit la communauté dans un quartier gentrifié d'Ottawa, si bien sûr elle est toujours présente parmi les francophones, touchés plus particulièrement par le phénomène dans un de leurs quartiers les plus anciens.

3.2 Cadre conceptuel – Faire communauté dans un quartier gentrifié

La nature chaotique et complexe de la gentrification requiert une définition large. Nous retenons dans cette étude celle mise de l'avant par Davidson et Lees (2005, p.1170), pour qui la gentrification se caractérise par le réinvestissement du capital; la revalorisation sociale du local par de nouveaux groupes à revenus élevés; le changement du paysage; et le déplacement direct ou indirect de groupes à revenus plus faibles. Les changements qui se sont produits dans la Basse-Ville Ouest attestent d'une telle gentrification. Les habitants francophones représentent la population visée dans cette étude. Nous adoptons une définition très inclusive de

« francophone ». Toute personne qui a le français comme langue maternelle, comme première langue officielle parlée ou qui sait comprendre et parler le français est considérée comme francophone dans le cadre de cette recherche.

De nombreux regroupements existent afin de caractériser les individus, qui expliqueraient certains de leurs comportements et décisions (sexe, âge, revenu, etc.). Nous faisons dans notre étude la distinction entre les habitants, selon trois variables différentes. La première est temporelle et correspond à la durée de résidence des habitants dans le quartier : depuis 5 ans ou moins, de 6 à 15 ans et depuis plus de 16 ans. Ces trois intervalles ont été définis, en répartissant les réponses données par les participants à l'enquête à la question sur le nombre d'années qu'ils ont vécu dans le quartier (Annexe 2), en des groupes de taille égale. Quant au nombre d'intervalles, il a été déterminé par les règles statistiques pour l'analyse des données quantitatives. Il est habituellement recommandé d'avoir de deux à trois catégories lorsqu'un chercheur traite un échantillon de petite taille (tel que le nôtre : $N = 67$) afin qu'il y ait un nombre raisonnable de participants dans chacune des catégories pour qu'elles puissent être comparables entre elles et généralisables à la population. Il est à noter que ces trois catégories ne correspondent pas aux stades de la gentrification du quartier évoqués plus haut, alors que les premières transformations remontent à près de 50 ans. Ils n'en permettent pas moins de distinguer entre les habitants arrivés récemment – depuis 5 ans ou moins – et les autres, dont ceux qui résident dans le quartier depuis plus de 15 ans, et qui ont été particulièrement susceptibles de vivre ses plus importantes transformations. Nous faisons l'hypothèse que le nombre d'années pendant lesquelles on a habité dans un endroit, peu importe l'échelle (quartier, ville, province) joue un rôle dans le degré d'appartenance à la communauté qu'on y retrouve et quant à la familiarité avec les lieux. La deuxième variable se rapporte au statut de propriété à

l'intérieur duquel nous distinguons entre deux catégories d'habitants : les locataires et les propriétaires. Nous retenons cette variable qui traduit, habituellement, un rapport différent au milieu de vie. On se rappellera que dans la Basse-Ville, la proportion de locataires est importante. La troisième variable retenue est l'identification linguistique : francophone, bilingue et anglophone. Bien que les participants se considèrent tous suffisamment « francophones » pour participer à l'étude, cette catégorie réfère à leur façon personnelle de se définir au plan de la langue. Cette variable a l'intérêt de refléter un choix personnel. Nous avons voulu examiner si ce choix a des effets sur l'appartenance.

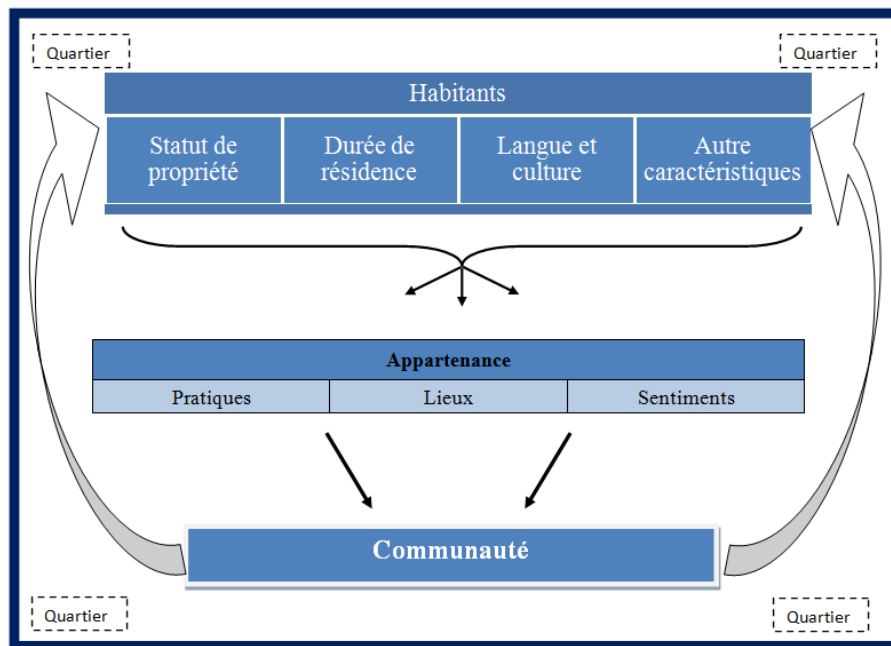
Les francophones formaient avant la gentrification une communauté forte dans la Basse-Ville. Du moins, selon une définition de la communauté comme l'ensemble des relations que partagent des individus ayant des traits en commun et qui leur offrent un sentiment d'appartenance. Cette communauté se vivait au quotidien sur un territoire circonscrit, celui du quartier, ainsi que dans certains lieux qui agissaient comme points de rassemblement. Cette communauté était dynamique : elle évoluait au gré des transformations de l'environnement, des caractères des habitants et des institutions.

La gentrification, telle qu'elle est venue modifier un quartier comme la Basse-Ville, s'avère un défi pour la communauté. Elle fait se rencontrer des populations différentes, entre lesquelles les liens ne s'établissent pas toujours aisément. Il est possible que les habitants plus récents ne s'identifient pas aux habitants de longue date autour desquels s'était formée la communauté originale. Des conflits peuvent survenir alors, selon la thèse de la ville revanchiste (Delanty, 2010). Cependant, le contraire est tout aussi possible, alors que la gentrification peut renforcer la communauté qui non seulement se maintient mais se consolide à travers une nouvelle impulsion pour l'interaction sociale et des activités plus nombreuses, selon la thèse de la

ville émancipatrice. C'est du côté de la ville émancipatrice que nous nous situons dans le cadre de cette étude. Nous croyons que les habitants – anciens et nouveaux – ont pu créer des liens suffisamment étroits pour assurer la continuité d'une saine communauté à l'intérieur du quartier.

Notre schéma conceptuel (Figure 3.1) illustre notre vision des processus à l'œuvre dans le maintien de la communauté. Nous avons retenu de Davies et Herbert (1993) deux caractéristiques premières de la communauté, soit les pratiques (*Behaviour*), autour desquelles se crée l'interaction, et le sentiment d'appartenance (*Conceptual Identity, Perception and Cognition*). Notre modèle intègre aussi sa référence explicite au cadre spatial comme caractéristique de la communauté (*Externality or Spatial Scale*), ainsi que le fait que la communauté soit en continuelle transformation (*Dynamic Change*).

Figure 3.1
Construction de la communauté



Selon notre modèle, la construction de la communauté débute au niveau individuel, donc par les habitants francophones. On peut les classer à partir de diverses catégories, parmi lesquelles trois influenceront plus particulièrement l'appartenance à un quartier gentrifié tel que

la Basse-Ville Ouest, soient : la date de leur arrivée dans le quartier, leur statut de propriété, leur langue et culture Leurs effets se combineront. Par exemple, un habitant récent (5 ans ou moins) aura, croyons-nous, davantage tendance à participer aux affaires de son quartier et à s’y sentir engagé s’il est propriétaire qu’un habitant récent qui est locataire.

Nous insistons dans notre modèle sur trois dimensions de l’appartenance : les pratiques d’appartenance, parce qu’une communauté c’est d’abord et avant tout un foyer de relations; les sentiments d’appartenance, parce qu’il est nécessaire d’avoir cette croyance subjective à l’existence de la communauté; et les lieux d’appartenance, parce que les relations et les sentiments qu’elles alimentent s’ancrent dans les lieux et les espaces. C’est à travers ces différentes dimensions que la communauté se développe et se consolide chez ses membres. Parmi les pratiques d’appartenance, nous avons retenu les relations de voisinage, l’entraide, l’interaction avec d’autres résidents du quartier, la participation aux activités organisées dans le quartier, la participation à des groupes ou associations, etc. Le sentiment d’appartenance se mesure par l’affinité ressentie pour ses voisins et les autres habitants du quartier, la conviction qu’on leur ressemble, le confort ressenti en leur présence, etc. Les lieux d’appartenance sont ceux pour lesquels on ressent un attachement particulier. Nous faisons la distinction entre deux échelles d’appartenance : la première correspond au quartier en général et la deuxième, à divers lieux spécifiques à l’intérieur du quartier. Ces trois dimensions de l’appartenance – pratiques, sentiments et lieux – ne se superposent pas nécessairement. Effectivement, un habitant peut ressentir une affinité avec son quartier, s’y sentir confortable et avoir plusieurs lieux pour lesquels il ressent une affection, mais ne pas, ou que très peu, participer et interagir avec les autres habitants. Il faut par ailleurs insister sur le fait que la communauté doit reposer sur une continuité des pratiques, du sentiment et des lieux d’appartenance pour véritablement exister. De

même, les facteurs qui contribuent à sa construction doivent continuer d’agir, dans la durée, pour le maintien de la communauté. Dans tout ce processus, l'espace dans lequel se situe la communauté, dans ce cas le quartier, offre les bases matérielles pour que se développent l'appartenance et la conviction chez les habitants qu'ils font partie d'un ensemble positif et solidaire.

3.3 Questions de recherche

L'objectif principal de cette recherche est d'étudier ce qui est advenu de la communauté dans un contexte de post-gentrification. Est-ce que la population francophone de la Basse-Ville Ouest d'Ottawa forme toujours une communauté? La gentrification a suscité des changements importants dans le quartier, aux plans physique, économique et surtout social. Quels ont été les effets de ces transformations sur la communauté qui y existait avant la gentrification? Une gamme d'effets est possible, depuis la destruction de la communauté jusqu'à sa consolidation, en passant par sa transformation et son renouvellement sur des bases différentes.

Un premier scénario est celui où la communauté n'aurait pas survécu à la gentrification. Il se peut que la population se soit divisée en fonction de son ancienneté dans le quartier : les habitants de souche d'un côté et les gentrificateurs et les habitants plus récents de l'autre. Ou encore, que la communauté de souche se soit déstructurée alors que les nouveaux habitants, plus individualistes, n'ont pas su de leur côté s'unir en tant que communauté.

Un autre scénario, plus optimiste en ce qui concerne la communauté, voudrait qu'elle se soit maintenue dans le quartier. Trois facteurs pourraient avoir joué, soit de façon individuelle ou comme un ensemble de deux ou des trois. Un premier facteur serait le *temps* qui a permis aux habitants francophones, malgré leur hétérogénéité, de reconstruire une communauté dans le

quartier. Alors que durant les premières années de la gentrification, les relations entre ces derniers auraient été plus fragiles, elles seraient maintenant fortes et dynamiques, l'élément temporel ayant permis de développer des liens et un sentiment d'unité entre les habitants. Un deuxième facteur serait le fait de lutter pour ou contre une *cause commune*. Les enjeux locaux, tels que de se rallier pour la protection d'une maison patrimoniale à la Basse-Ville, pourraient en effet permettre aux individus de se rapprocher les uns des autres et de former une communauté. Troisièmement, ce peut être la *mémoire et la culture commune* de la communauté francophone du quartier qui assureraient le rassemblement des différents habitants, permettant alors une solidarité entre eux, peu importe le moment de leur arrivée dans le quartier et le fait qu'ils se rallient ou non autour d'une cause commune. Le fait français agirait alors comme agent unificateur. Ce serait ce facteur qui permettrait de défendre la thèse de la ville émancipatrice dans la Basse-Ville.

L'objectif secondaire est d'analyser comment fonctionne aujourd'hui cette communauté. Si la communauté s'est bel et bien maintenue, quelles sont les bases sur lesquelles elle continue d'exister? Nous cherchons à étudier les ingrédients qui forment la communauté de la Basse-Ville Ouest aujourd'hui. Plus précisément, *en pratique*, comment les habitants vivent-ils la communauté (participation, actions)? Quels sont les *sentiments* des habitants à l'égard de la communauté (affinité, ressemblance, confort, etc.)? Et quel rôle jouent les *lieux* dans cette communalisation?

4. LA MÉTHODOLOGIE

L'approche privilégiée utilisée dans le cadre de cette recherche est de nature quantitative. La recherche quantitative utilise des données mesurables, permettant d'analyser l'étendue de la variation et la diversité d'un ou de divers phénomènes. Elle offre la possibilité de généraliser les résultats de l'échantillon à l'ensemble de la population étudiée ainsi que d'étudier les relations entre les variables et d'établir leur corrélation. La recherche quantitative permet de rejoindre un grand nombre de personnes et d'accéder, dans notre cas, à une diversité de modalités d'appartenance à la communauté. L'outil que nous avons utilisé et développé pour faire la collecte de données est le questionnaire. Nous cherchions à obtenir des informations qui seraient les plus représentatives possibles de l'ensemble de la population visée par notre étude, soit celle des francophones qui habitent dans la partie résidentielle de la Basse-Ville Ouest.

Ce chapitre présente les modalités de la collecte de l'information. Nous commençons par une explication du choix du questionnaire comme outil de collecte de données et nous le décrivons. Nous présentons ensuite l'échantillon visé au début de notre recherche en rapport avec les données statistiques disponibles sur la population de la Basse-Ville. Les enjeux déontologiques sont ensuite abordés. Puis, nous discutons de la procédure d'enquête que nous avons suivie : de la publicité qui a circulé afin d'informer les habitants au sujet de notre étude au porte-à-porte fait pour distribuer le questionnaire. Les deux phases de l'analyse sont ensuite expliquées. Nous terminons avec la description des participants à notre étude à partir de cinq profils : le profil général, le profil socio-économique, le profil linguistique, le profil résidentiel et le profil approfondi des participants.

4.1 La collecte de l'information

4.1.1 L'usage du questionnaire dans la recherche sociale

Le questionnaire est un instrument de collecte de données par l'entremise de questions posées à un certain nombre d'individus. Comme outil, le questionnaire présente l'avantage de mesurer plusieurs variables d'un même coup. Il donne accès à des réponses uniformes puisque tous les participants répondent aux mêmes questions. Si le questionnaire est auto-administré et qu'on y répond de façon anonyme, les réponses sont fiables puisque cette méthode permet aux participants de répondre honnêtement (Blais et Durand, 2006).

Un premier défi que présente le questionnaire auto-administré est que les questions ne peuvent pas être expliquées comme dans un entretien de type qualitatif, si bien que le participant est laissé à lui-même pour comprendre le sens des questions. Il ne peut non plus nous expliquer les raisons derrière les réponses qu'il fournit, que nous devons utiliser telles quelles, même si le sens nous en échappe quelque fois. Le questionnaire ne permet pas au participant d'expliquer aussi bien ses sentiments ou expériences que le permet une entrevue. De plus, le questionnaire est standardisé pour tous les participants, il n'est pas modifié selon les particularités des individus. Les intérêts, expériences et valeurs du participant n'auront pas d'effet sur les questions du questionnaire qui ne peuvent être ajustées comme durant une entrevue (Valentine, 2005). Bien que la discussion soit limitée entre le participant et le chercheur lors du questionnaire, les questions à réponses ouvertes permettent de donner plus de profondeur à la recherche puisqu'elles lancent des pistes explicatives que les questions fermées n'offrent pas.

Lorsqu'on choisit le questionnaire comme outil de collecte de données, il faut également prévoir son accueil auprès des individus. La façon de procéder à la distribution du questionnaire

ainsi qu'à la présentation du sujet de l'étude est alors primordiale afin d'inciter la participation du plus grand nombre possible d'individus.

Le questionnaire nous a permis d'avoir non seulement la participation d'un plus grand nombre de personnes, 67, soit 10% de la population francophone du quartier, mais aussi d'un échantillon relativement diversifié, capable de révéler une variété de processus à l'œuvre dans la Basse-Ville.

Effectivement, les recherches démontrent que certaines caractéristiques (sexe, niveau d'éducation, etc.) incitent les gens à participer aux études (Curtin et cie, 2000; Moore et Tarnai, 2002). De plus, les réponses ouvertes comme fermées du questionnaire ont couvert une variété de sujets à différents degrés de profondeur, permettant alors de contextualiser et d'expliquer certaines réponses.

Plus encore, lors de notre familiarisation avec le terrain, nous avons eu la chance de participer à des rencontres et des activités dans le quartier. Cela nous a permis de non seulement nous faire connaître par les habitants, mais aussi de les connaître. Nous avons vu rapidement qui sont ceux qui participent à la vie communautaire organisée et comment ceux-ci participent. Cette étape de la recherche nous a aidé à avoir une meilleure compréhension du contexte physique et social du quartier. Elle s'est révélée très utile pour l'interprétation des résultats et alimenter notre discussion à l'égard de la communauté.

4.1.2 Notre questionnaire

Notre questionnaire est composé de cinq sections : trajectoires résidentielles du participant; relations entre les habitants du quartier; attachement aux lieux; participation communautaire; et profil du participant, pour un total de 46 questions (Annexe 2). La première

section sur les trajectoires résidentielles du participant sert à contextualiser son rapport au quartier : depuis combien d'années habite-il le quartier, pourquoi a-t-il choisi la Basse-Ville, quel type de logement habite-t-il? La prochaine section sur les relations entre les habitants, aborde des sujets tels que les personnes avec qui le participant interagit dans le quartier, ses relations avec ses voisins et les autres habitants du quartier. Elle porte aussi sur la perception de l'existence d'une communauté dans le quartier. Elle touche les pratiques et le sentiment d'appartenance à la communauté. La troisième section sur l'attachement aux lieux s'intéresse aux assises matérielles de la communauté. Nous demandons au participant s'il se sent à l'aise dans son voisinage, par exemple, ou encore ce qu'il aime le plus et ce qu'il aime le moins de son quartier. La section sur l'engagement communautaire, elle, nous permet de mesurer la connaissance qu'a le participant de ce qui se passe dans le quartier ainsi que son niveau de participation. La dernière section concerne le profil du participant. Elle traite des questions comme l'âge, la langue maternelle et la scolarité. Nous avons décidé de mettre cette section à la fin puisque des sujets tels que le revenu et la sexualité peuvent mettre certains participants mal à l'aise (Blais et Durand, 2006). S'il décide de ne pas répondre à ces questions personnelles, nous aurons tout de même obtenu sa participation aux questions précédentes. Nous nous sommes également assurée d'inclure le choix de réponse « préfère ne pas répondre ». Ce découpage du questionnaire guide la méthode derrière l'analyse des résultats.

Les questions de ce questionnaire auto-administré sont courtes et claires et les réponses consistent pour la plupart en des réponses fermées. Ceci élimine l'ambiguïté des réponses reçues tout en s'assurant d'inclure l'éventail des réponses possibles, en incluant souvent comme choix « autre réponse » pour que le participant puisse inscrire une réponse qui n'était pas incluse dans les possibilités offertes. Les réponses attendues aux questions ouvertes sont aussi assez courtes.

Ce format a encouragé, nous croyons, les habitants à participer à l'étude. Le questionnaire est court et on peut y répondre en environ 10 à 15 minutes (Parfitt, 2005). Le questionnaire est organisé de façon attrayante : les thèmes sont regroupés à l'intérieur de boîtes et les réponses sont facilement différenciables des questions (Check et Schutt, 2012). De plus, nous avons porté attention à l'ordre dans lequel les questions sont posées, puisqu'il peut affecter grandement les réponses. Les questions précédentes peuvent avoir un effet sur la façon dont les questions subséquentes sont comprises, et orienter le système d'interprétation que forme l'ensemble (Cloke, et cie., 2004). Cet effet de contexte est plus élevé lorsque deux questions ou plus abordent le même sujet; le participant essayant d'être consistant dans ses réponses, au risque de ne pas répondre honnêtement à certaines d'entre elles (Check et Schutt, 2012). Nous avons rédigé le questionnaire en langue française puisqu'être francophone est une des conditions d'admissibilité à l'étude.

4.1.3 L'échantillon visé

La population faisant l'objet de l'étude est celle des francophones¹³ de la Basse-Ville Ouest, un quartier de la ville d'Ottawa. La zone du Marché By, qui se situe au sud du quartier, est une zone mixte, mais majoritairement commerciale. Plusieurs logements se situent aux étages supérieurs des commerces et sont peu accessibles. Nous avons donc limité notre enquête aux habitants qui demeurent au nord de (et incluant) la rue St Patrick. Cela nous a permis d'étudier la vie communautaire en dehors du Marché By, dans le secteur plus résidentiel du quartier. Celui-ci correspond assez bien au secteur de recensement 5050055.00 (voir Annexe 4 pour la région délimitée). Selon le recensement canadien de 2011, ce secteur compte 1228 logements privés,

¹³ Les francophones de notre étude incluent les personnes qui ont le français comme langue maternelle, comme première langue officielle apprise et les personnes qui parlent, comprennent et vivent en français.

une population de 1996 individus, parmi lesquels 1880 sont âgés d'au moins 19 ans. La population totale comprend 635 personnes (31 %) qui ont le français comme langue maternelle¹⁴, 650 qui ont le français comme première langue officielle parlée¹⁵ et 1175 (59 %) qui comprennent le français¹⁶. En vertu de ces pourcentages, on peut estimer le nombre d'habitants de 18 ans ou plus qui auraient le français comme langue maternelle à environ 580 alors qu'il y aurait un peu plus de 1100 personnes d'âge adulte qui comprendraient le français. En gardant cela en tête, notre objectif était d'avoir la participation d'une soixantaine de répondants, soit 10% de la population francophone.

Étant donné les objectifs de cette recherche, les critères d'admissibilité des participants sont qu'ils¹⁷ habitent la Basse-Ville Ouest au temps de la collecte de données, qu'ils sont adultes (donc, âgés d'au moins 18 ans) et qu'ils peuvent parler et comprendre le français. Le questionnaire a été distribué en français, ce qui a assuré le respect de cette condition. Nous n'avons remis qu'un seul questionnaire par logement privé, peu importe le nombre de gens admissibles y demeurant.

4.1.4 Déontologie

Nous avons obtenu une évaluation éthique du Comité d'éthique en recherche en sciences sociales et humanités du Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche de l'Université d'Ottawa. Dans notre cas, il s'agissait d'une évaluation à risque minimal : les participants n'ont pas été soumis à des dangers ou risques physiques ou émotionnels. Une fois que nous avons obtenu le

¹⁴ Ce chiffre prend en compte tous ceux qui ont répondu français seulement; anglais et français; français et autre langue non officielle; et anglais, français et autre langue non officielle.

¹⁵ Ce chiffre comprend ceux qui ont répondu français seulement; et anglais et français.

¹⁶ Ce chiffre prend en compte tous ceux qui ont répondu français seulement; et anglais et français.

¹⁷ À travers ce document, le masculin renvoie aussi bien à des femmes qu'à des hommes.

certificat d'approbation déontologique du Comité, soit à l'automne 2014 (voir Annexe 1 pour le certificat d'approbation déontologique), nous avons entrepris la collecte des données.

Nous nous sommes assurée de ne pas lier les réponses d'un questionnaire à une personne ou à un logement particulier. Aucun nom n'a été demandé et le questionnaire rempli nous a été remis dans une enveloppe scellée. Les réponses des questionnaires ont été transférées dans une base de données. Les copies papier et une copie des données numériques sont conservées par le Chantier Ottawa, projet de recherche sur la francophonie à Ottawa. Le Chantier Ottawa est mené sous l'égide du Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa. Nos données sont gardées sous clé au CRCCF, qui en contrôle l'accès aux seuls chercheurs autorisés. La seconde copie des données numérique sont conservées sur une clés USB (protégée par mot de passe) dans le bureau de Rosalie Thibeault (étudiante).

4.1.5 La procédure d'enquête

4.1.5.1 Publicité

Nous avons fait circuler de l'information sur notre étude par l'entremise d'un article dans le journal communautaire, *L'Écho de la Basse-Ville*. Notre article a été publié à la page 2 de l'édition novembre-décembre 2014 (volume 5, numéro 2) (Annexe 3). Cette stratégie de promotion s'est avérée d'autant plus efficace que le journal est distribué à chaque demeure, est disponible à une dizaine d'endroits dans le quartier (tels que les dépanneurs et certains commerces) ainsi qu'en ligne. De fait, les habitants avaient souvent vu l'article et étaient au courant de la nature du projet. Nous osons croire que cela a aidé à valider notre étude aux yeux des participants.

4.1.5.2 Enquête

Pour la distribution du questionnaire, nous avons privilégié le porte-à-porte afin de pouvoir parler au besoin aux habitants. Cette approche est plus personnelle et nous croyons qu'elle a encouragé la participation des gens. Nous avons alors circulé dans le quartier au nord de, et incluant, la rue St Patrick le dimanche entre 11 h et 15 h afin de profiter de la lumière du soleil et du fait que le dimanche est une journée plus relaxe où les individus tendent à rester chez eux. Il nous a fallu trois dimanche pour parcourir toutes les rues de la partie résidentielle de la Basse-Ville Ouest. Nous avons cogné à chaque porte des maisons et des petits immeubles résidentiels dont la porte était accessible par la rue. Les édifices en hauteur et les maisons transformées en appartements à l'intérieur desquels il y avait plus de quatre appartements, pour lesquels il y avait généralement un système d'interphone pour rejoindre les résidents, ont donc été exclus. En cognant aux portes, nous avons pu parler et expliquer notre recherche à un des habitants admissibles de la demeure, espérant ainsi augmenter le taux de réponse.

Nous avons cogné à 725 portes, et obtenu une réponse pour 219 d'entre elles. De ce nombre, 106 comptaient une personne qui était de langue française et qui était donc admissible à participer à la recherche.

Comme mentionné, les critères d'admissibilité des participants sont qu'ils habitent la Basse-Ville Ouest au temps de la collecte de données, qu'ils sont adultes (donc âgés d'au moins 18 ans) et qu'ils peuvent parler et comprendre le français. En théorie, ce dernier critère semble simple à appliquer, mais sur le terrain, nous avons rencontré plusieurs personnes qui ne savaient pas si elles répondaient aux critères d'admissibilité ou non. Certaines d'entre elles n'ont pas le français comme langue maternelle, mais utilisent le français assez souvent à la maison ou ailleurs, d'autres disent faire des efforts pour vivre en français dans le quartier. Nous leur avons

alors expliqué que s'ils étaient francophiles ou qu'ils participaient à des activités en français et qu'ils se sentaient à l'aise de participer à l'enquête, qu'ils étaient les bienvenus de participer.

Lorsqu'un habitant admissible acceptait de participer, nous lui avons laissé la feuille de renseignement sur la recherche ainsi que le questionnaire (Annexe 2) dans une enveloppe. Nous lui avons laissé comme instruction de remplir le questionnaire le plus honnêtement possible et au meilleur de ses connaissances et de le remettre une fois rempli dans l'enveloppe, puis de la sceller, afin d'assurer la confidentialité. Nous nous sommes ensuite entendus sur une date et une heure à laquelle nous reviendrions ramasser le questionnaire. Nous avons récupéré la grande majorité des questionnaires le lendemain, donc le lundi, entre 16 h et 19 h. Certains des participants ont décidé de laisser le questionnaire complété dans leur boîte à lettres alors que d'autres nous l'ont remis en main propre; d'autres encore, bien que peu nombreux, nous l'ont fait parvenir par la poste. Un total de 99 personnes ont accepté de remplir le questionnaire et 67 nous ont remis le questionnaire rempli; le taux de réponse atteignant alors 67,7 %.

Nous pouvons affirmer que cette méthode d'enquête (distribuer et récupérer le questionnaire en personne) a favorisé une bonne participation. La rencontre augmente la confiance, sans oublier le fait qu'elle permet d'expliquer les buts de la recherche et l'usage qui sera fait des informations. C'est une démarche qui n'est pas trop intrusive car elle n'oblige pas l'habitant de participer au moment de notre visite. Elle l'invite plutôt à remplir le questionnaire lorsqu'il a le temps de le faire et de façon confidentielle. Les habitants, francophones comme anglophones, étaient pour la grande majorité très réceptifs à notre étude. Certains habitants anglophones qui connaissaient bien leurs voisins nous indiquaient ceux qui étaient francophones et nous souhaitaient du succès dans notre étude. Quelques habitants francophones qui ont accepté

de participer ont manifesté le désir de nous parler plus amplement de leur communauté. Bref, cette méthode s'est avérée un succès.

4.2 Les modalités de l'analyse

4.2.1 Première étape

Pour l'analyse, nous avons utilisé le logiciel SPSS. Nous avons commencé notre analyse de façon simple, mais nécessaire : la compilation des fréquences de chacune des réponses fermées du questionnaire. Cela nous a permis de dresser les profils des participants et d'avoir un aperçu des pratiques, sentiments et lieux d'appartenance des habitants francophones de la Basse-Ville. Nous avons ensuite classé et catégorisé les réponses ouvertes. Ces deux types de donnée nous ont fourni des indices de la présence d'une communauté et des façons qu'ont les répondants d'y participer.

4.2.2 Deuxième étape

Dans une deuxième étape, nous avons fait des tableaux croisés entre les trois variables d'identification (la durée de résidence, le statut de propriété et l'identification linguistique) et les modalités de leur appartenance à la communauté. Nous avons ensuite passé des tests statistiques non paramétriques sur ces tableaux croisés pour attester du lien entre les deux ensembles de variables.

Avant de passer des tests statistiques, nous devons suivre 3 étapes. La première est d'établir les hypothèses : l'hypothèse nulle (H_0) et l'hypothèse alternative (H_1). L'hypothèse nulle est une hypothèse de non-différence; elle est habituellement formulée pour être rejetée. L'hypothèse alternative est la déclaration opérationnelle de notre hypothèse de recherche. Si le

résultat du test statistique rejette l'hypothèse nulle, nous acceptons l'hypothèse alternative (Siegel, 1956). Cela dit, l'hypothèse nulle générale de notre étude est qu'il n'y a pas de lien entre les caractéristiques des participants et l'appartenance à la communauté de la Basse-Ville. Notre hypothèse alternative est qu'il y a un lien entre les caractéristiques des habitants et leur appartenance à la communauté de la Basse-Ville. Plus précisément, selon cette hypothèse alternative, il y aurait une différence entre les modalités d'appartenance des propriétaires et des locataires; il y aurait une différence entre le fait d'habiter le quartier pour cinq ans ou moins, entre six et quinze ans et seize ans et plus à l'égard des modalités de l'appartenance et; il y aurait une différence entre les modalités d'appartenance des membres des trois groupes linguistiques (francophone, bilingue et anglophone).

La deuxième étape est de choisir le(s) test(s) statistique(s) approprié(s) aux données afin de tester l'hypothèse nulle. Les données issues de notre enquête sont catégoriques. Plus précisément, elles sont nominales (les données se présentent sous formes de catégories, que l'on peut nommer par un nom, par exemple le sexe) et ordinales (les données sont en rang, mesurées sur une échelle). L'échantillon est indépendant. Pour les données nominales, nous avons utilisé le test chi-carré. Ce test sert à mesurer l'importance des différences entre les groupes (par exemple, propriétaires et locataires). Pour les données ordinales, nous avons appliqué le test Kruskal-Wallis. Ce test sert à mesurer s'il y a une différence significative entre les catégories de l'échelle selon les groupes (Siegel, 1956).

La troisième étape est de spécifier le seuil de signification (p). Si la valeur obtenue au résultat du test statistique est égal ou inférieur au seuil établi préalablement, on rejette H_0 et on accepte H_1 . Les valeurs communes de p sont 0,05 et 0,01. Le seuil utilisé dans notre étude est 0,05. La règle est donc, si p est inférieur à 0,05, on accepte l'hypothèse alternative.

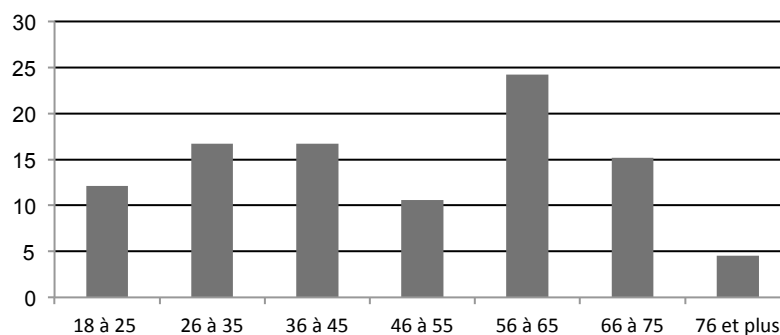
Afin de faciliter les compilations des données, nous avons utilisé le programme SPSS.

4.3 Le profil des participants

4.3.1 Profil général

Un total de 67 personnes a accepté de participer à notre étude. Les deux tiers d'entre elles sont des femmes, avec un pourcentage de représentation de 65,2 % alors que les hommes représentent 34,8 %. Ce haut taux de participation de la part des femmes n'est guère surprenant, puisqu'elles sont souvent plus aptes que les hommes à participer aux sondages (Curtin et cie. 2000; Moore et Tarnai, 2002). Deux modes ressortent en regardant les catégories d'âge (Figure 4.1) : le premier est celui de 56 à 65 ans avec 24,2 % des participants et le deuxième regroupe deux catégories qui comprennent les personnes âgées de 26 à 45 ans, qui représentent ensemble 33,4 % des participants. Afin d'alléger l'analyse, nous avons regroupé les sept catégories d'âge du questionnaire en quatre catégories : (1) 18 à 25 ans, (2) 26 à 45 ans, (3) 46 à 65 ans et (4) 66 ans ou plus. Ces catégories représentent plus ou moins les stades de vie typiques : (1) étudiants et jeunes professionnels, (2) professionnels et parents, (3) stade où les enfants ont quitté le domicile familial (*empty nesters*) et (4) les retraités.

Figure 4.1
Âge des participants, en pourcentage



La plupart des participants vivent avec un autre adulte (56,7 %), suivi par les participants qui habitent seuls (32,8 %) alors que les autres habitent un ménage d'au moins trois personnes (10,5 %). En ce qui a trait au nombre d'enfants présents dans les ménages, il n'est pas surprenant que presque tous les participants n'aient aucun enfant (82,1 %) ou très peu (1 ou 2 enfants : 16,4 %; 3 enfants ou plus : 1,5 %). C'est assez typique d'un quartier gentrifié.

Finalement, 83,6 % des participants sont nés au Canada et 16,4 % sont nés à l'extérieur du Canada. Quant à l'orientation sexuelle, 87,3 % sont hétérosexuels, 4,5 % sont homosexuels, 1,5 % sont bisexuels et 6 % ont préféré ne pas répondre à cette question.

4.3.2 Profil socio-économique

Les participants à l'étude ont un haut niveau d'éducation : 92,2 % d'entre eux ont une scolarité qui va au-delà du secondaire. Plus spécifiquement, 54,7 % ont un baccalauréat, 26,6 % ont un diplôme d'études supérieures et 10,9 % ont un diplôme collégial. Tout un éventail de professions a été énuméré par les participants, passant de fonctionnaire, à avocat, à urbaniste, à technicien en bâtiment, à designer graphique, à mécanicien, à journaliste et à économiste

Afin de faciliter l'analyse, nous avons regroupé les réponses en huit catégories¹⁸ (Tableau 4.1). La catégorie la plus importante regroupe 37,2 % des travailleurs; il s'agit de celle de « l'enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux » alors que 25,6 % des travailleurs de l'étude se retrouvent dans la catégorie « arts, culture, sports et loisirs ». Parmi les participants, on retrouve aussi 7 étudiants et 14 retraités. Ce haut niveau d'éducation et le type de profession sont clairement reflétés dans le revenu des participants¹⁹. La moitié d'entre

¹⁸ Nous nous sommes basé sur la Classification nationale des professions (CNP) pour déterminer les catégories de profession.

¹⁹ Il est à noter que 21 participants ont choisi de ne pas répondre à cette question. L'analyse du revenu porte seulement sur les réponses valides.

Tableau 4.1
Catégories des professions énumérées par les participants, en pourcentage

Catégories des professions	Pourcentage
Gestion	9,3
Affaires, finance et administration	9,3
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	7,0
Secteur de la santé	4,7
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	37,2
Arts, culture, sports et loisirs	25,6
Vente et services	2,3
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	4,7

eux vivent dans des ménages qui gagnent au moins 75 000 \$ par année, 32,6 % des participants gagnent entre 35 000 \$ et 74 999 \$, alors que seulement 17,4 % gagne sous 35 000 \$ par année.

Il est à noter que 73,9 % des ménages qui gagnent plus que 75 000 \$ regroupent deux adultes.

4.3.3 Profil linguistique

La langue maternelle des deux tiers (69,7 %) des participants est le français (incluant ceux qui ont coché « français » et « français et anglais »). Ce résultat n'est guère surprenant étant donné qu'être francophone soit l'une des conditions d'admissibilité à l'étude. Puisque notre définition de francophone est inclusive (voir page 33 pour la définition), nous avons 25,8 % des participants qui ont l'anglais (incluant ceux qui ont coché « anglais » et « anglais et autre ») comme langue maternelle alors que 4,5 % d'entre eux ont une autre langue maternelle.

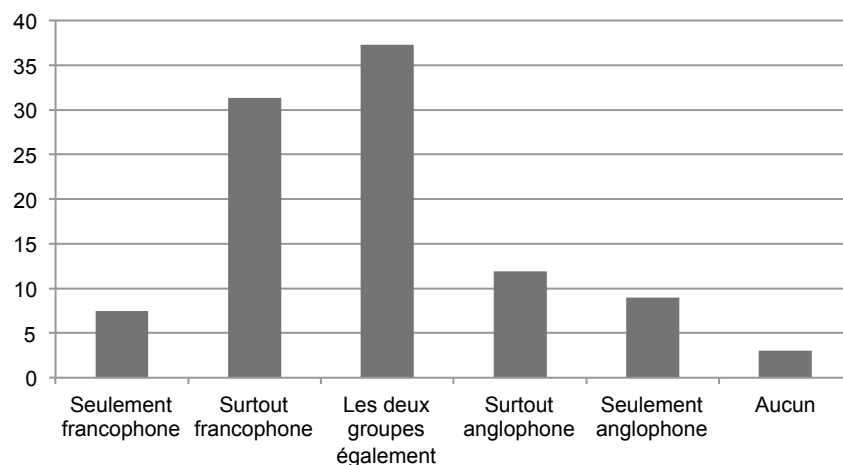
En ce qui a trait à la langue la plus souvent utilisée à la maison, le français (incluant le « français », le « français et l'anglais » et le « français et une autre langue ») domine avec 59,7 %, mais le pourcentage est inférieur à celui du français, langue maternelle. En contrepartie, le pourcentage des répondants qui parlent l'anglais à la maison est de 40,3 %.

Enfin, la langue la plus utilisée dans le quartier est l'anglais avec 50,7 % des répondants, suivi par le français pour 34,3 % d'entre eux et 14,9 % des participants qui disent utiliser autant

le français que l'anglais. Lorsque les participants ont dû s'identifier à un groupe linguistique à partir d'une échelle (voir Figure 4.2), 7,5 % se sont identifiés comme « seulement francophone », 31,3 % se sont identifiés comme « surtout francophone », 37,3 % se sont identifiés aux deux groupes, 11,9 % se sont identifiés « surtout au groupe anglophone », 9,0 % se sont identifiés « seulement comme anglophone » et finalement, 3,0 % ne se sont identifiés à « aucun groupe ».

Afin de faciliter l'analyse et rendre les résultats généralisables, nous avons regroupé ces six catégories en quatre : (1) francophone (incluant les catégories « seulement francophone » et « surtout francophone »), (2) bilingue (incluant la catégorie « les deux groupes »), (3) anglophone (incluant les catégories « surtout anglophone » et « seulement anglophone ») et (4) aucun. Cette variable d'identification à un groupe est la variable linguistique principale de l'analyse. Il est à noter que la catégorie « aucun » ne fera pas partie des analyses linguistiques puisqu'il n'y a que deux participants dans celle-ci; les résultats obtenus ne seraient pas représentatifs.

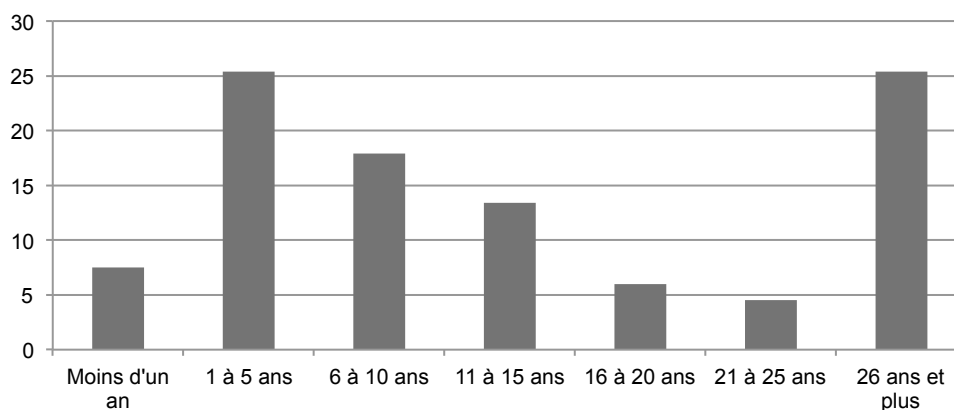
Figure 4.2
Identification des participants à un groupe linguistique, en pourcentage



4.3.4 Profil résidentiel

Le nombre d'années depuis lequel la majorité des participants de l'étude ont habité le quartier (Figure 4.3) varie beaucoup : un quart y habite depuis un à cinq ans et l'autre quart depuis plus de vingt-six ans. Aux fins de l'analyse, nous avons regroupé en trois catégories le nombre d'années habitées dans le quartier : (1) 5 ans ou moins, (2) 6 à 15 ans et (3) 16 et plus. La moitié des participants ont toujours habité à la même adresse dans le quartier. Les raisons derrière le choix d'habiter la Basse-Ville sont diverses; les plus populaires (en ordre de décroissance) étant la proximité du centre-ville (22,0 %), la proximité au travail/école (17,7 %), la beauté du quartier (12,1 %), l'histoire et le patrimoine du quartier (9,5 %), la diversité sociale (9,1 %). L'aspect francophone du quartier a été un facteur décisionnel pour seulement 7,8 % des participants. Alors que 12 participants ont habité la Basse-Ville lorsqu'ils étaient enfant, seulement 10 d'entre eux ont indiqué avoir choisi d'y demeurer pour cette raison.

Figure 4.3
Nombre d'année(s) vécues dans la Basse-Ville, en pourcentage

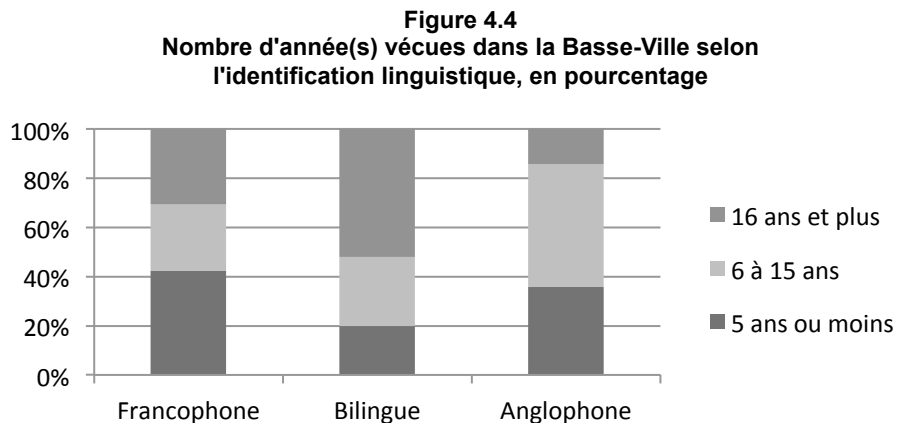


Bien qu'il y ait en réalité plus de locataires que de propriétaires à la Basse-Ville, 53,7 % de nos participants sont propriétaires. En ce qui a trait au type d'habitation, 31,8 % des participants demeurent dans une maison duplex, 28,8 % habitent une maison individuelle, 25,8 % habitent une maison en rangée, 10,6 % habitent un immeuble résidentiel à 3 étages ou

moins et 3,0 % habitent un immeuble résidentiel à 4 étages ou plus. Ces résultats sont consistants avec la méthode d'échantillonnage. Finalement, seulement 4,8 % des participants habitent une coopérative.

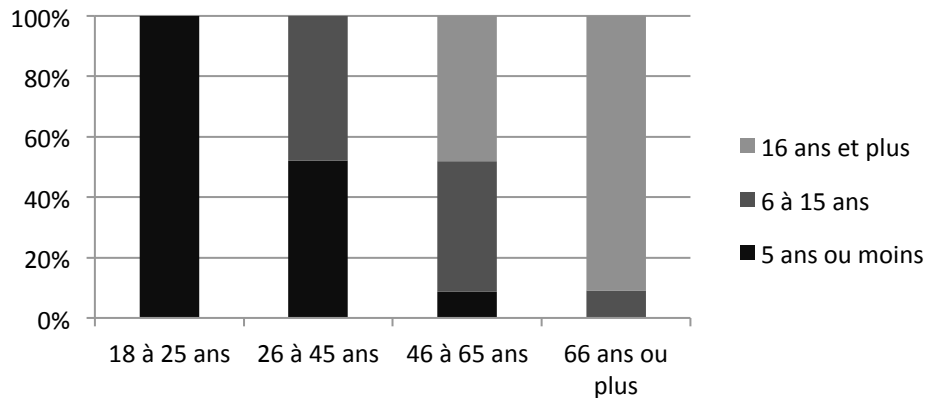
4.3.5 Profil approfondi des participants

Afin d'offrir un portrait plus complet des participants, nous avons effectué une analyse approfondie des participants, selon qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre des groupes linguistiques. Ainsi, nous avons croisé l'identification linguistique avec le nombre d'années à avoir habité dans le quartier (Figure 4.4). Les francophones sont les plus nombreux (42,3%) à n'habiter le quartier que depuis 5 ans ou moins. Les bilingues comptent la plus forte proportion



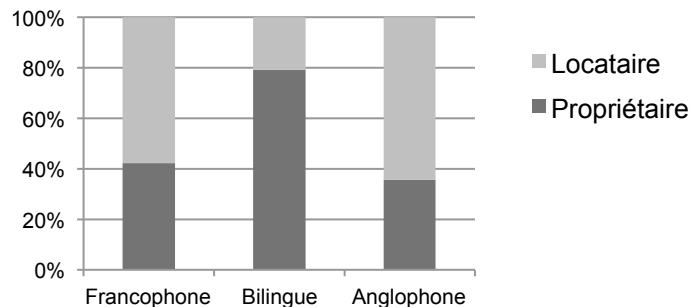
(40,0%) de personnes qui y vivent depuis plus de 25 ans. Quant aux anglophones, quatre cinquième (85,7%) d'entre eux sont dans le quartier depuis moins de 16 ans. la moitié d'entre eux sont dans le quartier depuis plus de 5 ans et moins de 16 ans. Fait intéressant : le nombre d'années à avoir habité dans le quartier est très étroitement lié à l'âge de l'individu (Figure 4.5). Par exemple, tous les participants qui habitent le quartier depuis 5 ans et moins ont tous moins de 25 ans, alors que les personnes âgées de 18 à 45 ans n'ont pas habité la Basse-Ville depuis plus de 15 ans.

Figure 4.5
L'âge selon le nombre d'année(s) vécues à la Basse-Ville, en pourcentage



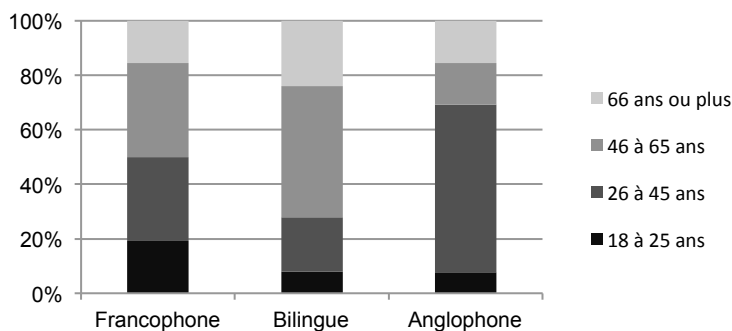
En ce qui a trait au logement, le groupe des bilingues compte plus d'individus qui sont propriétaires (79,2 %), alors que les francophones et les anglophones comptent plus de locataires de leur logement (Figure 4.6). Cette variable du statut du logement est également dépendante de l'âge du participant. Bien que l'on commence à avoir des propriétaires à l'âge de 26 ans, c'est à partir de 46 ans que leur nombre dépasse celui des locataires. On remarque aussi un effet du nombre d'années vécues dans le quartier : bien que certains ont possédé leur logement depuis qu'ils se sont installés dans la Basse-Ville, c'est à partir de 6 ans dans le quartier que les propriétaires sont plus nombreux que les locataires.

Figure 4.6
Statut de propriété selon l'identification linguistique, en pourcentage



Quant à l'âge (Figure 4.7), la majorité des francophones ont entre 26 à 65 ans (65,4 %), les bilingues ont surtout entre 46 et 65 ans (48,0 %) et les anglophones entre 26 et 45 ans (61,5 %). En analysant la langue maternelle, on remarque sans surprise que pour 92 % des francophones c'est le français et pour 8,0 % d'entre eux, c'est une autre langue. Parmi les bilingues, le français (80,0 %) comme langue maternelle domine suivi de loin par l'anglais (20,0 %). Finalement, parmi les anglophones, c'est l'anglais qui domine (85,7 %) puis le français (7,1 %) et une autre langue (7,1 %). Pour la langue parlée à la maison, ce sont les francophones et les bilingues qui parlent majoritairement le français (88,5 % et 56,0 %, respectivement), alors que les anglophones parlent majoritairement l'anglais (92,9 %).

Figure 4.7
L'âge des participants selon l'identification linguistique, en pourcentage



Nous avons aussi croisé l'identification linguistique avec les variables socio-économiques. Les bilingues et surtout les francophones sont plus nombreux à ne détenir qu'un diplôme d'études secondaire. Cela dit, ils comptent tout de même un plus grand pourcentage d'individus qui ont leur baccalauréat et au moins 20 % d'entre eux ont leur diplôme d'études supérieures. Les francophones et les bilingues sont aussi plus nombreux que les anglophones au

bas de l'échelle des revenus²⁰. Cependant, les francophones comptent un plus grand pourcentage de participants (66,7 %) qui gagnent au-delà de 75 000 \$ par année. La population francophone apparaît ainsi assez polarisée, témoignant de la dualité induite par la gentrification. En analysant la profession²¹, on observe que les francophones se retrouvent en grand nombre dans la catégorie « arts, culture, sports et loisirs » (29,2 %) et « enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux » (25,0 %). Les bilingues se retrouvent plus dispersés dans les catégories, mais sont prédominants chez les « retraités » (28,0 %). Quant aux anglophones, on les retrouve plutôt en « enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux » (38,5 %) ou à la retraite (15,4 %).

²⁰ Exclut les étudiants et les personnes à la retraite.

²¹ La réponse donnée par le participant. Dans ce cas, l'analyse inclut les étudiants et les retraités.

5. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Nous cherchons à voir si la population francophone de la Basse-Ville Ouest forme encore une communauté et si oui, comment elle fonctionne aujourd'hui. Par l'entremise de notre questionnaire, nous avons mesuré les sentiments des habitants à l'égard de la communauté et la façon dont les habitants la vivent. Dans ce chapitre, nous analysons les résultats obtenus des questionnaires. Trois sections du questionnaire nous intéressent ici : les relations entre les habitants, les assises matérielles de la communauté et l'engagement communautaire. Pour chaque section, nous présentons d'abord un portrait général des résultats. Afin de voir s'il y a une différence dans l'expérience communautaire selon les types d'habitants, nous poussons ensuite l'analyse des réponses des habitants regroupés selon trois caractéristiques : l'identité linguistique (francophone, bilingue et anglophone), la durée de résidence (5 ans et moins, 6 à 15 ans et 16 ans et plus) et le statut de propriété (propriétaire et locataire).

5.1 Les relations entre habitants²²

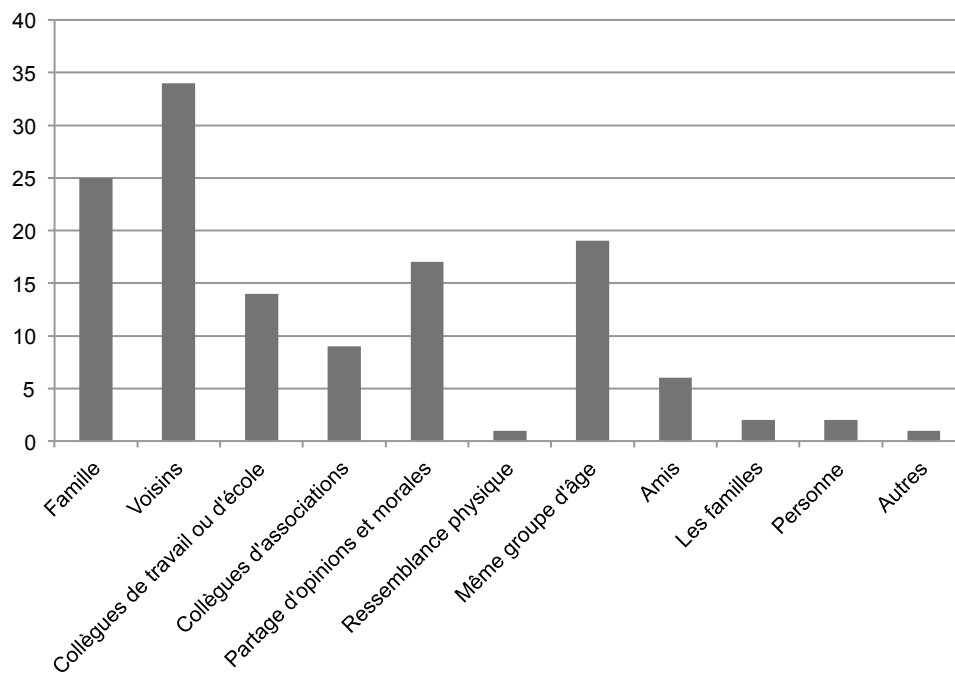
Les relations interindividuelles sont essentielles à la formation d'une communauté. Celles-ci ne peuvent exister sans une certaine camaraderie entre habitants et elles peuvent prendre différentes formes et se manifester à différents degrés selon l'individu. Afin d'examiner ces relations, nous avons interrogé les participants au sujet de leurs fréquentations, leurs interactions sociales, les relations qu'ils entretiennent au sein du quartier, les traits communs qu'ils décèlent entre les habitants et leurs perceptions de la communauté.

²² Section B du questionnaire.

5.1.1 Les fréquentations

Les personnes avec lesquelles les participants socialisent à l'intérieur du quartier sont un premier indicateur du réseau qu'ils y ont construit. Peu de participants ont de la famille qui habite le quartier (16,4 %), alors que presque trois quarts d'entre eux (70,1 %) y ont des amis. Cela étant dit, interrogés quant à un éventail de choix de personnes²³ avec qui ils passent leur temps dans le quartier, les participants déclarent que c'est plutôt avec leurs voisins (50,7 %), leur famille (37,3 %), les personnes de leur âge (28,4 %), les personnes qui partagent leurs opinions (25,4 %) et leurs collègues de travail ou d'école (20,9 %). Notons que 3,0 % des participants ont dit ne passer du temps avec personne (Figure 5.1). Étant donné la différence de pourcentage entre les participants qui ont dit avoir de la famille dans le quartier et ceux qui disent y passer du temps avec leur famille, nous assumons que pour cette première question, les participants ont compris

Figure 5.1
Type de personnes avec lesquels les participants socialisent dans le quartier, en nombre absolu



²³ Dont ils cochaient tous les choix qui s'appliquaient à leur situation.

que la famille réfère à, par exemple, parents, frères, sœurs, oncles, etc. alors que pour la deuxième question, les participants ont compris la « famille » comme leur conjoint (e) et le cas échéant, leurs enfants. On remarque l'effet de proximité (voisin et famille) sur l'organisation de la vie sociale des participants : plus proche se retrouve la personne, le plus de temps lui sera consacré. La famille (parents, grands-parents, tantes, etc.) qui était auparavant un principal ciment de la communauté, a été reléguée au deuxième plan. Le choix des fréquentations est devenu plus personnel, plus individuel. Les participants peuvent choisir avec qui ils vont socialiser, que ce soit leur propre petite famille, leurs collègues des associations auxquelles ils choisissent de participer ou voire personne. Ayant moins de famille étendue dans le quartier, les habitants ont consolidé d'autres types de relations.

5.1.2 Les relations de voisinage

La définition d'une communauté de quartier de Cater et Jones (1989) rappelle l'importance de l'analyse des interactions sociales entre les habitants :

a socially interactive space inhabited by a close-knit network of households, most of whom are known to one another and who, to a high degree, participate in common social activities, exchange information, engage in mutual aid and support and are conscious of a common identity, a belonging together (Cater et Jones, 1989, p.169).

Bien que cette définition ne s'applique pas à chaque communauté de quartier (England, 2011), elle s'applique assez bien à la situation retrouvée dans la Basse-Ville Ouest.

Presque la moitié (N = 32) des participants connaissent soit tous ou la plupart des prénoms de leurs voisins; seulement 7 n'en connaissent aucun. Cependant, lorsque vient le temps aux gens de rencontrer de nouvelles personnes, seulement 11 participants disent faire souvent ou toujours un effort, alors que 34 font rarement ou jamais l'effort. On peut assumer ici que les participants feront un plus grand effort lorsque ces nouvelles personnes sont leurs voisins. Les

gens aiment habituellement connaître, ou du moins être familiers avec les personnes qui les entourent. De plus, la Basse-Ville Ouest accueillant 4835 habitants, il est impossible de connaître chacun d'entre eux.

Lorsque vient le temps d'aider ou demander de l'aide aux voisins, presque la moitié (N = 31) le font parfois, alors qu'un tiers (N = 23) demandent rarement ou jamais de l'aide. On peut stipuler ici que les participants demandent seulement de l'aide de leur voisin lorsque c'est nécessaire. Bien sûr, plus les voisins se connaissent, plus ils seront aptes à s'entraider. Alors que l'on pourrait croire que l'âge du participant entre en jeu lorsque vient le temps de demander de l'aide, les personnes âgées ne semblent pas plus enclines à le faire. Une certaine négligence pourrait en être la cause, dans un quartier qui s'est beaucoup transformé (Tableau 5.1).

Tableau 5.1
La demande d'aide aux voisins selon l'âge, en nombre absolu

	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Toujours	Total
18 à 25 ans	5	1	2	0	0	8
26 à 45 ans	4	5	10	3	0	22
46 à 65 ans	0	4	12	5	2	23
66 ans ou plus	1	2	7	3	0	13
Total	10	12	31	11	2	66

De plus, la moitié (N = 33) des participants demandent toujours ou souvent avec intérêt à leurs voisins comment ils vont. Seulement 13 des participants admettent demander ceci rarement ou jamais. À cause de la formulation de la question « Entre voisins, vous demandez-vous avec *intérêt* comment vous allez? », il est possible que ceux qui ont répondu rarement ou jamais se demandent tout de même entre eux comment ils vont, mais simplement de façon impersonnelle, se satisfaisant de la réponse socialement acceptable à savoir que « oui, tout va bien ».

Presque le tiers des participants (N = 19) affirment qu'ils s'entraident « souvent » et « toujours » lorsqu'ils ont des problèmes. Notons que 7 participants sont incertains de ceci, répondant tout simplement par un point d'interrogation à la question. Ce haut niveau d'entraide

entre habitants est un indicateur positif que les habitants de la Basse-Ville, bien qu'ils ne se connaissent pas nécessairement tous et malgré les nombreuses obligations quotidiennes, vont prendre le temps de venir en aide aux habitants de leur quartier.

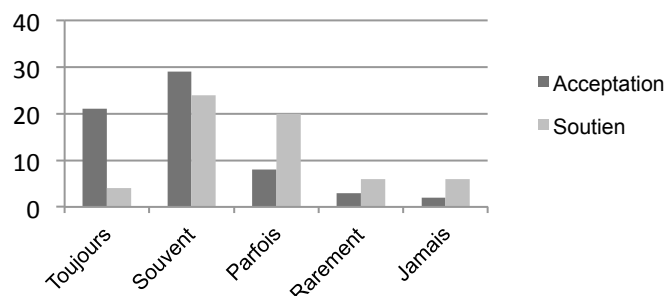
5.1.3 Les relations interpersonnelles

La façon dont les gens perçoivent les relations qu'ils entretiennent avec les autres personnes du quartier révèle un aspect plus personnel de la communauté. Plus les gens ont de bonnes relations interpersonnelles, plus elles se sentiront comme si elles font partie de la communauté. Afin d'être membre de la communauté, deux critères inter-reliés sont nécessaires : l'individu doit accepter de faire partie de la communauté et les membres de la communauté doivent également accepter cet individu parmi eux.

Dans les relations avec les personnes du quartier, au-delà de trois quarts (N = 50) des participants se sentent souvent ou toujours acceptés. Quant au soutien obtenu, 28 participants se sentent souvent ou toujours soutenus (Figure 5.2). Ces nombres élevés indiquent que les habitants de la Basse-Ville sont ouverts d'esprit et là un pour l'autre. Cela corrobore les résultats obtenus quant à l'entraide entre les habitants (voir ci-haut).

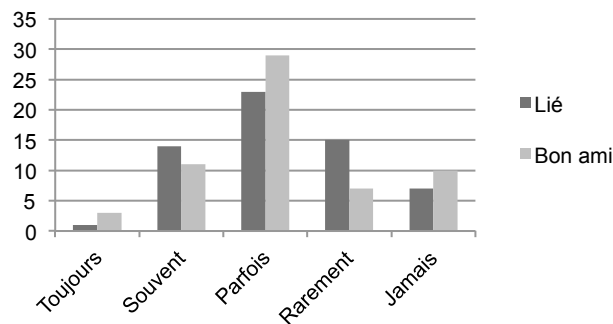
On compte au-delà d'un tiers des participants (N = 23) qui se sentent parfois liés aux

Figure 5.2
Sentiment d'être accepté et soutenu par les habitants, en nombre absolu



personnes du quartier, alors qu'un autre tiers (N = 22) se sentent rarement ou jamais liés à elles. Par contre, presque le quart (N = 14) des participants sentent souvent ou toujours avoir de bons amis parmi les habitants de la Basse-Ville et la moitié (N = 29) des participants le sentent parfois (Figure 5.3). Cette diversité de réponses quant au caractère des relations amicales ne veut pas nécessairement dire que si un participant ne se sent pas comme un « bon ami » pour les habitants de la Basse-Ville, qu'il aura de mauvaises relations avec eux. Il se peut tout simplement qu'il ne se sente pas lié aux habitants du quartier, qu'il ne partage pas beaucoup de traits communs avec eux ou encore qu'il ne désire pas étendre son réseau social sur le territoire dans lequel il demeure.

Figure 5.3
Sentiment d'être lié et d'être un bon ami
pour les habitants, en nombre absolu



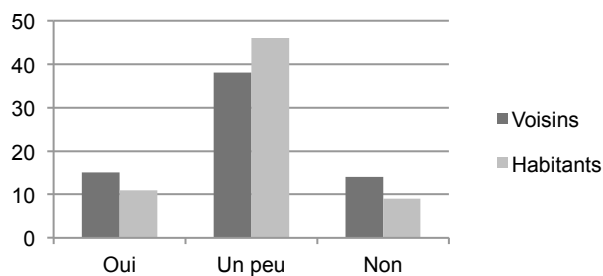
5.1.4 Les traits communs

Les traits partagés sont une caractéristique de la communauté qui ressort dans plusieurs définitions (Delanty, 2010; England, 2011; Silk, 1999). Ils permettent aux individus de se reconnaître des affinités, de développer de meilleures relations entre eux et même des amitiés.

La plupart des participants ont seulement « un peu » en commun avec leurs voisins ou les autres habitants de la Basse-Ville. Les autres ont plus en commun avec leurs voisins (22,4 %) qu'avec les habitants en général du quartier (16,7 %) (Figure 5.4). On remarque encore une fois

que la proximité joue un rôle dans la façon dont on perçoit son entourage. Ceci n'est guère surprenant puisque le quartier se compose de plusieurs rues souvent assez différentes l'une de l'autre. Par exemple, on retrouve plutôt les étudiants et autres habitants plus jeunes près du Marché By alors qu'au nord du quartier, les gens plus âgés dominant.

Figure 5.4
Traits communs des participants avec leurs voisins et les habitants du quartier, en nombre absolu



Environ la moitié des participants (N = 33) font confiance aux habitants de la Basse-Ville. Seulement 2 participants ne leur font pas confiance alors que 28 participants leur font « un peu » confiance. La confiance va souvent de pair avec un environnement sain et des caractéristiques partagées. Aussi, plus nous sommes familiers avec les personnes qui nous entourent, plus nous serons aptes à leur faire confiance.

5.1.5 Les perceptions de la communauté

Finalement, nous avons arrêté de tourner autour du pot et nous avons demandé directement aux participants s'ils croyaient qu'il y a une communauté dans la Basse-Ville. Jusqu'ici, les indices que nous avons étudiés suggèrent qu'une communauté existe bel et bien pour les francophones de la Basse-Ville. Celle-ci semble davantage s'organiser autour du chez soi, avec les voisins et amis proches, que la communauté d'un village typique qui est souvent

plus étendue. La communauté retrouvée dans la Basse-Ville Ouest semble rester sur son quant-à-soi. Les habitudes et les sentiments des participants nous indiquent que les habitants sont là les uns pour les autres, mais sans vouloir être trop encombrants ou être dérangés.

Cela étant dit, les participants croient-ils qu'une communauté existe? Presque la moitié d'entre eux (N = 31) affirment que oui, une communauté existe bel et bien dans la Basse-Ville, alors qu'un quart (N = 18) perçoivent qu'elle existe parfois et un cinquième des participants (N = 14) sont incertains. Seulement 4 participants disent qu'elle n'existe pas. Ces réponses répondent à notre première question de recherche : les francophones de la Basse-Ville Ouest forment-ils encore une communauté? Les résultats suggèrent que oui.

À ceux qui croient que la communauté existe, on leur a demandé s'ils sentent qu'ils en font partie. Près de la moitié (25 des 56 personnes) qui ont répondu à cette question sentent qu'ils font partie de la communauté, alors que ce n'est que parfois pour 16 personnes de l'échantillon. Seulement 5 disent être incertaines d'en être membres et 10 disent ne pas faire partie de la communauté. Bien qu'il y ait une variation dans l'intensité du *membership*, presque trois quarts des participants se considèrent comme un membre de la communauté de la Basse-Ville.

Encore une fois, pour ceux qui ont répondu que la communauté existe (« oui », « parfois » et « incertain »), on leur a demandé si cette communauté répondait à leurs besoins. Pour 25 d'entre eux, la communauté répond bel et bien à leurs besoins alors que pour 21 participants, elle y répond seulement parfois. La communauté ne répond pas aux besoins de seulement 5 participants (7 sont incertains). Il est important que la communauté réponde aux besoins de ses membres pour qu'ils sentent qu'ils en font partie et qu'ils veulent continuer à en faire partie. Ces besoins peuvent être divers, passant du social (entretenir des amitiés parmi ses voisins), au psychologique (le sentiment d'être lié à ses voisins et aux habitants), au culturel

(participer à des activités communautaires dans sa langue préférée), jusqu'au géographique (retrouver certains magasins et activités à l'intérieur du territoire délimité qu'est le quartier).

Nous avons ensuite demandé aux participants de décrire en trois mots ou expressions la communauté de la Basse-Ville telle qu'ils la perçoivent. Une variété de réponses ont été soumises et pour la plupart, elles font ressortir des caractéristiques positives de la communauté et du quartier (Tableau 5.2). Plusieurs participants évoquent la communauté historique du quartier, en utilisant des termes²⁴ tels que « patrimoine », « ouvrière » et « fondée dans l'histoire de la ville ». Certains reconnaissent le changement qui s'est produit à l'intérieur du quartier (que nous reconnaissons comme étant la gentrification) en qualifiant la communauté de : « professionnelle », « très variée », « urbaine », « changeante » et de « fonctionnaires ». D'autres la définissent à l'aide de caractéristiques plus humaines : « sympathique », « impliquée », « intéressée », « animée », « active » et « gentille ». Finalement, certains réfèrent à son caractère francophone.

Les réponses obtenues aux premières questions de la section annoncent bien les résultats obtenus lorsque les participants sont directement interrogés au sujet d'une communauté qui existe dans leur quartier.

5.1.6 Une expérience variable de la communauté

Les expériences de la communauté diffèrent en fonction de certaines caractéristiques des habitants. Nous avons croisé les réponses obtenues à la section B du questionnaire avec trois variables qui caractérisent les participants. Nous avons ensuite passé 17 tests statistiques non paramétriques sur chacun des croisements (voir le Tableau 5.7 pour les résultats significatifs des

²⁴ Les termes suivants sont transcrits directement des questionnaires et n'ont subi aucun changement.

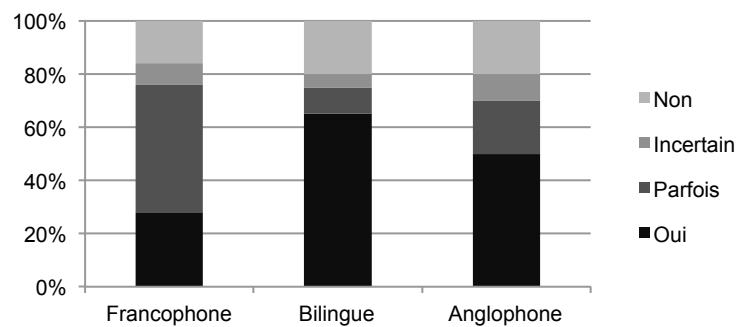
Tableau 5.2
La description de la communauté, par catégorie²⁵

Attraits physiques	<p>Beauté Jolie</p>	Caractéristiques humaines	Emplacement
Fait historique	<p>Aime le patrimoine Fondée dans l'histoire de la ville Héritage Histoire x2 Histoire et capitale du Canada Le patrimoine de la Basse-Ville n'est pas respecté, ni reconnu. Ceci décourage la communauté. Ouvrière Patrimoine Reconnaissance des sites et maisons patrimoniales Reconnait sa valeur historique (architecture, institutions...)</p>	Interactions sociales	Langue
Milieu gentrifié	<p>Ayant des moyens économiques élevés Changeante x2 Disparate Diversité x10 Éducation, professionnel, [actif à l'église] Fonctionnaires Hétéroclite Non conventionnelle Sophistiquée Transitoire Urbaine x2 Variée x2</p>	Problèmes	Autre

²⁵ **Note :** Les réponses sont transcrites comme elles ont été écrites dans le questionnaire

tests). Pour les croisements avec l'identité linguistique, trois résultats sont significatifs : connaître le prénom de ses voisins, se sentir comme un bon ami pour les personnes du quartier et se sentir partie de la communauté (si bien sûr, ils sont d'avis qu'elle existe dans la Basse-Ville) (Figure 5.5). On remarque que ce sont les bilingues qui ont une expérience plus positive. On peut présumer que les bilingues ont un sentiment plus fort d'appartenance à la communauté vu qu'ils peuvent s'identifier à plus d'un groupe linguistique. Ils seront peut-être plus aptes à socialiser et interagir avec les membres des deux autres groupes linguistiques que ne le sont les anglophones et les francophones.

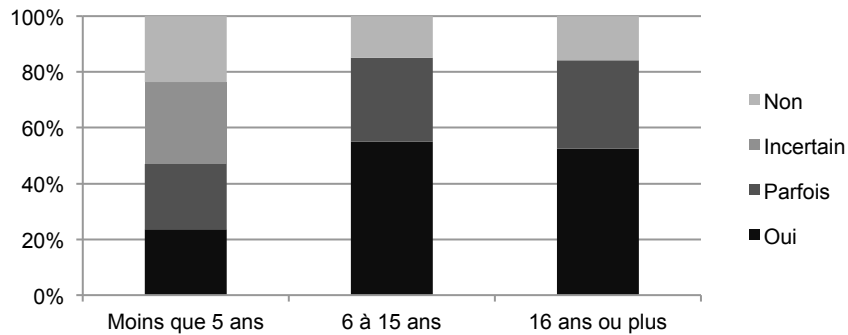
Figure 5.5
Le sentiment de faire partie de la communauté selon
l'identité linguistique, en pourcentage



À première vue, il n'y a pas de relations fortes entre le nombre d'années vécues à la Basse-Ville et les relations entretenues au sein du quartier. Cependant, les tests statistiques révèlent des relations significatives pour sept croisements : la présence d'amis dans le quartier, la connaissance des prénoms des voisins, l'effort de rencontrer de nouvelles personnes, d'aider ou de demander pour de l'aide à ses voisins, l'intérêt porté aux voisins, la croyance en l'existence d'une communauté et le sentiment de faire partie de celle-ci (Figure 5.6). Des différents croisements, il ressort que plus longtemps un habitant a résidé dans le quartier, plus il sera investi

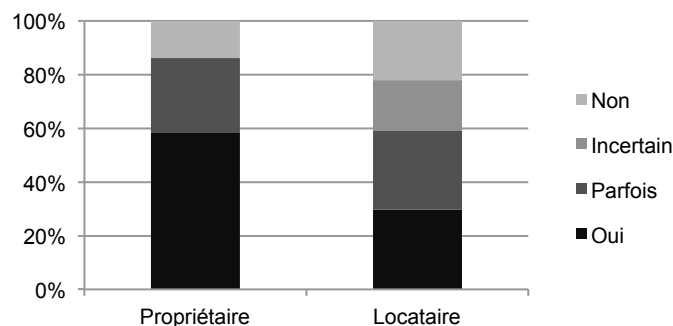
dans ses relations avec les autres habitants. Dans certains cas, le fait d'habiter le quartier depuis plus de cinq ans est suffisant pour avoir développé de bonnes relations.

Figure 5.6
Sentiment de faire partie de la communauté selon la durée de résidence, en pourcentage



Le statut de propriété du logement affecte aussi les relations sociales entre les habitants. Un total de 6 des 17 croisements faits avec le statut de propriété sont statistiquement valides : la présence de famille au sein du quartier, la connaissance des prénoms des voisins, l'effort de rencontrer de nouvelles personnes, la demande d'aide aux voisins, le fait de demander avec intérêt comment va l'autre et le sentiment de faire partie de la communauté (Figure 5.7). Ainsi, ce sont les propriétaires qui ont de meilleures relations sociales dans leur quartier. Ceci n'est pas surprenant étant donné que les propriétaires sont habituellement plus investis dans le quartier que les locataires, plus souvent de passage.

Figure 5.7
Le sentiment de faire partie de la communauté selon le statut de propriété, en pourcentage



Tout compte fait, les participants ont une expérience positive quant aux relations qu'ils vivent avec les habitants de leur quartier. Ceci se reflète dans le fait qu'ils attestent de la présence d'une communauté sur le territoire de la Basse-Ville et de la dynamique qu'elle crée entre ses membres.

5.2 L'engagement communautaire²⁶

De nombreuses études démontrent que la communauté ne dépend plus nécessairement du territoire dans lequel nous vivons (England, 2011; Fortin, 1988; Wellman et Leighton, 1979). Avec les nouvelles technologies d'information, il est devenu très facile de créer des réseaux à distance avec des personnes avec qui on se sent une affinité. England (2011, p.102) souligne la diversité des lieux possibles d'interaction communautaire: « community, the feeling that one engages with society meaningfully, is something that people often seek out. Whether it be through neighborhood associations, the PTA or the internet, there is often a longing or yearning to be part of something larger than oneself ». Dans ce contexte, nous avons voulu savoir si les habitants de la Basse-Ville participent tout de même à certaines activités à l'intérieur des frontières de leur quartier. Nous cherchons ici à mesurer le degré d'engagement des participants dans leur quartier. Nous leur avons demandé s'ils lisent par exemple le journal communautaire; s'ils participent à la vie associative dans le quartier, soit comme bénévoles ou membres; et s'ils écrivent aux politiciens locaux ou assistent aux réunions de l'Association communautaire de la Basse-Ville.

²⁶ Section D du questionnaire.

5.2.1 La connaissance des enjeux

Un ensemble de questions a porté sur les connaissances qu'ont les participants des enjeux qui concernent leur lieu de résidence et sur leur façon de s'en informer. À notre avis, le fait de se tenir informé sur les enjeux démontre un intérêt certain de l'individu envers son quartier et témoigne d'une appartenance à la communauté.

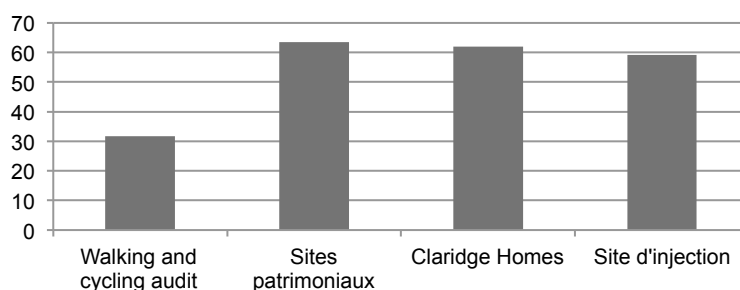
La Basse-Ville publie un journal communautaire bilingue, *The Lowertown (L')Écho de la Basse-Ville*. Quatre numéros sont produits chaque année. Février 2015 marque le début du sixième volume. Le journal publie une variété d'articles, de photographies et d'autres matériels portant sur la Basse-Ville ou qui est d'intérêt pour les habitants. Durant la période d'étude²⁷, le journal était disponible gratuitement sous forme papier; 7500 copies étaient imprimées et distribuées aux habitants dans le quartier (du côté Est et Ouest) et disponibles chez plusieurs commerces dans le quartier (Lowertown Community Association, 2015). Une version électronique était également disponible sur la page web du journal, la page web de l'Association communautaire de la Basse-Ville ainsi que sur la page Facebook de l'Association communautaire. Ces nombreuses plates-formes facilitent la lecture du journal. Effectivement, les trois quarts des participants (N = 49) affirment qu'ils lisent toujours ou parfois le journal. À partir de la lecture du journal, les habitants peuvent apprendre ce qui se passe dans leur quartier et se familiariser avec les enjeux qui le traversent.

À partir d'une liste comprenant quelques enjeux présents dans le quartier, nous avons demandé aux participants de cocher ceux qu'ils connaissent. Le *walking and cycling audit* du quartier est un enjeu qui est moins discuté dans les médias et aux rencontres de l'Association communautaire mais dont nous avons entendu parler alors que nous nous familiarisions avec le

²⁷ Au courant de l'automne 2014 (période d'étude), le journal était distribué par des bénévoles qui passaient de porte-à-porte. Depuis février 2015, la distribution est maintenant effectuée par Poste Canada.

quartier. Depuis 2013, cette évaluation, initiée par l'association communautaire, a comme but d'améliorer l'infrastructure piétonnière et cycliste dans le quartier. L'évaluation se fait par les habitants qui sont invités à marcher, faire de la bicyclette et circuler en fauteuil roulant et marchette avec des représentants de l'Association communautaire et du conseiller municipal lors de journées désignées. Cette évaluation mesure jusqu'à quel point les rues du quartier sont accessibles à tous. Environ un tiers des participants (31,8 %) sont au courant de cette évaluation. Cette proportion est assez élevée considérant que la dernière évaluation avant notre étude²⁸ date de janvier 2014 et que l'évaluation suivante a seulement eu lieu au mois de février 2015.

Figure 5.8
Les participants qui connaissent les enjeux, en pourcentage



Un autre enjeu sur lequel nous avons enquêté est celui du développement d'un site d'injection supervisé dans le quartier. Cet enjeu a suscité des débats houleux lors de l'élection municipale à l'automne 2014. Un peu moins du deux tiers (59,1 %) des participants connaissent cet enjeu. Alors que certains ne veulent rien savoir d'un site d'injection supervisé, d'autre croient en sa nécessité, mais tout en insistant qu'il ne faut pas qu'il se trouve près de chez eux. D'autre encore voient les bienfaits qu'un tel site pourrait apporter au quartier; plusieurs habitants retrouvent des aiguilles dans leur cours ou sur la rue. Un endroit très utilisé pour l'injection de

²⁸ La collecte de données de cette étude a eu lieu en novembre 2014.

drogues à l'intérieur du quartier se retrouve au coin des rues King Edward et Murray²⁹ (Gillis, 2013) (voir Figure 5.8 pour les réponses sur l'ensemble des enjeux à l'étude).

Il y a aussi les projets de la compagnie immobilière *Claridge Homes*. Ces projets qui touchent le quartier historique sont connus par deux tiers (62,1 %) des participants. *Claridge Homes* a notamment gagné la cause de la construction d'un hôtel de luxe au coin des rues Dalhousie et York, ce qui a eu comme résultat la démolition de l'édifice historique de l'Union du Canada qui a une forte valeur symbolique pour la francophonie d'Ottawa. On a amplement parlé dans la presse locale du conflit d'intérêt du conseiller municipal dans ce dossier, ce qui peut avoir aussi attiré l'attention des participants de notre enquête.

Un enjeu qui fait parler de lui dans les médias est celui de la préservation des sites patrimoniaux. Le quartier de la Basse-Ville, le plus ancien quartier de la ville a réussi à conserver de nombreux édifices qui datent de plusieurs décennies, certains même d'une centaine d'années. Un comité qui réunit citoyens et spécialistes, fait de la recherche et se mobilise pour préserver les sites qui ont une valeur historique. Un exemple récent de cette mobilisation est la préservation de deux maisons patrimoniales le long de la promenade Sussex lors de son aménagement. Presque deux tiers (63,6 %) des participants connaissent cet enjeu. Plusieurs habitants ont à cœur les sites patrimoniaux; la préservation du caractère unique du quartier leur est d'une grande importance.

En conclusion, il n'y a aucun doute que les participants sont des citoyens informés, et cela sur des sujets divers qui ont rapport à leur quartier. Cela suggère un attachement réel à la communauté. On peut penser que l'attachement à son lieu de résidence et l'intérêt à l'égard de ces enjeux sont liés. Cet intérêt partagé aide au développement et au maintien d'une communauté au sein du quartier.

²⁹ Nous retrouvons à cette intersection Les Bergers de l'Espoir, une organisation sans but lucratif dédiée aux besoins des sans-abris et des appauvris de la ville d'Ottawa.

5.2.2 La participation communautaire

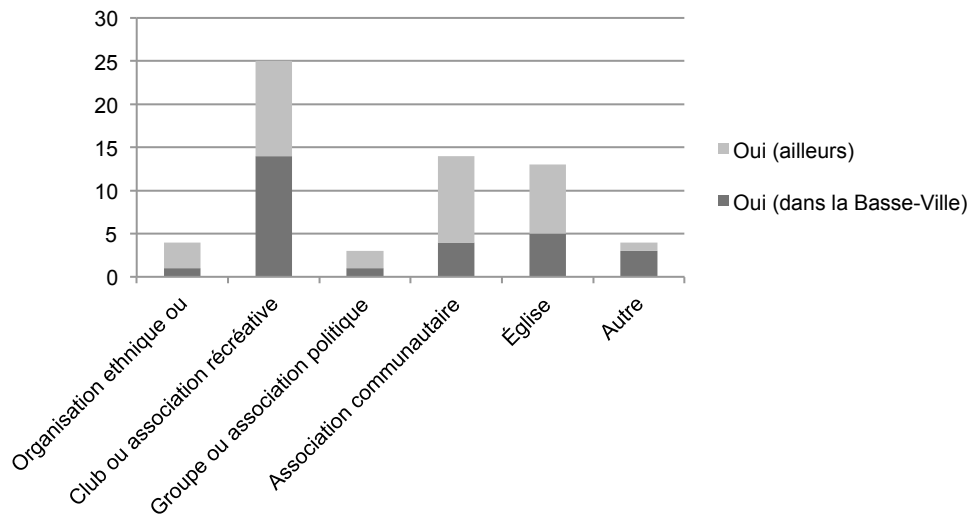
Ce sont les individus qui font d'un quartier un espace qui permet le développement et le maintien d'une communauté. En faisant partie de diverses associations³⁰, les habitants créent en quelque sorte la communauté.

Un bénévole fait don de son temps, sans attendre en retour une compensation financière. Le bénévolat « profite à la fois la société en général et le bénévole lui-même en renforçant la confiance, la solidarité et la réciprocité parmi les citoyens et en créant délibérément des opportunités de participation » (traduction libre, Hockenos, 2011, p.i). Cela étant dit, peu de participants font du bénévolat dans le quartier. Au-delà de la moitié (N = 35) n'en font jamais. Seulement un cinquième (N = 11) des participants en font parfois ou souvent, parmi lesquelles 10 sont âgées d'au moins 46 ans. Cette observation est constante avec ce qu'une étude de Statistique Canada rapporte : les personnes plus âgées font plus de bénévolat que les adultes plus jeunes (Vézina et Crompton, 2012).

Peu de gens font partie ou fréquentent des associations. Cependant, parmi ceux qui participent à des associations, plusieurs le font dans leur quartier (Figure 5.9). Un total de 55 habitants dit participer à l'une ou l'autre des catégories d'associations mentionnées dans le questionnaire (les participants pouvaient cocher plus qu'une réponse). Parmi elles, 27 personnes sont actives à l'intérieur de la Basse-Ville, soit la moitié. À cause de la taille relativement petite du quartier, il est normal que certains participants en sortent pour retrouver une association qui réponde à leurs besoins. Effectivement, la ville offre un plus grand éventail d'associations qu'un quartier; c'est impossible de retrouver toute la gamme des associations autour desquelles se structure la communauté à l'intérieur de chaque quartier de la ville. En gardant cela en tête, la

³⁰ Afin d'alléger le texte, nous utilisons le terme « association » pour représenter l'éventail des catégories de l'étude : club, église, groupe, organisation, et bien sûr, association.

Figure 5.9
Les participants qui font partie d'association(s) selon l'emplacement,
en nombre absolu



Basse-Ville offre assez de choix d'associations à ses habitants, permettant alors à ces derniers de s'intégrer et de participer à la vie communautaire.

5.2.3 La participation politique communautaire

Nous nous sommes renseignés au sujet des pratiques politiques communautaires des participants au cours de la dernière année. Un cinquième (20,0 %) des participants sont allés aux réunions de l'Association communautaire de la Basse-Ville. Ces rencontres qui se déroulent une fois par mois permettent le partage d'information sur les enjeux et événements qui se rapportent à la communauté. Des sujets tels que la sécurité, le patrimoine, les commerces et les activités sont discutés.

Presque la moitié (47,7 %) des participants ont écrit ou parlé à un politicien à propos d'un sujet du quartier. Les réunions de l'Association communautaire de la Basse-Ville facilitent ce processus étant donné que le conseiller municipal du quartier Rideau-Vanier (ou au moins son assistant) y est présent à chaque rencontre. Des députés des parlements provincial et fédéral viennent également de temps à autre pour une mise à jour. Après leur intervention, qui a rapport

à la Basse-Ville, les habitants peuvent discuter et soulever des sujets à discuter avec eux. Bien sûr, il est également possible que les habitants écrivent à un politicien dans d'autres circonstances.

Les élections municipales se sont déroulées le 27 octobre 2014, tout juste avant notre enquête. Plus de trois quarts (76,6 %) des participants ont voté. Ce taux de participation dépasse celui comptabilisé par la Ville. Pour le quartier Rideau-Vanier, 37,29 % des électeurs admissibles ont déposé un vote (Ville d'Ottawa, 2014 b). Il est à noter que ce pourcentage inclut les habitants de la Basse-Ville (Est et Ouest), de la Côte de Sable ainsi que de Vanier. Il est cependant clair que les habitants de la Basse-Ville Ouest qui ont participé à notre enquête, sont des citoyens politiquement actifs, du moins à l'échelle municipale.

Au courant de la dernière année, le quart (24,6 %) des participants à l'étude ont travaillé avec des gens face à un problème encouru dans le quartier. Ce pourcentage reflète bien les réponses aux questions sur l'aide (19,4 % toujours et souvent) et l'entraide (31,1 % toujours et souvent) entre voisins (voir pages 60 à 72 pour l'analyse complète des relations entre les habitants).

Au cours de l'année, différents événements se déroulent dans la Basse-Ville, et cela, des deux côtés de la rue King Edward. Presque la moitié (43,9 %) des participants ont participé à une célébration dans le quartier. Ces événements sociaux permettent aux habitants de développer de nouveaux liens d'amitié ou de renforcer ces derniers avec les autres habitants du quartier dans un environnement neutre et inclusif et encouragent ainsi le sentiment d'appartenance à la communauté.

5.2.4 Une expérience variable de l'engagement communautaire

Les résultats obtenus aux 11 tests statistiques non paramétriques effectués sur les croisements avec chacune des trois variables qui concernent le type d'habitant (identité linguistique, durée de résidence et statut de propriété) suggèrent que l'engagement communautaire est surtout influencé par le statut de propriété (Tableau 5.7).

Un seul résultat s'est avéré significatif quant à la participation politique selon les groupes linguistiques : le fait d'aller aux réunions de l'Association communautaire de la Basse-Ville. Ce sont les anglophones et les bilingues qui ont une plus grande présence aux réunions. Ces résultats s'expliquent possiblement par le fait que les réunions se déroulent habituellement en anglais.

En ce qui a trait à la durée de résidence, deux résultats des 11 tests sont généralisables à la population du quartier : aller aux réunions de l'Association communautaire et voter aux élections municipales de 2014. C'est après plus de cinq ans dans le quartier que les taux d'engagement communautaire sont les plus élevés.

Les propriétaires sont plus engagés dans leur communauté que ne le sont les locataires. Lorsqu'on croise le statut de propriété avec l'engagement communautaire, c'est celui-ci qui a généré le plus de résultats significatifs, pour un total de cinq : lire le journal communautaire, écrire ou parler à un politicien, participer à une célébration, voter à l'élection municipale de 2014 et connaître l'enjeu des sites patrimoniaux. Les deux groupes sont engagés dans leur communauté, mais ce sont les propriétaires qui ont le taux le plus élevé de participation.

5.3 L'attachement aux lieux³¹

Pour qu'un individu puisse s'intégrer à son quartier et sentir qu'il en fait partie, il doit d'abord s'y sentir à l'aise. C'est à travers ses expériences quotidiennes que l'individu peut devenir

³¹ Section C du questionnaire.

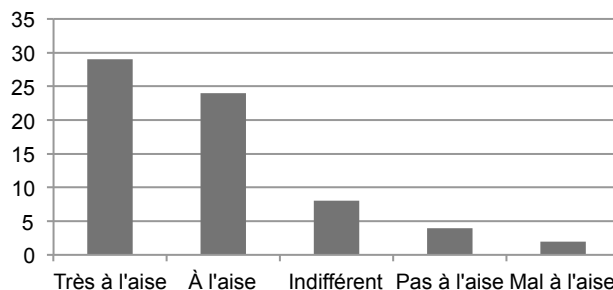
confortable et développer un sentiment de bien-être à l'intérieur de son quartier. L'attachement que ressent l'individu envers certains lieux contribue à ce bien-être (Garneau, 2003; Mendoza et Morén-Alegret, 2013; Moquay, 1997). Nous avons donc mesuré l'appartenance des habitants à la Basse-Ville à l'aide de questions sur leur confort, leur satisfaction et leur volonté de rester dans le quartier.

5.3.1 Le confort

Le confort est une dimension importante de l'appartenance au quartier. Plus confortable est l'individu, plus il tendra à s'intégrer à la vie sociale, économique et politique du quartier. Divers facteurs, tels que connaître ses voisins, éprouver un sentiment de sécurité ou avoir un endroit qui nous est spécial, peuvent contribuer à faire ressentir un plus grand confort.

Nous avons mesuré le niveau d'aise dans le quartier sur une échelle de Likert à cinq degrés : de mal à l'aise jusqu'à très à l'aise (Figure 5.10). Il en ressort que les participants sont très confortables dans le quartier. On remarque que seulement deux participants sont « mal à l'aise » alors qu'à l'autre bout de l'échelle, on retrouve presque la moitié des participants, soit 29 personnes qui sont « très à l'aise » dans la Basse-Ville. Quatre cinquième des personnes se situent sur les deux points les plus élevés de l'échelle, démontrant que les participants sont confortables dans leur quartier. Ceci est un bon indicateur qu'une communauté peut prendre

Figure 5.10
Les participants selon leur degré d'aise dans le quartier, en nombre absolu



forme à l'intérieur de la Basse-Ville.

Pas moins de 43 participants³² disent avoir un endroit pour lequel ils ressentent une affection particulière. Nous avons demandé à ceux-ci de préciser cet endroit. La plupart (N = 27) n'ont nommé qu'un seul endroit alors qu'un tiers (N = 14) en ont

Catégories de réponses	Nombre de fois cités
Parcs	16
Marché By	9
Rues	7
Chez-soi	6
Restaurants et cafés	5
Services et commerces	3
Dépanneurs	2
Institutions	2
Quartier	2

nommé au moins deux. Une variété d'endroits a été énumérée. Le Tableau 5.3 présente les réponses obtenues regroupées en différentes catégories. La plupart des endroits nommés se retrouvent à l'intérieur de la partie Ouest de la Basse-Ville, mais certains sont du côté Est (par exemple, le parc Bordeleau) et l'un est même à l'extérieur du quartier (le Parlement).

Six participants ont cité leur chez soi comme étant le lieu pour lequel ils ressentent la plus grande affection; c'est également le seul lieu qu'ils ont nommé. L'étude de leurs réponses à d'autres questions de l'enquête confirme que la plupart d'entre eux ne font pas d'effort pour rencontrer de nouvelles personnes et connaissent peu de prénoms de leurs voisins. Leurs réponses sont divisées quant à l'existence de la communauté (ils ont répondu oui, parfois, incertain et non). Donner la réponse « chez soi » pourrait être interprété comme un signe d'une présence moins active dans la communauté, mais ceci n'est pas nécessairement le cas. Plusieurs habitants ont des chaises sur leur balcon, signe d'ouverture envers les habitants qui se promènent devant leur maison. En marchant dans le quartier par une belle journée, il n'est pas rare de voir les habitants assis sur leur balcon, heureux et parlant aux habitants qui marchent devant chez eux. De plus, les nombreuses maisons patrimoniales offrent un élément de fierté à ces

³² Un total de 60 participants ont répondu à cette question.

propriétaires et locataires, et il se peut alors que ce soit ce facteur qui ait joué dans la réponse donnée.

Les diverses réponses reçues nous disent que le quartier en général offre à ses habitants plusieurs endroits de confort, d'aisance et d'affection. Pour certains, ce sont des endroits plus calmes comme un parc, un dépanneur du coin ou la Basilique Notre-Dame. Pour d'autres, ce sont des endroits plus fréquentés tels que le Marché By ou un restaurant. Quoi qu'il en soit, les participants ont tous énuméré des endroits accueillants.

5.3.2 La satisfaction

La satisfaction envers l'endroit où un individu demeure contribue fortement à son bien-être personnel. Sa capacité à entrer en lien avec les autres sera aussi affectée par le fait qu'il aime non seulement son logement mais aussi son voisinage. Avant de déménager, de la recherche est habituellement effectuée pour évaluer les avantages et les désavantages non seulement du logement qui nous intéresse, mais aussi du quartier dans lequel il se situe. Bien qu'il soit presque impossible de trouver un endroit qui réponde à tous nos besoins, nous espérons que les qualités du lieu surpasseront les défauts. C'est pourquoi nous avons demandé aux participants de nous parler de ce qui leur plaît et leur déplaît dans leur quartier.

Nous avons demandé aux participants d'énumérer trois choses qu'ils aiment le plus de leur quartier et trois choses qu'ils aiment le moins. Ces deux questions à réponses ouvertes ont permis des réponses plus intimes et personnelles de la part des participants, nous fournissant des indications très informatives sur leur satisfaction à l'égard du quartier.

Tableau 5.4
Ce que les participants aiment le plus de leur quartier

Activités	Activités - 1 Animation - 1 Bibliothèque - 2 Café - 2 Cathédrale - 2 Commerce - 17 Culture - 9 Dépanneur - 1 Galerie d'art - 1 Marché By - 13 Musée - 1 Parlement - 1 Patro - 1 Pubs - 1 Resto - 12 Rue - 6 Services - 6 Université - 1	Cadre bâti	Architecture - 5 Bâtiments - 1 Héritage - 1 Histoire - 10 Maisons patrimoniales - 1 Patrimoine - 4 Renouveau - 1
Caractère social	Appartenance - 2 Ambiance - 1 Atmosphère - 1 Calme - 1 Diversité - 5 Éclectique - 1 Fierté - 1 Liberté - 1 Polyvalente - 1 Sécurité - 2 Sympathique - 1 Tranquillité - 6 Variété - 1 Vie - 3 Village - 2	Caractère physique	Animaux - 1 Arbres - 1 Beauté - 2 Espace vert - 7 Pas de moustiques - 1 Parc - 10 Piste cyclable - 1 Propreté - 1 Urbain - 3
Chez-soi	Chez-soi - 2 Maison - 2	Emplacement	Accessibilité - 1 Centralité - 2 Centre-ville - 10 Emplacement - 2 Marchable - 12 Pratique - 1 Proximité - 36 Transport en commun - 3
Habitants	Âge, variété d' - 1 Amis - 1 Habitants - 6 Voisins - 1	Langue	Gatineau - 2 Francophone - 4

Du côté positif, dans aucun ordre particulier (voir Tableau 5.4 pour la liste de réponses reçues), une réponse qui est très souvent survenue en est une de nature géographique. La Basse-Ville est proche de tout, depuis l'Université d'Ottawa ou le lieu de travail jusqu'aux divers commerces, cafés et restaurants du centre-ville. Il est possible de marcher où l'on désire se rendre. Les participants apprécient également les habitants du quartier, leurs voisins ou simplement le milieu en général. Un autre point positif qu'ils invoquent sont les ressources offertes aux habitants : que ce soit les activités, la cathédrale, les cafés et restaurants, les services, la galerie d'art. Certaines rues clés telles que la promenade Sussex et la rue Dalhousie sont également mentionnées. D'autres relèvent la qualité architecturale des bâtiments qui les entourent; le caractère historique et patrimonial du quartier a souvent été cité. Certains participants décrivent le caractère social et physique de la Basse-Ville : sa beauté, propreté, diversité, polyvalence, variété et fierté. Certains mentionnent leur appartenance au quartier. D'autres aiment leur chez-soi. Alors que quelques participants le comparent à un village, d'autres insistent sur son caractère urbain. Certains, bien que peu, mentionnent le fait francophone du quartier.

De l'autre côté de la médaille, nous avons les éléments que les participants aiment le moins de leur quartier. De grandes catégories de réponses ont été identifiées (Tableau 5.5). Une première est celle reliée au transport routier; il y a des problèmes de vitesse, de construction, de congestion et de gros camions dans le quartier. La qualité du déblaiement pose aussi problème. Quant à l'aspect physique du quartier, on évoque les bâtiments abandonnés ou mal entretenus, et le trop grand nombre de tours d'habitations. La présence de la compagnie Claridge a été mentionnée à deux reprises, sans oublier la destruction du patrimoine. L'aspect sécuritaire du quartier a été mentionné plusieurs fois; le fait que les habitants doivent faire attention et barrer

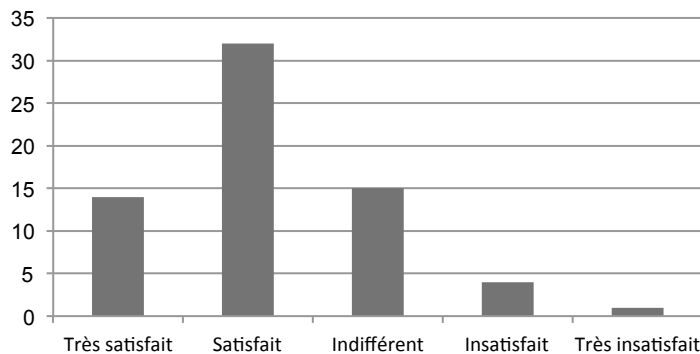
Tableau 5.5
Ce que les participants aiment le moins de leur quartier

Bruit	Bruit Bruit en soirée - 2 Bruit durant les soirées de fin de semaine Bruits par les édifices gouvernementaux	Cadre bâti	Bienfaisers excités encouragés par l'hôtel de ville Condos - Claridge Développement de condo en hauteur - 2 Développement de condo et destruction du patrimoine Édifices et propriétés négligés - 9 Habitations modernes sans balcons ou cours Incursion de Claridge dans le voisinage Les nouveaux condo Manque de protection des édifices patrimoniaux Manque d'uniformité architecturale
Environnement	Excréments de chien La section nord du quartier est un peu oublié Manque de bancs Parcs pour chien seulement Pourrait être embelli Proximité des voisins Travaux de construction Trop d'écureuils	Habitants	Gens du voisinage sont peu soucieux Peu de familles avec des enfants - 2 Voisins difficile Disparité entre classes sociales
Langue	Diminution du français Érosion de la langue française Langue Pas assez francophone Peu d'activités en français Peu de français dans les commerces Vie quotidienne se déroule peu en français	Milieu commercial	Attrape touristique Bars Manque de commerces utiles Perte d'authenticité du Marché By Peu de boulangeries et petits magasins Prolifération de bars et restaurants qui chassent les petits commerces Proximité de nombreux bars Transformation du Marché By en « food court »
Qualité des services	Accessibilité hivernale - 2 Déblayage hivernal négligé par la ville Manque de service de la ville	Sécurité	Beaucoup de sans abris - 14 Bergers d'Espoir - 2 Crime - 4 Doit verrouiller les portes - 2 Drogues et seringues - 9 Hébergements - 5 Logements d'Ottawa - 2 Mendiants - 4 Pauvreté - 3 Problèmes parmi les clients de la mission Sécurité - 6 Violence après la sortie des bars
Transport routier	Autobus touristiques sur les rues résidentielles Bruit de la circulation Bruit de la rue King Edward - 2 Camions - 2 Circulation - 4 Division du quartier par la rue King Edward Les rues fermées (avec une barrière) Manque de piste cyclable Manque de stationnement - 5 Rue King Edward Rue Murray (entre Cumberland et King Edward) - 2 Trafic - 4 Vitesse - 2		

leurs portes à cause de vols, la proximité des refuges pour les sans-abris et le grand nombre d'itinérants et de mendiants ainsi que le problème de drogue et les seringues retrouvées au sol inquiètent plusieurs participants. Les habitants ont aussi soulevé des problèmes à l'égard des commerces du quartier; certains n'aiment pas le fait qu'il y a de moins en moins de commerces locaux et qu'ils ont été remplacés par de trop nombreux restaurants. Plusieurs ne sont pas heureux du bruit sur les rues durant les soirées de fin de semaine. D'autres réfèrent à l'« insouciance » soit des citoyens ou de la municipalité. L'aspect démographique a également été mentionné; certains disent qu'il y a un manque de famille et d'enfants, que le quartier n'est pas sécuritaire pour les enfants et qu'il y a trop d'étudiants. D'autres ont mentionné le peu de bancs, les nombreux écureuils et le manque de pistes cyclables. Le fait francophone, ou plutôt la diminution du fait francophone a souvent été mentionné, soit par le peu d'activités en français offertes ou par le peu de francophones qui résident dans le quartier. Parmi ces éléments, certains sont uniques à la Basse-Ville à cause de son emplacement et son histoire alors que d'autres sont communs à plusieurs quartiers urbains.

Quoi qu'il en soit, le degré de satisfaction à l'égard du quartier est très élevé (Figure 5.11). Même si nous avons précédemment demandé aux participants si la *communauté* satisfait leurs besoins, nous avons aussi voulu savoir à quel degré le *quartier* satisfait leurs besoins. Nous avons mesuré ceci sur une échelle Likert à cinq degrés, passant de « très insatisfait » à « très satisfait ». Une seule personne dit être très insatisfaite alors que 14 participants sont « très satisfaits ». Le mode, avec 32 participants, se retrouve à la catégorie « satisfait », une excellente mesure du degré de satisfaction.

Figure 5.11
Les participants selon leur degré de satisfaction,
en nombre absolu



5.3.3 La volonté de rester dans le quartier

La volonté de rester dans le quartier est un indicateur important de l'attachement qu'on lui porte. Un habitant qui occuperait le quartier de façon provisoire, tel qu'un étudiant qui envisagerait le quitter à plus ou moins brève échéance, serait moins investi dans son milieu et aurait moins tendance à développer des relations avec ses voisins et les autres habitants du quartier que quelqu'un qui prévoit y demeurer à long terme.

Nous avons demandé aux participants s'ils pensaient toujours habiter la Basse-Ville dans cinq ans. Plus des deux tiers d'entre eux (69,2 %) croient toujours habiter ce même quartier. Nous leur avons ensuite demandé quelle serait la (les) raison (s) qui les pousseraient à déménager hors de la Basse-Ville. Les réponses (Tableau 5.6) sont variées et certaines personnes en ont énuméré plus qu'une. Certains ont donné des raisons d'ordre plus pratique : si l'âge ou la santé ne leur permettrait plus de vivre chez eux; si la taille et l'entretien de leur demeure devenaient trop difficiles; ou encore si le prix pour vivre dans le quartier devenait trop élevé. Pour d'autres participants, ce serait dû à des aspects négatifs du quartier tels qu'un trop haut niveau de crime, la présence de drogues, de bruits et d'un trop grand nombre de sans-abris. Certains participants déménageraient pour accéder à une « meilleure qualité de vie » : pour

s'acheter une maison, déménager à la campagne, pour avoir un plus grand espace pour leur famille et que leurs enfants puissent jouer dehors. Pour d'autres encore, c'est pour profiter de différentes opportunités reliées au travail, à la carrière; ils déménageront une fois qu'ils auront terminé leurs études ou s'ils se trouvent un emploi ailleurs. Pour certains, c'est pour avoir un plus grand sentiment de communauté, pour retourner à leur pays d'origine et pour aller vivre en français au Québec.

Tableau 5.6
Raisons pour lesquelles les participants déménageraient hors du quartier

Communauté	Aller vivre en français au Québec - 1 Désir d'avoir plus une communauté - 1 N'est pas résident du Canada - 1	Facteurs reliés à l'âge	Âge - 8 Entretien et taille de la maison - 6 Imprévu ou nécessité - 2 Retraite - 3 Santé - 8
Prix	Prix - 11	Problèmes	Bruits - 3 Crime et drogue - 3 Futur du quartier - 2 Pas assez d'espaces verts - 1 Pauvreté - 1 Sans-abris - 1 Trop de condo en hauteur - 1
Opportunités	Emploi ailleurs - 10 Fini ses études - 7 Continuer ses études ailleurs - 1 Déménagement hors Ottawa - 1	Style de vie	Achat d'une maison - 3 Déménagé à la campagne - 2 Famille et enfants - 10 Jouer dehors - 2 Vivre dans un condo - 1

Ces différentes réponses démontrent que plusieurs des participants aiment le quartier et espèrent toujours y habiter à long terme. Ce serait des facteurs hors de leur contrôle qui souvent les emmèneraient à déménager. Pour d'autres, ce serait la recherche de pâturages plus verts ou encore, pour sauter à la prochaine étape dans le parcours de leur vie.

5.3.4 Une expérience commune de l'attachement aux lieux

L'expérience du quartier en est une qui est partagée et semblable pour les différents groupes de l'étude. Elle est positive pour la plupart des participants. L'identité linguistique des participants ne joue pas dans l'appartenance au lieu de résidence. On remarque des tendances très similaires parmi les francophones, les bilingues et les anglophones. Aucun des croisements entre les variables de l'appartenance et de l'identité linguistique n'ont été significatifs (voir Tableau 5.7 pour les résultats significatifs de l'ensemble des tests).

Pour la durée de résidence, on remarque aussi assez peu de différences selon les groupes. Des quatre tests statistiques non paramétriques effectués, deux croisements sont significatifs : le degré d'aise dans le quartier et la volonté de rester dans le quartier. Ce sont les participants qui habitent la Basse-Ville depuis cinq ans ou moins qui comptent une proportion beaucoup moins élevée de réponses positives que les participants qui y habitent depuis plus longtemps. Ce fait ne surprend pas puisque 7 des 21 participants qui habitent la Basse-Ville depuis moins de six ans sont des étudiants et habitent souvent le quartier de façon provisoire.

En ce qui a trait au statut de propriété, bien que les propriétaires aient une expérience plus positive de l'appartenance au quartier, elle ne surpasse celle des locataires que de peu. Cela dit, deux croisements ont été significatifs, les mêmes en fait que pour la durée de résidence : le degré d'aise et la volonté de rester dans le quartier.

Nous proposons comme hypothèse que cette expérience partagée entre les différents participants traduit une même tendance : le quartier constitue pour les participants, quelles que soient leurs caractéristiques, un endroit pour lequel ils ressentent une affection. En d'autres mots,

Tableau 5.7
Résultats significatifs des tests statistiques non paramétriques selon le type d'habitant³³

	Question	Caractéristique pour laquelle le résultat est significatif	Valeur de p
Les relations entre habitants (Section B)	Avez-vous de la famille qui habite le quartier?	Statut de propriété	p = 0,047
	Avez-vous des amis qui habitent le quartier?	Durée de résidence	p = 0,007
	Connaissez-vous le prénom de vos voisins?	Statut de propriété	p = 0,000
		Durée de résidence	p = 0,002
		Identité linguistique	p = 0,034
	Faites-vous un effort pour rencontrer de nouvelles personnes qui habitent le quartier?	Statut de propriété	p = 0,000
		Durée de résidence	p = 0,004
	Aidez-vous ou demandez-vous pour de l'aide à vos voisins (emprunter un outil, arroser les plantes, etc.)?	Statut de propriété	p = 0,000
		Durée de résidence	p = 0,008
	Entre voisins, vous demandez-vous avec intérêt comment vous allez?	Statut de propriété	p = 0,001
		Durée de résidence	p = 0,000
	Dans les relations avec les personnes du quartier, je me sens un(e) bon(ne) ami(e) pour elles :	Identité linguistique	p = 0,050
La communauté de la Basse-Ville existe-t-elle?	Durée de résidence	p = 0,039	
Si la communauté existe, sentez-vous que vous en faites partie?	Statut de propriété	p = 0,018	
	Durée de résidence	p = 0,040	
	Identité linguistique	p = 0,025	
L'appartenance au quartier (Section C)	Comment vous sentez-vous dans le quartier?	Statut de propriété	p = 0,026
		Durée de résidence	p = 0,001
	Dans 5 ans, pensez-vous que vous habiterez encore la Basse-Ville?	Statut de propriété	p = 0,011
		Durée de résidence	p = 0,006
L'engagement communautaire (Section D)	Lisez-vous le journal communautaire de la Basse-Ville, <i>L'Écho</i> ?	Statut de propriété	p = 0,015
	Au cours de la dernière année, avez-vous été aux réunions de l'Association communautaire de la Basse-Ville?	Durée de résidence	p = 0,033
		Identité linguistique	p = 0,013
	Au cours de la dernière année, avez-vous écrit ou parlé à un politicien à propos d'un sujet du quartier?	Statut de propriété	p = 0,042
	Au cours de la dernière année, avez-vous participé à une célébration dans le quartier?	Statut de propriété	p = 0,048
	Au cours de la dernière année, avez-vous voté aux élections municipales de 2014?	Statut de propriété	p = 0,047
Durée de résidence		p = 0,001	
	Connaissance des sites patrimoniaux	Statut de propriété	p = 0,026

³³ **Note :** Nous avons passé les tests statistiques non paramétriques chi-carré et Kruskal-Wallis (selon les données nominales et ordinales, respectivement) sur trois caractéristiques des habitants (identité linguistique, durée de résidence et statut de résidence) avec 33 questions (pour un total de 99 tests effectués). De ces tests, 30 résultats se sont révélés significatifs. Ce tableau présente les résultats significatifs (p < 0,005). Pour les modalités d'analyse complète, voir p.49 dans la méthodologie.

le quartier représente pour le participant non pas un territoire sans valeur pour lequel il ne ressentirait aucun attachement particulier mais bien un lieu significatif. Le territoire qu'occupe la Basse-Ville offre les mêmes opportunités de base à ses habitants, mais chacun y trouve ses propres façons de répondre à ses besoins. Certes, il y a des éléments que les participants n'aiment pas de leur quartier et qu'ils voudraient voir changés. Ceci est tout à fait normal. Cette volonté d'améliorer le quartier donne la chance à ses habitants d'avoir un impact sur leur quartier, renforçant alors leur appartenance à la communauté.

5.4 Pour conclure

Finalement, les résultats suggèrent qu'une communauté est bel et bien présente dans la Basse-Ville Ouest. Les bonnes relations interpersonnelles, l'attachement aux assises matérielles du quartier et l'engagement communautaire en attestent. Le sentiment de communauté est plus présent chez certains individus tels que les bilingues, les personnes qui ont vécu à la Basse-Ville depuis plusieurs années et les propriétaires.

S'identifier en tant que bilingues permettrait une meilleure appartenance à la communauté étant donné que ceux-ci se sentent à l'aise de socialiser avec des personnes dans les deux langues officielles. Les occasions où ils peuvent développer de bonnes relations avec les habitants et participer à la vie communautaire seraient alors moins restreintes.

Le statut de propriété créerait un plus haut niveau d'appartenance à la communauté puisqu'être propriétaire de son logement assure une stabilité. L'habitant est plus investi lorsqu'il est propriétaire, et pour plusieurs, plus que financièrement. L'habitant veut s'assurer de vivre dans un lieu qui réponde à ses besoins et qui lui offre une image positive. Cela donne de la fierté à l'habitant envers son lieu de résidence. Être locataire n'enlève pas nécessairement ce sentiment,

mais il peut le diminuer. Le locataire habite parfois le quartier de façon temporaire et ceci peut influencer son degré d'engagement. Il peut se sentir le bienvenu et accepté par les autres habitants, mais peu participer à la vie politique du quartier, par exemple.

Le nombre d'années passé dans le quartier a un effet semblable au statut de propriété. Celui-ci offre également une stabilité et une plus grande appartenance envers le milieu. Plus on habite longtemps quelque part, plus on sera familier avec son entourage. On aura plus tendance à s'y attacher et à s'y investir.

Les gens ont tendance à vouloir et exiger une meilleure qualité de vie dans le quartier lorsqu'ils y restent longtemps. Bien sûr, la « longue durée » peut varier selon l'habitant. Pour un étudiant, cela peut signifier qu'il va demeurer dans ce quartier pour la durée de son parcours universitaire; pour un employé à la fonction publique qui est embauché pour un contrat de 4 ans serait y rester pour toute la durée de ce contrat. Alors, la façon dont l'individu perçoit ce qui se qualifie de longue durée varie souvent selon l'étape de sa vie. Cela dit, les résultats de notre enquête révèlent qu'après plus de cinq ans dans le quartier, les habitants ont tendance à s'investir davantage dans celui-ci.

6. LA COMMUNAUTÉ

Si on se rappelle bien, cette étude vise deux objectifs : le premier, est de mesurer jusqu'à quel point une communauté existe toujours qui regroupe les francophones de la Basse-Ville et le deuxième est de mesurer comment elle se construit à travers leurs sentiments, pratiques et lieux d'appartenance. Dans le chapitre précédent, nous avons constaté qu'une communauté existe bel et bien du point de vue des habitants, tout au moins, ceux que nous avons interrogés. Le nombre de participants visé permet une assez bonne représentation de la population qui vit dans les maisons et petits immeubles résidentiels dont la porte est accessible par la rue et qui vit plus au nord du quartier. Nous avons également fait ressortir comment la communauté fonctionne à travers les relations des participants, leur rapport aux espaces du quartier et leur engagement. Ce chapitre vise à revenir sur la construction de la communauté de façon plus explicite. Nous allons discuter de l'évolution de la communauté francophone de la Basse-Ville et de son passage d'une communauté villageoise à une communauté de quartier. Nous réfléchirons ensuite à divers aspects de cette communauté, en l'abordant en tant que nœud de relations, foyer d'appartenance et territoire vécu. Nous allons aussi nous interroger à savoir si la communauté de la Basse-Ville Ouest est toujours francophone. Finalement, nous allons conclure notre réflexion sur la persistance des communautés de quartier, dans un contexte de transformations majeures de l'échelle géographique des relations sociales.

6.1 Le passage de la Basse-Ville Ouest de « village » à quartier

Le quartier de la Basse-Ville est un des quartiers les plus anciens de la ville d'Ottawa. Originellement un bastion francophone, la Basse-Ville a beaucoup changé – les paysages physique, économique, social et culturel ont été transformés au cours des cinquante dernières

années. Plusieurs personnes qui ont habité ou connu la Basse-Ville avant le début de la rénovation urbaine la qualifiaient alors de village (Andrew, n.d., Bédard, 2013, Faucher, 2011). La vie quotidienne gravitait autour des paroisses et ses institutions ainsi qu'autour de la famille qui jouaient un grand rôle. Les habitants trouvaient l'essentiel de ce dont ils avaient besoin à l'intérieur des limites du quartier. On y retrouvait, pour n'en nommer que quelques-uns, des écoles primaires et secondaires, des dépanneurs, la Caisse populaire et le marché; il y avait même une maison funéraire sur la rue St Patrick (Colfe, 1988). Un habitant pouvait ne devoir sortir du village que pour aller travailler, si bien que c'était souvent les hommes seulement qui étaient portés à traverser les frontières du quartier. Il était alors possible de vivre l'essentiel de sa vie sans aller au-delà de la rue Rideau.

À partir des années 1970, des changements sont encourus dans le quartier. La rénovation engendrée par la construction du pont Macdonald-Cartier, la revitalisation du Marché By et de la zone résidentielle avec la construction de nouveaux immeubles en hauteur a entraîné avec elle l'arrivée d'une population plus éduquée, souvent plus aisée au plan financier et plus anglophone.

Les nombreuses familles francophones qui habitaient auparavant les maisons de ce petit village sont peu à peu allées s'installer ailleurs. Parfois, quitter le village ne se faisait pas par choix : plusieurs enfants (qui étaient maintenant devenus des adultes) ne pouvaient pas se trouver un logement dans le quartier puisqu'il n'y en avait tout simplement aucun de disponible ou à un prix abordable. Pendant ce temps, la plupart des parents ne voulaient pas quitter leur village, avec raison, et la population de la Basse-Ville a ainsi beaucoup vieilli (Colfe, 1988). Plus tard, lorsqu'il y eut finalement des logements disponibles, ce sont des couples sans enfants, des étudiants et des personnes qui habitent seules désirant vivre au centre-ville qui se sont installés dans le quartier. Le stock de logements étant limité, les prix ont beaucoup monté. Les prix ont

aussi explosé avec la gentrification de la Basse-Ville Ouest. Seulement certains « enfants de la Basse-Ville », les plus aisés financièrement, y sont retournés une fois adultes. Si on se rappelle, seulement 12 des 67 participants de notre étude ont habité la Basse-Ville dans leur jeunesse.

Des efforts ont été faits pour attirer les familles à la Basse-Ville. Le Programme d'amélioration de quartier (PAQ) et le Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL)³⁴ avaient d'autres objectifs que de préserver la communauté d'origine. Comme l'on peut facilement le constater aujourd'hui, les familles ne dominent pas la composition démographique de la Basse-Ville Ouest. Ces programmes qui ont entre autres amélioré les aspects physique et économique du quartier ont contribué à attirer une toute nouvelle population. S'ils n'ont pas nécessairement des revenus supérieurs à la moyenne de la ville, ces gentrificateurs ont apporté avec eux leur niveau d'éducation plus élevé, de nouvelles valeurs et de nouvelles façons de vivre.

Cela dit, les gentrificateurs se sont intégrés à la population de la Basse-Ville Ouest. Notre recherche démontre que plus les habitants résident longtemps dans le quartier, plus ils participent à la vie de quartier et plus ils s'y sont attachés. Parmi les résidents devenus anciens figurent de nombreux gentrificateurs. Ceux-ci se seront vraisemblablement joints à la communauté du village, tout en la transformant, peu à peu. Ces gentrificateurs auraient ainsi aidé à ouvrir la porte pour les autres nouveaux habitants qui se sont installés dans le quartier. Les habitants de souche, déjà habitués à une nouvelle population qui habite et marche parmi eux, réagiraient de moins en moins à l'arrivée de nouveaux habitants dans leur voisinage. De plus, puisque peu d'habitants ont de la famille étendue dans le quartier et que la religion a beaucoup moins d'importance dans la vie des individus, la communauté ne se forme plus autour de celles-ci. La communauté se

³⁴ Voir chapitre 2, *Le contexte*, pour de plus amples détails sur ces programmes.

maintient aujourd'hui par d'autres moyens. Les associations jouent dans ce contexte un rôle important.

Au cours des cinquante dernières années, les associations, les organisations et les clubs de la Basse-Ville Ouest ont changé. Nous avons consulté le bottin téléphonique de la ville d'Ottawa pour les années 1961, 1981, 2000-2001 et 2013 afin d'avoir un aperçu de la vie communautaire présente dans le quartier à ces différents moments de l'histoire du quartier. Un compte des associations, organisations et clubs inscrits dans le bottin révèle que leur nombre a doublé en une cinquantaine d'années, passant d'un total de sept en 1961 à quatorze en 2013. Alors qu'entre 1961 et 1981, il y a eu peu de changements dans la structure associative locale, il n'y a pas cette continuité entre 1981 et 2000. Toutes les associations qui existent à l'intérieur du quartier à partir de 2000 sont nouvelles. Les années 2000 marquent l'arrivée d'associations regroupant les femmes et les immigrants (par exemple, le Centre d'immigration catholique ou le Centre d'Action des femmes contre la violence) (Ville d'Ottawa, 1961, 1981, 2000-2001, 2013). Ces changements au fil des ans reflètent les nouveaux besoins non seulement des habitants du quartier, mais également ceux des habitants de la région de la capitale nationale en général.

Tous les habitants d'Ottawa et de Gatineau ainsi que les nombreux touristes ont eu un rôle, sans le savoir, dans le passage de la Basse-Ville de village à quartier. La Basse-Ville Ouest englobe le Marché By et les nombreux commerces de la rue Dalhousie et de la promenade Sussex. Depuis la construction du pont Macdonald-Cartier et de l'artère de circulation qu'est devenue l'avenue King Edward, les commerces reçoivent beaucoup plus qu'avant une clientèle qui déborde les limites du quartier. Cette clientèle arrive bien sûr durant les fins de semaine, mais aussi durant les journées de vacances et souvent après la journée de travail. Les Gatinois qui ont traversé le pont Macdonald-Cartier vers Ottawa pour y travailler constituent une bonne part de

leur clientèle. Les types de restaurants et de magasins qu'on y trouve ont changé au cours des derniers quarante ans pour refléter leur nouvelle clientèle plus huppée. L'augmentation du va-et-vient se fait également remarquer dans le plus grand niveau de circulation et plus de bruit.

Bien que ses habitants du quartier définissent pour une large part la nature du quartier, plusieurs autres groupes ont aussi leur influence sur le paysage de la Basse-Ville. Lorsqu'il y a tant de joueurs, il n'est pas surprenant que la Basse-Ville soit passée d'un petit village où tous se connaissent et où ils peuvent facilement vivre au quotidien en français sans sortir de ses limites, à un véritable quartier urbain et central qui accueille tout une gamme d'individus depuis l'habitant, au travailleur, au commerçant, au consommateur et au touriste. De par sa mixité sociale, son ouverture au reste de la ville (et de la région de la capitale nationale) et les rapports à l'espace des habitants, pour n'en nommer que quelques uns, la Basse-Ville se caractérise par des traits nettement plus urbains.

6.2 La Basse-Ville Ouest d'Ottawa en tant que communauté

La définition de la communauté du géographe Andrew Blowers (1972) nous servira de point de départ à la réflexion sur la persistance d'une communauté à l'intérieur de la Basse-Ville Ouest d'Ottawa. Il retient trois aspects de la communauté : (1) l'interaction sociale qui prend place à l'intérieur d'une (2) région géographique, de laquelle se développe un (3) sentiment d'identité. Nous sommes d'avis que la communauté ne doit pas reposer nécessairement sur un territoire circonscrit pour exister. Cela dit, dans le cadre de cette étude, nous avons décidé d'étudier une communauté définie sur des bases géographiques, soit celle du quartier de la Basse-Ville Ouest à Ottawa. Nous avons cherché à y mesurer l'interaction sociale dont discute Blowers, ainsi que le sentiment d'appartenance des habitants pour leur quartier. Tout en faisant un pas de

plus : nous nous sommes intéressée aux lieux autour desquels se cristallise cette appartenance, et qui nous semblent jouer un rôle particulièrement important comme support de la vie communautaire, dans un contexte comme celui de la gentrification du quartier. Rappelons que la communauté visée par notre étude est celle à laquelle se réfèrent les habitants qui s'identifient comme francophones et que notre définition de « francophone » est inclusive.

6.2.1 La communauté comme nœud de relations

Toute une série d'actions peuvent engendrer l'appartenance de l'habitant à son quartier.

Ainsi, Cater et Jones (1989) définissent la communauté comme :

a socially interactive space inhabited by a close-knit network of households, most of whom are known to one another and who, to a high degree, participate in common social activities, exchange information, engage in mutual aid and support and are conscious of a common identity, a belonging together (Cater et Jones, 1989, p.169).

Cette définition recoupe plusieurs types de pratiques explorés dans notre étude. Ceux-ci peuvent se classer sur une échelle qui va de facile à effectuer jusqu'à demandant un plus grand effort de l'habitant. Par exemple, il est plus facile de lire le journal communautaire lorsqu'il y a autant de moyens de lecture (format papier déposé à sa porte, à partir du site web du journal, etc.) et ainsi se garder au courant des nouvelles du quartier que de travailler avec des gens face à un problème encouru dans le quartier. Parfois, l'habitant doit faire certaines actions délibérées pour faire partie de la communauté, surtout s'il vient d'arriver au quartier. Cela peut être de se joindre à un club récréatif au centre communautaire ou de participer à une célébration qui réunit les habitants du quartier. Au début, ces actions peuvent exiger un effort de la part de celui-ci, mais après un certain temps, elles deviennent plus naturelles. Quoi qu'il en soit, ces pratiques contribueront à ce que l'habitant se sente faire pleinement partie de la communauté. David W. McMillan (1976) a insisté sur le fait que de devoir effectuer un effort pour être membre d'une communauté rend

l'appartenance de l'habitant plus significative et plus précieuse puisqu'il se sera investi personnellement. Il insiste aussi sur l'importance pour les membres de la communauté de se sentir comme pouvant influencer ce qui se déroule dans le quartier (McMillan et Chavis, 1986). Cette influence s'observe à deux niveaux : l'habitant peut avoir une influence sur la communauté, mais la communauté aura tout autant un impact sur lui de par la cohésion qu'elle crée entre ses membres. Davies et Herbert (1993) font ressortir jusqu'à sept grands types de pratiques qui servent à souder une communauté. Ils notent que celles-ci jouent un rôle important dans l'intégration des habitants à la communauté. Dans le cadre de notre étude, nous en avons repris cinq³⁵ : la participation aux activités, l'interaction informelle, la coopération mutuelle, les organisations formelles et la participation politique.

Les habitants de la Basse-Ville Ouest ont pour la plupart des pratiques qui témoignent de l'existence d'une vie communautaire au sein du quartier. Les habitants connaissent bien leurs voisins, leur demandant comment ils vont et ne se gênent pas pour leur demander parfois de l'aide. Les habitants se gardent au courant des événements et des enjeux qui concernent leur quartier, ce qui témoigne également de leur appartenance à la communauté. La participation communautaire est assez faible chez les habitants de la Basse-Ville Ouest; peu de gens font du bénévolat ou font partie des associations, clubs, groupes et organisations. Ceci dit, de ceux qui le font, plusieurs s'engagent à l'intérieur de leur quartier. En ce qui a trait à la participation politique communautaire, elle est assez élevée. Les habitants n'hésitent pas à faire part de leurs commentaires à leurs représentants politiques. Plusieurs d'entre eux travaillent également de pair avec d'autres habitants pour régler des problèmes ou des défis encourus dans le quartier. La

³⁵ Les deux autres types de pratiques associées à la communauté sont le soutien du milieu plus large (les relations tangibles qu'ont les membres de la communauté avec des organismes extérieurs, tels que le conseil municipal ou une association à l'échelle de la ville qui travaille avec la communauté pour un projet particulier) et le flux économique (s'il y a de l'argent qui est investi dans le milieu où réside la communauté ou qui en sort).

participation communautaire du quartier se vit différemment selon les caractéristiques de l'habitant. Tel que nous l'avons noté au chapitre précédent, on remarque une plus forte participation chez les personnes qui s'identifient comme bilingues, les propriétaires et ceux qui résident dans le quartier depuis plus longtemps. Ces caractéristiques individuelles ont un effet sur l'appartenance à la communauté.

6.2.2 La communauté comme foyer d'appartenance

Le sentiment d'appartenance est une composante essentielle de la communauté. Ce sentiment peut être présent dans certaines situations, avec certaines personnes et dans certains lieux. Il s'agit moins ici d'actions, pratiques ou interactions mais plutôt de la conviction d'appartenir au même groupe, qu'il y a quelque chose qui réunit les individus. L'intensité de ce sentiment subjectif varie selon l'individu. Le sentiment d'appartenance peut se développer et se maintenir à travers le partage de traits communs avec ses voisins et les autres habitants du quartier, l'affinité ressentie avec eux et le confort ressenti en leur présence, par exemple. Un des traits en commun que la majorité des habitants de la Basse-Ville Ouest partageait avant les nombreux changements était la langue et la culture. Le quartier est maintenant un quartier mixte sur ce plan, ce qui peut affecter le sentiment d'appartenance surtout chez les habitants qui ont connu ou habité dans le quartier lorsqu'il était encore à prédominance francophone.

Pour Delanty (2010), la communauté est essentiellement sociale; elle s'exprime par la communication et est à la base de la reconnaissance du « nous » et de l'« autre ». Alors, ce sentiment d'appartenance à la communauté doit être réciproque : l'habitant doit accepter d'être membre de la communauté et la communauté doit accepter l'habitant parmi ses membres (McMillan et Chavis, 1986). C'est à travers des critères préétablis qui forment l'identité et les

normes du groupe que ses membres vont accepter ou non un nouveau arrivé parmi eux et que celui-ci pourra sentir qu'il en fait partie. Ces critères d'inclusion peuvent porter sur les façons d'être, qui vont du nombre de personnes qui habitent le logement, du mode vestimentaires jusqu'au rapports de genre ou aux relations parents-enfants (Nagel, 2011). Dans la Basse-Ville Ouest, par exemple, le fait de mal entretenir son logement peut qualifier l'habitant comme un « autre ». En effet, les habitants de la Basse-Ville prennent à cœur la qualité de leur environnement. Si quelqu'un va à l'encontre de cette norme, celui-ci ne sera pas bien reçu parmi les membres de la communauté.

Rémy Tremblay (2000) partage le point de vue de Delanty : la communauté est « le fruit d'une manifestation socio-spatiale collective hautement subjective, la communauté existe d'abord dans l'esprit de ceux qui l'animent » (Tremblay, 2000, p.231). Knox et Pinch (2010) expliquent que la communauté existe là où se développe de la cohérence sociale grâce à l'interdépendance des personnes. L'appartenance commune produit des habitudes, des goûts et des modes de pensées plutôt uniformes parmi les membres de la communauté. Ainsi, la communauté produit un contexte à travers duquel les sentiments d'appartenance peuvent se développer. Ces sentiments varient du souci du partage, de la sécurité, de la loyauté, de l'enracinement et de la solidarité (Davies et Herbert, 1993). Bref, la communauté ne se mesure pas seulement par des indicateurs objectifs puisqu'elle est construite socialement à travers les sentiments et les expériences. Ces sentiments (ainsi que les pratiques et les lieux significatifs) reflètent bien ce qu'éprouvent de la majorité des habitants de la Basse-Ville Ouest, lorsqu'ils affirment qu'une communauté existe dans le quartier et qu'ils en font partie.

6.2.3 La communauté comme territoire vécu

Le rapport aux lieux est un facteur important de la vie communautaire. Si un individu ressent un sentiment d'appartenance à la communauté, c'est souvent parce que l'espace qu'elle occupe est devenu significatif pour lui; cette appartenance aux lieux se développe à travers ses expériences quotidiennes. L'individu se sera attaché à son logement, à un parc, à un commerce ou autre lieu, sinon au quartier en général. Comme l'explique l'urbaniste Alain Bourdin (1984), les lieux significatifs pour un individu doivent lui offrir trois « niveaux d'habitation », et cela, qu'il s'agisse d'espaces privés ou publics : l'intimité, l'intégration sociale et l'affirmation de soi. Selon nous, ces trois niveaux d'habitation des lieux participent à l'appartenance à une communauté comme celle qui existe dans la Basse-Ville Ouest. Premièrement, une certaine intimité avec ses voisins et les autres habitants du quartier et le fait d'y avoir des amis sont essentiels pour que ses membres se sentent à l'aise dans le quartier. Le niveau d'intimité que ressentiront ces derniers jouera un rôle dans leur degré d'intégration sociale, économique et politique dans le quartier. Enfin, on ne peut pleinement se sentir chez soi dans un quartier donné, sans pouvoir s'y affirmer et s'engager dans ses organismes, peu importe, par exemple, sa langue, son orientation sexuelle, son sexe, son revenu ou son ethnicité. Ainsi, les lieux au sein desquels évoluent les habitants de la Basse-Ville jouent un rôle premier dans leur appartenance à la communauté.

Ces sentiments qu'ils éprouvent envers les lieux de leur vie quotidienne sont d'autant plus importants dans le cas qui nous intéresse que le quartier a été gentrifié et qu'il s'est beaucoup transformé. Les résidents plus anciens peuvent avoir perdu certains de leurs repères au gré de l'évolution de leur quartier, et le territoire jouera pour eux un rôle particulier.

Le mode d'occupation du quartier aura un impact sur ces appartenances. En effet, les besoins de chacun diffèrent; pour certains, ce n'est que de se loger, d'autres cherchent la convivialité et les possibilités de rencontre, d'autres enfin, s'intéressent aux caractéristiques culturelles du quartier, à son patrimoine. De plus, ce mode d'occupation peut varier selon l'étape de vie de l'habitant, selon qu'il soit un étudiant, un jeune professionnel ou à la retraite.

Les habitants de la Basse-Ville avaient différentes motivations lorsqu'ils ont décidé de s'y installer – que ce soit la proximité du centre-ville, la proximité au travail/école, la beauté du quartier ou son aspect francophone, par exemple. Le quartier dans son ensemble comme divers lieux à l'intérieur de ses frontières offrent une appartenance potentielle aux habitants. Cette appartenance se développera d'autant plus qu'ils s'y sentiront à l'aise et satisfaits. L'affection particulière qu'ils éprouveront pour certains lieux aura aussi un effet. La plupart des habitants de ce quartier patrimonial qu'est la Basse-Ville y sont très à l'aise et satisfaits. À l'intérieur de ses frontières, les habitants identifient plusieurs lieux significatifs pour eux, que ce soit leur chez-soi, un parc, un restaurant ou une rue. Bien que le quartier souffre de certaines nuisances telles que l'itinérance et le bruit durant les soirées de fin de semaine, la Basse-Ville a beaucoup d'atouts : l'emplacement, la qualité architecturale ou encore le caractère historique et patrimonial. Quelle que soit la raison derrière l'attachement des habitants à certains lieux, la plupart peuvent nommer un lieu à l'intérieur du quartier pour lequel ils ont développé un attachement.

Cet attachement au territoire devient évident lorsque la communauté, dans une de ses dimensions importantes, se trouve menacée. Dans ce cas, les habitants se regroupent, se mobilisent et affrontent cette menace d'un même front. Un exemple qui vient facilement en tête est celui de la destruction de deux maisons à caractère patrimonial canadien-français sur la promenade Sussex en 2012 dans le cadre de son projet d'élargissement. Après la mobilisation des

habitants et des organisations engagées dans la sauvegarde du patrimoine, le conseil municipal d'Ottawa a finalement voté unanimement contre la destruction des deux maisons (Ramirez, 2012); les maisons ont été déplacées vers l'arrière afin d'accommoder l'élargissement de la promenade. Ainsi, le sentiment d'appartenance à la communauté se manifeste particulièrement à travers les actions *Not-In-My-Back-Yard* (NIMBY) (Valentine, 2001).

Pour conclure sur cette deuxième partie de notre réflexion, mentionnons que les trois dimensions de l'appartenance à la communauté – pratiques, sentiments et lieux – ne doivent pas être nécessairement présentes ensemble chez une même personne pour qu'elle appartienne à la communauté de la Basse-Ville. Effectivement, un habitant peut ne pas demander souvent de l'aide à ses voisins, et ne pas sentir d'attache particulière au quartier, mais assister aux réunions de l'association communautaire, tout en étant capable d'affirmer l'existence de la communauté de la Basse-Ville et de sentir qu'il en fait partie. De plus, l'appartenance à la communauté est plus marquée chez certains groupes d'habitants. Nous avons constaté au chapitre précédent que l'identité linguistique ne joue pas un aussi grand rôle que prévu dans le niveau d'appartenance. Ce sont plutôt le statut de résidence et le nombre d'années vécues dans le quartier qui l'influencent. Cela dit, il faut garder en tête que tous les participants sont francophones et que c'est sur la base de leur auto-identification à un groupe linguistique qu'ils ont ensuite été distingués. Cela peut alors expliquer pourquoi il y a peu de différence entre les groupes linguistiques : ils partagent tous ce lien, cette francophonie, qu'ils ont en commun.

6.3 La communauté de la Basse-Ville Ouest est-elle toujours francophone?

6.3.1 Du noir et blanc au gris pour la communauté francophone

La Basse-Ville Ouest était auparavant un bastion francophone (pour le tableau complet des données sur la langue au fil des ans, voir Annexe 5). En 1961, 85,9 % de la population était de langue maternelle française et 92,8 % connaissait le français. En 2011, les francophones sont beaucoup moins nombreux : 21,4 % des habitants du quartier ont le français comme langue maternelle alors que 39,1 % des habitants connaissent le français. Tel que l'affirment les participants de notre étude, la langue la plus souvent utilisée dans le quartier, c'est l'anglais, à 50,7 %, suivi du français à 34,3 % et 14,9 % des participants utilisent couramment les deux langues dans leur voisinage.

Lorsque nous avons demandé aux participants de nous parler de la communauté et du quartier dans les questions ouvertes du questionnaire, presque un quart (16 participants) d'entre eux ont mentionné le fait français. Dix d'entre eux l'abordent comme une caractéristique du passé, évoquant le passage du français au bilinguisme ou un manque de français dans le quartier. Cinq y réfèrent comme un fait actuel alors qu'un participant décrit la communauté comme francophone quoiqu'il désire y voir plus de personnes francophones. Ceux qui disent que le fait français est toujours une réalité dans le quartier, habitent le quartier depuis moins de 25 ans et aucun n'y a habité durant son enfance. Quant à ceux qui décrivent la communauté et le quartier comme ayant été francophones dans le passé, six habitent la Basse-Ville depuis plus de 25 ans; ils auraient habité le quartier durant la période de changements, si ce n'est pas avant – quatre d'entre eux ont même habité la Basse-Ville lorsqu'ils étaient enfants. Ces derniers auraient alors vu les changements culturels, entres autres, s'opérer à l'intérieur de leur quartier.

On remarque le caractère plutôt anglophone du quartier dans divers contextes. Quoique bilingue, le journal communautaire du quartier, *The Lowertown (L')Écho de la Basse-Ville*, est majoritairement anglophone. Un décompte des articles publiés sur ses pages³⁶ révèle qu'il a en moyenne qu'un seul article en français dans le journal par numéro. Pendant la période d'étude, 5 numéros n'en avaient aucun et un seul avait 2 articles en français. Quant aux articles bilingues, ce sont habituellement des articles de promotion de l'Association communautaire de la Basse-Ville ou du journal lui-même invitant les individus à collaborer d'une façon ou d'une autre à la production du journal. Les publicités elles, sont toutes publiées en anglais, sauf pour celles des députés provincial et fédéral qui sont toujours bilingues. Bien que le journal soit réceptif et encourage les articles en français³⁷, peu de francophones collaborent ou s'ils le font, ils écrivent souvent leur article en anglais. Même les deux présidents de l'Association communautaire de la Basse-Ville durant la période d'analyse du journal écrivent leur message aux habitants en anglais, bien qu'ils soient les deux bilingues. La seule exception où le français est apparu, concerne un texte où le français a été utilisé pour quelques lignes.

La connaissance du français n'est plus un « prérequis » pour vivre dans la Basse-Ville, ou même faire partie de la communauté qu'on retrouve à l'intérieur du quartier. Les motivations des francophones par rapport au français sont devenues très variables en Ontario, comme le suggère Raymond Breton (1994). On peut présumer que le sens conféré à la dimension francophone d'un quartier tel que la Basse-Ville fort probablement varie tout autant. Le quartier n'est plus vu par plusieurs de ses habitants francophones comme devant être un espace d'interaction des membres d'une même communauté linguistique. Même si le français est toujours présent dans le quartier,

³⁶ L'analyse est faite à partir des journaux disponibles sur le site web du journal communautaire, donc du volume 3, issue 1 au volume 6, issue 3, pour un total de 13 journaux, publiés entre avril 2012 et juin 2015.

³⁷ Lorsque nous avons soumis notre article (écrit seulement en français) pour informer les habitants de la Basse-Ville que nous étions pour circuler dans le quartier dans le cadre de notre enquête, notre article a été immédiatement accepté et a été publié dans le prochain numéro à paraître.

quoiqu'il soit minoritaire, la vie communautaire au plan linguistique semble se vivre de diverses façons : la première est qu'il existe toujours une présence francophone telle que le démontre la proportion (34,3 %) des participants qui utilisent majoritairement le français dans le quartier (à l'extérieur de la maison); la deuxième est bilingue, qui se vit lorsque les francophones et les anglophones ou les francophones et d'autres francophones socialisent ensemble; et la troisième est anglophone, où tous socialisent en anglais, peu importe leur bagage linguistique. Les habitants bilingues ont plus de facilité à passer d'un plan linguistique à un autre et alors, ces trois façons linguistiques de participer à la communauté ne sont pas mutuellement exclusives.

6.3.2 Quelle importance donner à l'homogénéité?

Ces constats soulèvent la question de l'homogénéité de la communauté « francophone » de la Basse-Ville Ouest. Plusieurs auteurs (Blowers, 1973; Cater et Jones, 1989; Valentine, 2001) s'intéressent à cette question, à savoir jusqu'à quel point une communauté doit, pour exister, avoir une certaine homogénéité. Un intérêt ou une expérience commune aide au développement de la communauté et au sentiment d'appartenance. « [A] shared class identity (including culture, values, language, morality, and so on), and a desire to maintain a particular way of life can underpin a sense of working-class community » (Valentine, 2001, p.114). Dans le cas de la Basse-Ville Ouest, la question se pose à savoir s'il y a suffisamment de traits communs entre les habitants anciens et nouveaux, entre de souche et gentrificateurs. La solidarité et l'affinité se développent et se solidifient habituellement au fil du temps entre des individus qui partagent quelque chose en commun. Or, la population ouvrière, canadienne-française, qui formait une communauté dans la Basse-Ville Ouest est disparue peu à peu au fil de la gentrification du quartier, qui s'est déroulée plus lentement et de façon moins agressive que dans

de nombreuses autres quartiers au pays. Elle a ainsi pu s'ajuster au changement, tout en intégrant progressivement la nouvelle diversité qui caractérise le secteur. La population est devenue de plus en plus mixte au plan socioéconomique ainsi qu'au plan des mœurs et valeurs. Attirés par la proximité du centre-ville, de plus en plus d'anglophones se sont également établis dans le quartier.

Alors, qu'ont en commun les différentes populations qui habitent le quartier? Nous croyons que le désir de vouloir habiter le centre-ville est un des principaux éléments qu'elles ont en partage. Jouent aussi beaucoup le romantisme derrière le fait d'habiter un des plus anciens quartiers de la ville, la mémoire de ce village canadien-français que fut la Basse-Ville ainsi que la volonté pour ceux qui ne sont pas d'origine française de faire partie de quelque chose qui est plus grand qu'eux. Le temps et le fait de lutter pour ou contre une cause commune (le patrimoine bâti, un site d'injection, etc.) agiraient comme agent unificateur entre les habitants, même ceux qui sont arrivés récemment. La mémoire d'une culture commune aux habitants du quartier traditionnel pourrait aussi rassembler certains individus plus attachés à la francophonie. L'homogénéité est toujours importante aujourd'hui pour la construction et le maintien de la communauté. Le cas de la Basse-Ville Ouest démontre qu'il est cependant possible de faire communauté à l'intérieur d'un quartier qui accueille une population diversifiée.

Aujourd'hui, la Basse-Ville Ouest accueille diverses cultures et la vie de quartier ne tourne plus simplement autour du fait français. D'autres facteurs communs regroupent les habitants : que ce soit l'intérêt et la participation dans une même activité récréative, les fêtes de quartier, le patrimoine ou de faire partie de l'association communautaire du quartier. Quoi qu'il en soit, les francophones de la Basse-Ville Ouest n'ont plus *besoin* de vivre dans une communauté francophone pour se sentir chez eux.

Raymond Breton (1994) explique ce phénomène à travers une typologie d'appartenance à la francophonie à partir des fondements de la relation entre les individus et la collectivité francophone. Il distingue trois dimensions à cette relation : la dimension pragmatique ou utilitaire, la dimension d'interdépendance et la dimension du partage d'un héritage culturel distinct. Nous croyons que ces dimensions sont encore pertinentes aujourd'hui et qu'elles puissent même expliquer le rapport au caractère francophone du quartier. Les gens pour qui l'appartenance à la communauté a des fonctions pragmatiques ou utilitaires voient la langue comme étant instrumentale, comme un simple moyen de communication. Ils ne s'identifient pas à la communauté francophone, mais plutôt à la culture française qui enrichit la vie sociale et culturelle. Bien que ces personnes consomment des biens culturels et des services en français, il n'y a pas d'engagement particulier envers le français chez eux. On peut voir même chez certains une indifférence face aux possibilités qu'offre la collectivité francophone. Pour d'autres, la francophonie est une question d'interdépendance : l'individu s'identifie avec d'autres individus de la communauté francophone qui sont dans les mêmes conditions que lui. Son sort est rattaché à celui de la communauté. Breton décrit que cette dimension peut générer deux types de pensée : (1) celle que la condition du groupe a un impact sur lui et qu'il voudra s'investir pour l'améliorer donc son sentiment d'appartenance sera fort; et (2) celle qui veut qu'il puisse améliorer sa condition grâce à ses propres réseaux et alors son sentiment d'appartenance est faible. Toujours selon Breton, cette deuxième dimension mène à différentes relations avec la communauté : sentiment d'hostilité envers la communauté, attitude de neutralité, participation et militantisme. La troisième dimension, le partage d'un héritage culturel distinct, atteste d'un lien fort entre l'individu et le caractère socioculturel de la collectivité. Il se voit faire partie de la collectivité et de son expérience historique; il s'identifie à la langue et aux institutions communautaires grâce

aux symboles, cérémonies et rituels de la communauté. Plus encore, il se sent différent de ceux qui n'ont pas les qualités requises pour faire partie de cette communauté francophone. Selon les contextes, il est possible pour les gens de passer d'une dimension à l'autre; plus encore, les caractéristiques des individus (revenu, éducation, etc.) jouent aussi un rôle dans le degré d'appartenance (Breton, 1994). On peut imaginer que la communauté de la Basse-Ville exerce, selon le cas, toutes ces fonctions.

Il est clair que plusieurs éléments entrent en ligne de compte dans le développement du sentiment d'appartenance d'un individu à la communauté francophone. Breton l'établit clairement : à cause des « différences contextuelles, on ne peut pas s'attendre à ce que tous les individus établissent le même type de relations avec la francophonie locale » (Breton, 1994, p.60). Une de ces différences contextuelles est liée à la gentrification comme l'a connue la Basse-Ville. La gentrification a, entre autres, transformé le paysage culturel du quartier. Celui-ci n'est plus la raison principale d'habiter la Basse-Ville, tel que le suggèrent les résultats de notre enquête³⁸. Les individus choisissent avant tout leur lieu de résidence selon sa localisation : la proximité du centre-ville ou la proximité au travail/école, par exemple. Le fait français n'est qu'une autre caractéristique du quartier qui peut influencer le choix d'y résider.

6.4 En guise de conclusion

L'espace communautaire continue à évoluer dans la Basse-Ville, des tours d'habitation sont en train d'être construites en bordure de la rue Rideau, ce qui changera encore non seulement le paysage physique, mais également social du quartier. De nouvelles populations continuent d'arriver et de modifier le caractère du quartier. De plus, avec la revitalisation du

³⁸ L'histoire et le patrimoine du quartier comme raison d'habiter le quartier est au 4e rang alors que l'aspect francophone est au 6e rang (un total de 10 choix de réponse). Voir le questionnaire à l'annexe 2 et plus de détails sur les résultats à la page 55).

Marché By qui s'annonce, une nouvelle clientèle fréquentera la Basse-Ville. Cette clientèle qui cherche les produits locaux a des affinités avec les habitants de souche du quartier, qui eux aussi cherchent à soutenir les commerçants de la région, comme ils le font depuis maintenant bien des années. Ce soutien actuel envers les commerçants locaux reflète/assure une continuité du village tricoté serré qui existait avant la gentrification du quartier.

La communauté est multiple. Les individus appartiennent à différents cercles sociaux ou réseaux. La communauté de quartier n'est qu'une communauté parmi d'autres. Les individus peuvent appartenir à plusieurs communautés. Certains font partie de communautés plus concrètes telles que coopérative, associative et ethnique. D'autres font partie de communautés plus abstraites telles qu'être un joueur d'un jeu virtuel ou faire partie d'un groupe de personnes qui se partage des recettes sur un réseau social. La communauté se vit à différentes échelles géographiques; que ce soit un groupe d'une dizaine d'étudiants qui se rassemble pour jouer aux échecs les mardi soirs au centre étudiant de l'université, un groupe d'Ottaviens sur le réseau social Facebook qui partagent des conseils et des rabais pour voyager, des individus qui jouent un même jeu multi-joueurs sur Internet à partir de chez eux, qui les met en relation avec des personnes partout dans le monde ou encore une communauté religieuse qui bien qu'elle soit active surtout localement, est tout de même présente à l'échelle internationale.

La communauté ne se construit plus seulement autour de la parenté, de la religion et du quartier. Elle s'étend à diverses échelles et regroupe des personnes reliées par divers intérêts. Cela ne va pas dire qu'elle soit disparue dans un quartier tel que celui de la Basse-Ville — elle est encore bel et bien présente dans le quartier. Les êtres humains sont des êtres sociaux, ils requièrent la socialité que seule l'appartenance à une, ou plusieurs, communautés peut leur offrir. Alors, si certains disent que la communauté en milieu urbain est en voie de disparition ou est

déjà absente, le cas de la Basse-Ville Ouest d'Ottawa nous démontre qu'elle existe toujours, quoique sous des formes nouvelles.

7. CONCLUSION : UNE COMMUNAUTÉ DYNAMIQUE

Cette étude nous a permis d'explorer comment les francophones qui étaient auparavant majoritaires dans leur quartier forment aujourd'hui une communauté en situation minoritaire après que leur territoire ait changé. La communauté n'est plus cimentée autour de la famille, la paroisse et du fait français – les habitants n'ont plus autant de famille dans le quartier, la religion ne joue plus un aussi grand rôle qu'auparavant et la langue majoritaire du quartier n'est plus le français. Les habitants cherchent alors à se regrouper autour d'autres aspects de la vie quotidienne – que ce soit la proximité des voisins et amis ou la lutte pour une cause commune. Quoi qu'il en soit, les habitants ont maintenant un choix dans la façon dont ils définissent et vivent la communauté. Leur appartenance à la communauté de la Basse-Ville se vit à différents degrés que ce soit par rapport aux relations qu'ils y entretiennent avec les autres habitants, à l'appartenance qu'ils ressentent au groupe ou au territoire vécu.

Les résultats de notre enquête ont révélé que certaines caractéristiques de l'individu vont favoriser son appartenance à la communauté. Ce sont les bilingues, les propriétaires et ceux qui ont vécu plus longtemps à la Basse-Ville qui ont une plus grande appartenance à la communauté qui existe dans leur quartier. Ces deux dernières caractéristiques signifient habituellement chez eux un plus grand investissement dans leur milieu de vie. Quant à l'identification linguistique, on peut assumer que ce sont les bilingues qui ont une meilleure appartenance à leur communauté puisqu'il n'y a pas d'obstacles de communication pour eux, quelle que soit la langue de leurs interlocuteurs. Le quartier de la Basse-Ville Ouest est un cas assez unique de par son histoire et son patrimoine canadien-français, son lien à la fondation de la ville d'Ottawa, son emplacement à deux pas du parlement fédéral et les nombreuses populations qui ont une influence sur le paysage de la Basse-Ville.

Avant que ne s'entame la gentrification, le cadre résidentiel du quartier se caractérisait par des maisons individuelles et les immeubles n'avaient tous que quelques étages. Ses habitants francophones formaient une communauté tricotée serrée. Notre étude n'a porté que sur les habitants d'une maison ou d'un petit immeuble dont la porte était accessible par la rue. Les édifices en hauteur et les maisons transformées en appartements à l'intérieur desquels il y a plus de quatre appartements ont été exclus. Ceci nous a permis d'avoir une cohérence entre les habitants selon leur type de résidence puisque la communauté peut se vivre différemment selon le cadre résidentiel. Effectivement, dans un immeuble en hauteur, les relations sont souvent plus impersonnelles, se limitant aux brèves rencontres dans les corridors ou les ascenseurs. Vivre dans un tel environnement pourrait avoir un impact sur l'appartenance à la communauté du quartier. Nous avons donc voulu diminuer cet impact sur les résultats.

Bien que le quartier se soit anglicisé, la mémoire du village francophone semble exister toujours parmi les habitants de la Basse-Ville Ouest. Ce ne sont pas seulement les francophones qui habitaient le quartier avant que la gentrification du quartier ne survienne qui font des efforts pour préserver le patrimoine de la Basse-Ville. Les gentrificateurs, anciens comme nouveaux, francophones comme anglophones, ont le patrimoine à cœur, bien qu'ils aient différentes raisons pour lesquelles ils luttent : la mémoire francophone, une hausse de la valeur de leur résidence ou le prestige du quartier, par exemple. Ceci indique tout de même qu'il est possible pour les habitants de ce quartier gentrifié de s'unir autour de quelque chose, peu importe leur langue, le moment de leur arrivée dans le quartier, leur revenu ou leur niveau d'éducation.

7.1 Les limites de la recherche

Examiner la population d'un quartier une cinquantaine d'années après le déclenchement de la gentrification s'est avéré très intéressant. Une telle étude illustre que la gentrification est un processus qui peut s'étaler sur la longue durée et qu'elle crée des changements irréversibles de la population, de ses activités et de ses institutions. Combiner cette dynamique avec celle du maintien de la communauté dans ce quartier ajoute un élément nouveau à la recherche. Elle montre que si la population change, la vie communautaire peut se maintenir même si elle se transforme elle aussi pour refléter les besoins des nouveaux habitants. Cependant, notre étude a ses limites. Elle a le défaut d'être statique alors que nous avons seulement étudié la communauté telle que la voient les habitants de la Basse-Ville Ouest à l'automne 2014. Nous n'avons pas analysé la transformation et l'évolution de l'appartenance à cette communauté à travers le temps. Nous avons tout de même pu nous inspirer des ouvrages portant sur la Basse-Ville et la Basse-Ville Ouest avant que ne débute sa gentrification pour faire des hypothèses quant aux transformations qu'elle a subies.

De plus, l'outil que nous avons utilisé pour la collecte de donnée est imparfait. Le questionnaire ne permet pas d'avoir de plus amples renseignements sur le choix de réponses au questionnaire. Bien que l'éventail des questions posées ait éclairé divers aspects de la communauté de la Basse-Ville Ouest, certaines n'ont pas pu être explorées à fond puisque nous ne pouvions pas demander au participant d'élaborer sur sa réponse. Cependant, nous osons croire que nos expériences, connaissances, intuitions et observations de la communauté et de la Basse-Ville ont alimenté fidèlement l'interprétation des résultats. Cela dit, notre méthode de collecte de données s'est avérée fructueuse. Faire du porte-à-porte, expliquer en personne notre recherche et

laisser le questionnaire auprès des habitants pour qu'ils puissent le remplir lorsqu'ils ont le temps nous ont permis de recevoir la participation d'un plus grand échantillon de la population.

Nous regrettons de ne pas avoir posé une question explicite dans le questionnaire portant sur ce qu'il reste du fait français dans la Basse-Ville et dans la communauté. Nous avions espéré que cette dimension du fait communautaire ressorte naturellement à travers les réponses, mais cela n'a pas été le cas – peu de participants ont évoqué la vie française dans le quartier, et ses lieux d'ancrage particuliers. Il se peut qu'ils soient devenus des habitants de la Basse-Ville à cause de son caractère français, mais qu'ils ne l'aient pas exprimé parce que cela représente pour eux une évidence. Il se peut aussi que les francophones de la Basse-Ville aient remarqué par ailleurs une diminution du français dans le quartier, mais comme celle-ci n'est pas spécifique au secteur, ils n'en ont pas fait la remarque. Évoluant à Ottawa, où le réseau francophone est plus présent qu'ailleurs dans la province et dans le pays, les francophones de la Basse-Ville peuvent activement vivre leur francophonie assez aisément partout dans la région de la capitale nationale. Le quartier a peut-être peu d'importance pour eux à cet égard. Cependant, ce ne sont que des hypothèses, le manque de données sur cette question nous empêchant de conclure.

7.2 La portée de la recherche

Ceci dit, nous croyons que notre recherche a contribué à l'avancement des connaissances sur les plans théoriques et empiriques. Au plan théorique, cette étude a éclairé la notion de communauté, en explorant comment elle se vit aujourd'hui alors que les quartiers changent de fonction, que les ancrages géographiques se modifient. Elle nourrit également les études récentes sur les sociabilités dans les quartiers contemporaines. Nous nous sommes intéressée aux processus qui modifient les modes de vie et d'habitat ainsi qu'à la façon dont se structurent

aujourd'hui les relations de sociabilité et les usages du quartier, dans un quartier central d'une métropole canadienne, qui se caractérise par une forte croissance démographique et une économie prospère.

De plus, la communauté a été l'objet d'études dans plusieurs disciplines et pour maintenant plusieurs décennies, mais peu de chercheurs, et peu de géographes ont abordé les concepts de communauté et de gentrification dans une même recherche. Nous avons cherché à pallier cette lacune en étudiant et conceptualisant ce qui réunit les individus autour d'une communauté dans un quartier central d'une grande ville qui a été passablement transformé au fil des ans. Nous avons découvert que la gentrification ne détruit pas nécessairement la communauté; celle-ci peut se transformer avec les individus qui la forment ou ont le potentiel d'en faire partie. L'appartenance perdure, malgré les changements qu'apporte la gentrification; elle se manifeste de diverses façons. Les lieux assurent une continuité : même si le paysage change, les lieux n'ont pas disparu. Bien au contraire, la gentrification les met plutôt en valeur.

Du côté empirique, cette étude contribue aux études francophones et aux études canadiennes. D'une part, nous avons étudié ce qui motive les francophones dans les choix d'un lieu de résidence. Il semble que le quartier n'ait plus besoin d'être majoritairement habité par des francophones pour qu'ils s'y intéressent. Ce sont d'autres facteurs tels que la proximité au centre-ville et à son emploi ou campus universitaire qui ont acquis une plus grande importance dans le choix d'un quartier.

D'autre part, nous abordons la communauté francophone en situation minoritaire et urbaine; nous avons discuté de la cohabitation entre les francophones et les anglophones dans la capitale nationale. Nous avons découvert que malgré cette dualité linguistique, il n'y a pas de tensions entre les francophones et les anglophones dans ce quartier traditionnel francophone

qu'est la Basse-Ville. Il s'agit plutôt d'un milieu de cohésion – les deux groupes linguistiques, bien que différents au plan linguistique et culturel, forment une communauté autour d'autres facteurs en commun tels que la défense du patrimoine canadien-français, la beauté du quartier et le maintien de la sécurité des habitants. De ce fait, nous retrouvons plutôt à la Basse-Ville Ouest ce que David Ley (1994, 1996) et Jon Caulfield (1989, 1994) appellent dans les cas de gentrification, l'illustration de la ville émancipatrice. La tolérance, l'interaction sociale et la diversité culturelle sont toutes à l'œuvre dans la Basse-Ville Ouest. En effet, ni les habitants de souche ni les gentrificateurs ne cherchent à s'isoler l'un de l'autre, ou à se chasser et délocaliser l'un l'autre. Ceci confirme la thèse de Tom Slater (2005) qui dit que la ville émancipatrice reflète mieux la réalité canadienne alors que du côté des États-Unis, c'est plutôt la thèse de la ville revanchiste qui s'applique. Effectivement, la Basse-Ville Ouest offre à ses habitants tolérance, diversité, convivialité, interaction sociale et des lieux qui ont le potentiel de devenir significatifs pour eux. La Basse-Ville Ouest est un endroit qui continue à évoluer tout en offrant à ses habitants, anciens comme nouveaux, la possibilité de faire partie d'une communauté accueillante.

Ayant récemment entrepris un « rebranding », l'Association communautaire de la Basse-Ville a une nouvelle façon de représenter qui sont les habitants de la Basse-Ville et d'honorer où ils demeurent. Ils décrivent le quartier en tant que « communauté [...] bilingue, historique et éclectique. [...] 'Ma Basse-Ville' proclame notre sentiment d'appartenance, de se sentir chez soi. » (Lowertown community association, 2015). L'association promeut alors l'essence de ce qui fait de la Basse-Ville une communauté pour ses habitants.

BIBLIOGRAPHIE

- Andrew, C. (dir.). (n.d.). *La Basse Ville ouest c'était...* Comité de Citoyens de la Basse Ville ouest. Normand Bonin, Carole Bourgeois, Denis Robert.
- Authier, J. Y. (2006). *Habitat et vie urbaine. L'évolution des rapports de proximité*. Note de synthèse. Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, Plan Urbanisme Construction Architecture.
- Barnes, J. D. (1999). La rénovation urbaine de la Basse-Ville d'Ottawa : La théorie, les politiques et les effets sur la population francophone, mémoire déposé à l'école de service social, MA en service social, Université d'Ottawa.
- Bédard, G. (2013). Entrevue réalisée avec l'équipe du Chantier Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), 3 avril.
- Benali, K. (2013). La densification urbaine dans le quartier Vanier : germe d'un renouveau urbain ou menace pour le dernier îlot francophone de la capitale canadienne? *Cahiers de géographie du Québec* 57 (160) : 41-68.
- Benali, K. et C. Ramirez. (2012). « Le plan de Jacques Gréber pour la Capitale Nationale : un héritage urbanistique décrié », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 56, n°157, avril : 51-80.
- Betancur, J. (2000). The politics of gentrification: the case of West Town in Chicago, *Urban Affairs Review* 37 (6) : 780-814.
- Blais, A. et C. Durand. (2006). Le sondage, dans B. Gauthier (dir.) 2006. *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, pp. 387-429, Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Blowers, A. (1972). Dans R. Tremblay, 2000. Le concept de communauté en géographie vu à travers le petit Québec de la Floride. Thèse de doctorat en géographie, Université d'Ottawa.
- Bourdin, A., (1984). *Le patrimoine réinventé*, Paris, France: Presses Universitaires de France.
- Brault, L. (1981). Le mille historique, The Mile of History, deuxième édition, pour la Commission de la Capitale nationale.
- Breton, R. (1994). Modalités d'appartenance aux francophonies minoritaires. Essai de typologie. *Sociologie et sociétés* XXVI (1) : 59-69.
- Butler, T. (2003). Living in the bubble: gentrification and its 'others' in North London. *Urban Studies* 40 (12) : 2469-2486.
- Cater, J. et T. Jones. (1989). The Urban Neighbourhood. Dans J. Cater et T. Jones, *Social Geography: An Introduction to Contemporary Issues* (pp.166-193), Wiley.

- Caulfield, J. (1989). 'Gentrification' and desire. *Canadian Review of Sociology & Anthropology* 26 (4) : 617-632.
- Caulfield, J. (1994). *City form and everyday life: Toronto's gentrification and critical social practice*. Toronto, ON: University of Toronto Press.
- Check, J. et Schutt, R. K. (2012). *Research Methods in Education*, Sage Publications, Inc., récupéré à partir de http://www.sagepub.com/upm-data/43589_8.pdf
- Clark E. (2005). The order and simplicity of gentrification - a political challenge. Dans L. Lees, T. Slater, & E. Wyly (Eds.), *The gentrification reader* (pp. 24-29). Londres, Angleterre: Routledge.
- Clay, P. L. (1979). The mature revitalized neighborhood: emerging issues in gentrification. Dans L. Lees, T. Slater, & E. Wyly (Eds.), *The gentrification reader* (pp. 37-39). Londres, Angleterre: Routledge.
- Cloke, P., et cie. (2004). *Practicing Human Geography*, London : Sage Publications.
- Colfe, T. (1988). An Assessment of the Impact of the Federal Neighbourhood Improvement Program (NIP) In Ottawa's Lowertown West from a 'Quality of Life' Perspective, thèse de maîtrise, Université d'Ottawa, département de géographie.
- Commission de la Capitale nationale. (n.d.). *À propos de la CCN*, (en ligne), <http://www.ccn-ncc.gc.ca/a-propos-de-la-ccn>, page consultée le 12 novembre 2014.
- Community Development Committee. (1976). Designation of N.I.P. Areas for the 1975-76 and 1976-77 Programs, Meeting of April 14, 1976.
- Curtin et cie. (2000). The effects of response rate changes on the index of consumer sentiment, *Public Opinion Quarterly* 64 : 413-428.
- Davidson, M. et L. Lees. (2005). New-build 'gentrification' and London's riverside renaissance. *Environment and Planning A* 37 : 1165-1190.
- Davidson, M. et L. Lees. (2009). New-build gentrification: Its Histories, Trajectories, and Critical Geographies. *Population, Space and Place* 16 : 395-411.
- Davies, W. K.D. et D. T. Herbert. (1993). *Communities within Cities, an Urban Social Geography*, London : Belhaven Press.
- Delanty, G. (2010). *Community*, 2e édition, New York : Routledge.
- Deveau, K., R. Landry et R. Allard. (2005). Au-delà de l'autodéfinition. Composantes distinctes de l'identité ethno-linguistique, *Francophonies d'Amérique* 20 : 79-93.
- Energy, Mines and Resources Canada. *A17261-13* [photographie aérienne]. échelle. Ottawa: NAPL Reproduction Centre, 1960.

- England, M. (2011). Community, dans Del Casino, V. J., M. E. Thomas, P. Cloke et R. Panelli. (Eds.), *A Companion to Social Geography*, 1ère édition, (pp. 91-107). Chichester, Angleterre: Blackwell Publishing Ltd.
- Faucher, J. (2011). *Sur les chemins de ma mémoire : Un écho de la Basse-Ville d'Ottawa*, Ottawa, Baico Publishing.
- Fortin, A. (1988). Du voisinage à la communauté? *Cahiers de recherche sociologique* 6 (2) : 147-159.
- Franklin, P.J.M. (1972). *Urban Renewal*, thèse de maîtrise, Carleton University, département de géographie.
- Garneau, S. (2003). La mobilité géographique des jeunes au Québec : la signification du territoire. *Recherches sociographiques* 44 (1) : 93-112.
- Gillis, M. (2013). Injection site causes debate in Ottawa community, *Ottawa Sun*, publié le 28 septembre 2013, <http://www.ottawasun.com/2013/09/28/injection-site-causes-debate-in-ottawa-community>.
- Glass, R., (1964). *London: aspects of change*. Londres, Angleterre: Macgibbon & Kee.
- Gordon, D.L.A. (2001). From Noblesse Oblige to Nationalism Elite Involvement in Planning Canada's Capital, p.3-34, dans Goldfield, D. R., *Journal of Urban History*, 28 : 1, Sage Publications.
- Gregory, D., R. Johnston, G. Pratt, M.J. Watts, et S. Whatmore. (Eds.), (2009). *The dictionary of human geography*, 5e édition, Malden, MA: Blackwell Publishing Ltd.
- Hockenos, P. (ed). (2011). *State of the World's Volunteerism Report : Universal Values for Global Well-being*, United Nations Volunteers.
- Kalman H. and J. Roaf. (1983). *Exploring Ottawa: An Architectural Guide to the Nation's Capital*, University of Toronto Press, Toronto, Canada, 216 pages.
- Lambert, C. et M. Boody. (2002). Transforming the city: post-recession gentrification and re-urbanisation, papier présenté à la Conference on Upward Neighbourhood Trajectories: Gentrification in the New Century, 27-27 septembre, University of Glasgow.
- Laperrière, A. (2006). L'observation directe, dans Gauthier, B. (dir.) *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données*, 4e édition, pp. 269-291, Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lees, L, T. Slater, et E. Wyly. (eds). (2008). *Gentrification*. Londres, Angleterre: Routledge.
- Lees, L. (2000). A Reappraisal of Gentrification: Towards a 'Geography of Gentrification', *Progress in Human Geography*, 18 (2): 137-150.

- Ley, D. (1985). Gentrification in Canadian inner cities: patterns, analysis, impacts and policy, for Canada mortgage and housing corporation (External Research Grant 6583/L31), Department of Geography, University of British Columbia.
- Ley, D. (1994). Gentrification and the politics of the new middle class. *Environment and Planning D: Society and Space* 12 : 53-74.
- Ley, D. (1996). *The new middle class and the remaking of the central city*. Oxford, Royaume-Uni: Oxford University Press.
- Local Architectural Conservation Advisory Committee, (2000). Ottawa, A Guide to Heritage Structures, Ottawa, Local Architectural Conservation Advisory Committee.
- Lowertown Community Association. (2015). The Lowertown Echo, L'Écho de la Basse-Ville, Lowertown Community Association, récupéré en ligne le 19 mars 2015, <http://www.lowertown-basseville.ca/the-echo--leacutecho.html>
- McMillan, D. W. (1976). Sense of community: An attempt at definition. Unpublished manuscript, George Peabody College for Teachers, Nashville, TN.
- McMillan, D.W. et D.M. Chavis. (1986). Sense of Community: A Definition and Theory, *Journal of Community Psychology* 14 : 6-23.
- Mendoza, C. et R. Morén-Alegret. (2013). Exploring methods and techniques for the analysis of senses of place and migration, *Progress in Human Geography*. 37 (6) : 762-785.
- Moore D. et J. Tarnai. (2002). Evaluating nonresponse error in mail surveys dans Groves, R. M., Dillman, D.A., Eltinge, J.L. et Little R.J.A. (eds.) *Survey Nonresponse*, John Wiley & Sons, New York, pp. 197-211.
- Moquay, P. (1997). Le sentiment d'appartenance territoriale. In M. Gauthier (dir.), *Pourquoi partir? La migration des jeunes d'hier et d'aujourd'hui* (pp. 243-256). Sainte-Foy, QC: Les Presses de l'Université Laval.
- Murray & Murray, Architects and Planners. (1976). *Basse-Ville Ouest : plan de développement*, Département du développement Communautaire Direction de l'urbanisme, Ville d'Ottawa.
- Murray & Murray, Architects and Planning Consultants. (1974). Basse-Ville, conditions existantes 1974. Service de développement communautaire, cité d'Ottawa.
- Nagel, C. (2011). Belonging. Dans V. J. Del Casino Jr., M. E. Thomas, P. Cloke & R. Panelli (Eds.), *A companion to social geography*, (pp.108-124). Chichester, Angleterre: Blackwell Publishing Ltd.
- Ottawa Planning Branch. (1967). *Urban Renewal, Ottawa Canada*, Ottawa.

- Ottawa Neighbourhood Study. (2015). Cartes de quartiers 2011, Ottawa Neighbourhood Study, page consultée le 10 octobre 2015, <http://neighbourhoodstudy.ca/fr/cartes-de-quartiers-2011/>.
- Parc Canada. (n.d. a). Lowertown West Heritage Conservation District, Canada's Historic Places, page consultée le 3 novembre 2014, <http://www.historicplaces.ca/en/rep-reg/place-lieu.aspx?id=8446>.
- Parc Canada. (n.d. b). Byward Market Heritage Conservation District, Canada's Historic Places, page consultée le 3 novembre 2014, <http://www.historicplaces.ca/en/rep-reg/place-lieu.aspx?id=8438&pid=0>
- Parfitt, J. (2005). Questionnaire design and sampling, dans R. Flowerdew et D. Martin (Eds.) *Methods in Human Geography. A guide for students doing a research project*, (pp.78-109), Harlow, Essex : Pearson Education Limited.
- Planning Branch, Department of Planning and Works, Corporation of the City of Ottawa. (1963). Appendix "B" Part III, Proposals for Urban Renewal action, 21 octobre 1963.
- Ramirez, C. (2012). Le journal indépendant La Rotonde de l'Université d'Ottawa, vol LXXXI, no 7, 29 octobre, p.5.
- Rose, D. (1984). Rethinking gentrification: beyond the uneven development of marxist urban theory. In L. Lees, T. Slater, & E. Wyly (Eds.), *The gentrification reader* (pp. 195-217). Londres, Angleterre: Routledge.
- Rose, D. (2004). Discourses and experiences of social mix in gentrifying neighbourhoods: a Montréal case study. *Canadian Journal of Urban Research* 13 (2) : 278-316.
- Siegel, S. (1956). *Nonparametric Statistics for the Behavioral Sciences*, New York : McGraw-Hill Book Company.
- Silk, J. (1999). The dynamics of community, place and identity. *Environment and Planning A* 31: 515.
- Slater, T. (2005). Gentrification in Canada's cities: From social mix to 'social tectonics'. Dans R. Atkinson & G. Bridge (Eds.), *Gentrification in a Global Context: The new urban colonialism* (pp.51-57). Milton Park, Oxon : Routledge.
- Smith, N. (1979). Toward a theory of gentrification: a back to the city movement by capital, not people. Dans L. Lees, T. Slater, & E. Wyly (Eds.), *The gentrification reader* (pp.85-96). Londres, Angleterre: Routledge.
- Smith, N. (1996). *The new urban frontier: gentrification and the revanchist city*, Londres, Angleterre: Routledge.
- Smith, N. (2002). New globalism, new urbanism: gentrification as global urban strategy, *Antipode*, 34 : 427-450.

- Société canadienne d'hypothèques et de logement. (1979). An Evaluation of RRAP: A Report on the Urban Residential Rehabilitation Assistance Program as seen by the Homeowner and Landlord Clients, and the Municipal Agents who Deliver the Program, Toronto.
- Statistique Canada. (1961). Recensement de la population, 1961 : Ottawa, Ontario.
- Statistique Canada. (1961). Recensement de la population, 1961: secteurs de recensement 16 et 19, Ontario, Récupéré à partir de http://datacentre.chass.utoronto.ca/census/1961_ct.html.
- Statistique Canada. (1971). Recensement de la population, 1971 : Ottawa, Ontario.
- Statistique Canada. (1971). Recensement de la population, 1971: secteurs de recensement 54 et 55, Ontario, Récupéré à partir de http://datacentre.chass.utoronto.ca/census/1971_ct.html.
- Statistique Canada. (1981). Recensement de la population, 1981 : Ottawa (code 304462), Ontario. Récupéré à partir de <http://datacentre.chass.utoronto.ca/census/1981/index.html>.
- Statistique Canada. (1981). Recensement de la population, 1981: secteurs de recensement 54 et 55, Ontario, Récupéré à partir de http://datacentre.chass.utoronto.ca/census/91_ct.html.
- Statistique Canada. (1991). Recensement de la population, 1991 : Ottawa (code 304462), Ontario. Récupéré à partir de <http://datacentre.chass.utoronto.ca/cgi-bin/census/1991/displayCensusCSD.cgi>.
- Statistique Canada. (1991). Recensement de la population, 1991: secteurs de recensement 54 et 55, Ontario, Récupéré à partir de http://datacentre.chass.utoronto.ca/census/91_ct.html.
- Statistique Canada. (2001). Recensement de la population, 2001 : Ottawa (code 304462), Ontario. Récupéré à partir de <http://datacentre.chass.utoronto.ca/cgi-bin/census/2001/displayCensusCSD.cgi>.
- Statistique Canada. (2001). Recensement de la population, 2001 : secteurs de recensement 54 et 55, Ontario, Récupéré à partir de http://datacentre.chass.utoronto.ca/census/2001_ct_all.html.
- Statistique Canada. (2006). Recensement de la population, 2006 : Ottawa (code 304462), Ontario. Récupéré à partir de <http://datacentre.chass.utoronto.ca/cgi-bin/census/2006/displayCensusCSD.cgi>.
- Statistique Canada. (2006). Recensement de la population, 2006 : secteurs de recensement 54 et 55, Ontario, Récupéré à partir de <http://datacentre.chass.utoronto.ca/cgi-bin/census/2006/displayCensusCT.cgi>.
- Statistique Canada. (2013). Ottawa, CV, Ontario (Code 3506008) (table). National Household Survey (NHS) Profile. 2011 National Household Survey. Statistics Canada no. 99-004-XWE. Ottawa. Released September 11, 2013. <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E> (le 20 février, 2014).

- Statistique Canada. (2013a). 0054.00, Ontario (Code 0889) (table). National Household Survey (NHS) Profile. 2011 National Household Survey. Statistics Canada Catalogue no. 99-004-XWE.Ottawa. Released September 11, 2013. <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-nm/2011/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E> (le 20 février, 2014).
- Statistique Canada. (2013b). 0055.00, Ontario (Code 0890) (table). National Household Survey (NHS) Profile. 2011 National Household Survey. Statistics Canada Catalogue no. 99-004-XWE.Ottawa. Released September 11, 2013. <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-nm/2011/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E> (le 20 février, 2014).
- Taylor, J. (1986). *Ottawa: An Illustrated History*, Toronto: University of Toronto Press.
- Tremblay, R. (2000). *Le concept de communauté en géographie vu à travers le petit Québec de la Floride*, thèse déposée à l'Université d'Ottawa, département de géographie.
- Valentine, G. (2001). *Social Geographies: Space & Society*, New York, N.Y. : Prentice Hall.
- Valentine, G. (2005). Tell me about...: using interviews as a research methodology, dans R. Flowerdew et D. Martin (Eds.) *Methods in Human Geography. A guide for students doing a research project*, (pp.111-127), Harlow, Essex : Pearson Education Limited.
- Vasta, E. (2013). Do we need social cohesion in the 21st century? Multiple languages of belonging in the metropolis, *Journal of Intercultural Studies* 34 (2) : 196-213.
- Vézina, M. et S. Crompton. (2012). Volunteering in Canada, Statistique Canada, Canadian Social Trends, numéro de catalogue 11-008, p. 37-55.
- Ville d'Ottawa. (1961). *Ottawa City Directory*, vol. LXXXVIII, Ottawa : Might Directories Limited.
- Ville d'Ottawa. (1981). *Ottawa-Hull Yellow Pages*, Montreal : Tele-Direct Ltd.
- Ville d'Ottawa. (2000-2001). *L'annuaire Pages Jaunes : Région Ottawa-Hull Centre*, Ottawa: Yellow Pages Group.
- Ville d'Ottawa. (2013). *Région Ottawa Centre*, Ottawa : Yellow Pages Group.
- Ville d'Ottawa. (2014 a). geoOttawa, Récupéré à partir de <http://maps.ottawa.ca/geoOttawa/>.
- Ville d'Ottawa. (2014 b). Résultats des élections 2014, Résultats officiels. Ville d'Ottawa, récupéré en ligne le 19 mars 2015, http://ottawa.ca/election/index_fr.html
- Wellman, B. 1979. The Community Question: The Intimate Networks of East Yorkers, *American Journal of Sociology* 84 (5) : 1201-1231.
- Wellman, B. et B. Leighton. (1979). Networks, Neighborhoods, and Communities: Approaches to the Study of the Community Question, *Urban Affairs Review*, 14 (3) : 363-390.
- Zukin, S. (1995). *The Cultures of Cities*, Cambridge, MA : Blackwell.

ANNEXE 1 : ACCEPTATION ÉTHIQUE

Numéro de dossier: 08-14-05

Date (mm/jj/aaaa): 10/10/2014



Université d'Ottawa
Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche

University of Ottawa
Office of Research Ethics and Integrity

Certificat d'approbation déontologique

CÉR Sciences sociales et humanités

Chercheur principal / Superviseur / Co-chercheur(s) / Étudiant(s)

<u>Prénom</u>	<u>Nom de famille</u>	<u>Affiliation</u>	<u>Rôle</u>
Anne	Gilbert	Arts / Géographie	Superviseur
Rosalie	Thibeault	Arts / Géographie	Étudiant-chercheur

Numéro du dossier: 08-14-05

Type du projet: Thèse de maîtrise

Titre: Au lendemain de la gentrification. L'appartenance des francophones à la Basse-Ville d'Ottawa

Date d'approbation (mm/jj/aaaa)	Date d'expiration (mm/jj/aaaa)	Approbation
10/10/2014	10/09/2015	Ia

(Ia: Approbation complète, Ib: Autorisation préliminaire de libération de fonds de recherche)

Conditions Spéciales / Commentaires:

N/A

ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE



uOttawa

Université d'Ottawa
Faculté des arts
Département de Géographie

University of Ottawa
Faculty of Arts
Department of Geography

LA COMMUNAUTÉ CHEZ LES HABITANTS DE LA BASSE-VILLE
D'OTTAWA

SECTION A

1. Depuis combien d'année(s) habitez-vous la Basse-Ville?
 moins d'un an 1 à 5 ans 6 à 10 ans 11 à 15 ans
 16 à 20 ans 21 à 25 ans 26 ans et plus

2. Avez-vous toujours habité à la même adresse? Oui Non

3. Pourquoi habitez-vous la Basse-Ville? Cochez tout ce qui s'applique à vous.
 Proximité : au travail/école du centre ville de la famille du Québec
 Quartier francophone Quartier d'enfance La beauté du quartier
 La diversité sociale Son histoire et son patrimoine
 Autre (précisez) : _____

4. Avez-vous déjà habité la Basse-Ville lorsque vous étiez enfant? Oui Non

5. Cochez la réponse qui s'applique à vous :
 Je suis propriétaire locataire du logement dans lequel j'habite.

6. Cochez tout ce qui s'applique à votre demeure.
 maison individuelle maison duplex maison en rangée
 bloc appartement à 3 étages ou moins bloc appartement à 4 étages ou plus

7. Habitez-vous une coopérative? Oui Non

SECTION B

8. Avez-vous de la famille qui habite le quartier? Oui Non

9. Si oui, depuis quand y demeurent-ils? (Cochez tout ce qui s'applique à vous).
 avant 1970 entre 1970 et 2000 après 2000

10. Avez-vous des ami(e)s qui habite(nt) le quartier? Oui Non

11. Si oui, depuis quand y demeurent-ils? (Cochez tout ce qui s'applique à vous).
 avant 1970 entre 1970 et 2000 après 2000

12. Dans le quartier, avec qui passez-vous le plus de temps? (Cochez tout ce qui s'applique à vous).

<input type="checkbox"/>	Famille
<input type="checkbox"/>	Voisins
<input type="checkbox"/>	Collègues de travail
<input type="checkbox"/>	Collègues d'association et groupes
<input type="checkbox"/>	Personnes avec qui je partage des opinions et morales
<input type="checkbox"/>	Personnes qui me ressemblent physiquement
<input type="checkbox"/>	Personnes de mon groupe d'âge
<input type="checkbox"/>	Autre :

613-562-5725
613-562-5145

60 Université / University (047)
Ottawa ON K1N 6N5 Canada
www.uOttawa.ca

13. Connaissez-vous le prénom de vos voisins? Tous La plupart Quelques uns Aucun

14. Répondez aux questions suivantes en cochant la case appropriée :

	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Toujours
Faites-vous un effort pour rencontrer de nouvelles personnes qui habitent le quartier?					
Aidez-vous ou demandez-vous pour de l'aide à vos voisins (emprunter un outil, arroser les plantes, etc.)?					
Entre voisins, vous demandez-vous avec intérêt comment vous allez?					
Les habitants de la Basse-Ville s'entraident-ils lorsqu'ils ont des problèmes?					

15. Dans les relations avec les personnes du quartier, je me sens :

	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Toujours
Accepté(e) par elles					
Soutenu(e)					
Lié(e) à elles					
Un(e) bon(ne) ami(e) pour elles					

16. Avez-vous beaucoup en commun avec vos voisins? Oui Un peu Non

17. Avez-vous beaucoup en commun avec les habitants de la Basse-Ville? Oui Un peu Non

18. Faites-vous confiance aux habitants de la Basse-Ville? Oui Un peu Non

19. Parlez-moi de la communauté de la Basse-Ville :

	Oui	Parfois	Non	Incertain(e)
Existe-t-elle?				
Si oui, sentez-vous que vous en faites partie?				
Satisfait-elle vos besoins?				

20. Si elle existe, décrivez en 3 mots ou expressions la communauté de la Basse-Ville :

- 1) _____
- 2) _____
- 3) _____

SECTION C

21. Comment vous sentez-vous dans le quartier? (Où 1 représente « mal à l'aise » et 5 représente « très à l'aise »)

1 2 3 4 5

Mal à l'aise

Très à l'aise

22. Y a-t-il un(des) lieu(x) dans le quartier pour lequel vous ressentez une affection particulière?

Non Oui (précisez) : _____

23. Qu'aimez-vous le plus de votre quartier?

- 1) _____
- 2) _____
- 3) _____

24. Qu'aimez-vous le moins de votre quartier?

1) _____

2) _____

3) _____

25. De façon générale, êtes-vous satisfait du quartier? (Où 1 représente « pas satisfait » et 5 représente « très satisfait »)

1 2 3 4 5

Pas satisfait Très satisfait

26. Dans 5 ans, pensez-vous que vous habiterez encore la Basse-Ville? Oui Non

27. Si vous déménagiez hors de la Basse-Ville, quelle serait la(les) raison(s)?

SECTION D

28. Lisez-vous le journal communautaire de la Basse-Ville, *L'Echo*? Oui Parfois Non

29. Faites-vous du bénévolat dans le quartier?

Souvent Parfois Rarement Jamais

30. Faites-vous partie ou fréquentez-vous un(e) / des (cochez les cases qui s'appliquent à vous) :

	Non	Oui	Situé dans la Basse-Ville
Organisation ethnique ou culturelle			
Club ou association récréative			
Groupe ou association politique			
Association communautaire			
Église			
Autre (précisez)			

31. Au cours de la dernière année, avez-vous :

a) été aux réunions de l'Association communautaire de la Basse-Ville? Oui Non

b) écrit ou parlé à un politicien à propos d'un sujet du quartier? Oui Non

c) participé à une célébration dans le quartier? Oui Non

d) travaillé avec des gens face à un problème encouru dans le quartier? Oui Non

32. Avez-vous voté aux élections municipales de 2014? Oui Non

33. Parmi la liste suivante, cochez les enjeux que vous connaissez :

Site d'injection supervisé Piste cyclable au nord de la Basse-Ville Sites patrimoniaux

Projets Claridge Walking and cycling audit du quartier

SECTION E

34. Quel est votre sexe ? Homme Femme Autre : _____
35. Quel est votre âge?
- 18 à 25 ans 26 à 35 ans 36 à 45 ans 46 à 55 ans
 56 à 65 ans 66 à 75 ans 76 ans ou plus
36. Quelle est votre langue maternelle? Français Anglais Autre
37. Quelle langue utilisez-vous le plus souvent à la maison? Français Anglais Autre
38. Quelle langue utilisez-vous le plus souvent dans le quartier (à l'extérieur de la maison)?
 Français Anglais Autre
39. À quel groupe, parmi les francophones et les anglophones, vous identifiez-vous?
- Au groupe francophone seulement
 Surtout au groupe francophone
 Aux deux groupes également
 Surtout au groupe francophone
 Au groupe anglophone seulement
 Aucun
40. Combien d'adultes habitent dans votre demeure? _____
41. Combien d'enfants habitent dans votre demeure? _____
42. Êtes-vous né au Canada? Oui Non
43. Quel est le plus haut niveau d'éducation que vous avez atteint? _____
44. Quelle est votre profession? _____
45. Quel est le revenu moyen de votre ménage?
- sous 15 000\$ 15 000 à 34 999\$ 35 000 à 54 999\$ 55 000 à 74 999\$
 75 000 à 94 999\$ 95 000\$ et plus préfère ne pas répondre
46. Quelle est votre orientation sexuelle?
- Hétérosexuel Homosexuel Bisexuel Transexuel Autre Préfère ne pas répondre

Êtes-vous intéressé à me rencontrer pour me parler de votre quartier?

Si oui, Numéro de téléphone : _____

ou

Courriel : _____

N.B. Ce ne sont pas tous ceux qui sont intéressés qui seront contactés pour une entrevue. Vos coordonnées ne seront pas divulguées.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

ANNEXE 3 : ANNONCE PUBLICITAIRE

Annnonce de recherche: Découvrir la communauté de la Basse-Ville, une porte à la fois

Rosalie Thibeault — Vous le savez sans doute, la Basse-Ville d'Ottawa est un des quartiers les plus anciens de la ville. Au fil des ans, ce quartier à forte dominance francophone a vu des transformations majeures, de ses commerces à son paysage physique jusqu'à sa population. Une chose n'a pas changé toutefois: située à deux pas de l'Université d'Ottawa et du parlement, la Basse-Ville continue d'attirer des gens de partout, jeunes et moins jeunes, étudiants et travailleurs, qui contribuent, chacun à leur manière, à faire du quartier un milieu de vie agréable et stimulant.

Et vous, depuis quand habitez-vous la Basse-Ville? Pourquoi avez-vous choisi ce quartier? Connaissez-vous vos voisins? Avez-vous des choses en commun avec eux? Est-ce que les habitants de la Basse-Ville forment à votre avis une communauté? Sentez-vous que vous en faites partie?

Au courant des prochaines semaines, je vais circuler dans le quartier et m'arrêter à certaines de vos portes pour demander votre participation à l'étude que je réalise

dans le cadre de ma maîtrise en géographie à l'Université d'Ottawa.

Ce qui m'intéresse, c'est la communauté formée par les habitants du côté ouest de la Basse-Ville. Plus précisément, le but de mon étude est de voir comment cette communauté se vit à travers vos pratiques et votre sentiment d'appartenance au quartier. Je me tourne vers les habitants de la Basse-Ville ouest qui sont âgés d'au moins 18 ans et qui parlent et comprennent le français. C'est à travers un court questionnaire que je tenterai de découvrir la communauté de la Basse-Ville. Je m'arrêterai chez vous et vous demanderez de remplir ce questionnaire, ce qui vous prendra une quinzaine de minutes. La formule est simple : si vous acceptez, je vous laisserai le questionnaire et passerai le ramasser une fois rempli.

Si vous souhaitez avoir plus de détails sur ma recherche, n'hésitez pas à communiquer avec moi! Rejoignez-moi par courriel : rthib031@uottawa.ca ou par téléphone : 613-562-5800, ext. 4002. Au plaisir de vous voir bientôt!

**ANNEXE 4 : CARTES DE LA RÉGION D'ANALYSE D'APRÈS LES SECTEURS DE
RECENSEMENT**

Carte de la région d'analyse, 1961

Source : Statistique Canada, 1961



Carte de la région d'analyse, 1971 à aujourd'hui

Source : Statistique Canada, 2011



**ANNEXE 5 : LANGUE MATERNELLE ET CONNAISSANCE DES LANGUES CHEZ
LA POPULATION DE LA BASSE-VILLE OUEST ET À OTTAWA**

Année		Population totale / (20% données-échantillon)	Langue maternelle					Connaissance de langue officielle				
			Anglais	Français	Langue non officielle	Plusieurs réponses	Seulement anglais	Seulement français	L'anglais et le français	Aucune		
1961	Basse-Ville Ouest ¹	8 531	1 545	6 645	341	n/a	1 371	1 369	5 755	36		
	Ottawa	268 206	188 072	56 882	23 252	n/a	188 819	8 989	66 972	3 426		
1971	Basse-Ville Ouest ²	4 400	800	3 415	120	n/a	620	1 040	2 710	45		
	Ottawa	324 864	217 050	77 175	30 639	n/a	209 040	13 450	98 390	3 985		
1981	Basse-Ville Ouest	3 439	1 155	2 020	255	n/a	785	340	2 075	55		
	Ottawa	295 163	202 380	57 005	35 780	n/a	178 545	5 835	104 040	3 425		
1991	Basse-Ville Ouest	3 670	1 785	1 490	245	155	1 240	165	1 970	10		
	Ottawa	313 990	204 635	49 575	46 970	12 810	184 545	4 965	115 030	5 380		
2001 ³	Basse-Ville Ouest ⁴	3 950 ⁵ 2 025 ⁶ / (1 710)	800	650	240	25	565	25	1 105	15		
	Ottawa	774 075 / (763 790)	485 830	115 220	147 315	15 430	463 190	10 495	279 480	10 625		
2006	Basse-Ville Ouest	4 455 / (3 775)	2 060	1 115	515	80	1 465	200	2 105	0		
	Ottawa	812 130 / (801 275)	501 870	119 445	164 135	15 825	479 745	12 985	298 245	10 300		
2011	Basse-Ville Ouest	4 835 / (4 330)	2 480	1 035	695	120	1 955	85	2 275	10		
	Ottawa	883 391 / (872 450)	544 045	123 925	178 120	26 360	522 980	12 915	324 690	11 860		

¹ Les secteurs de recensements 16 et 19 furent utilisés aux fins d'analyse.

² Les secteurs de recensements 54 et 55 furent analysés à partir de cette année.

³ À partir de 2001, ces données ont seulement été recueillies auprès de 20% des ménages. L'addition des variables pour chacune des catégories arrivent alors à un total différent de la population totale. Pour plus d'information à ce sujet, voir Statistique Canada.

⁴ Les données pour le secteur 54 ne sont pas disponible.

⁵ Total de la population des secteurs 54 et 55.

⁶ Total de la population du secteur 55 seulement.